

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ROYAUME-UNI

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

FÉVRIER 1980

STATISTIQUES DE BASE DU ROYAUME-UNI

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	244	Villes principales (millions d'habitants, estimation au 1-7-1977) :	
Superficie agricole (milliers de km ²), en 1977	188	Londres (métropole)	7.0
		Birmingham	1.1
		Glasgow	0.8
		Liverpool	0.5
		Manchester	0.5

LA POPULATION

Population au 30-6-1978	55 902 000	Total de la population active civile occupée, en 1978	24 610 000
Densité au km ²	229	dont :	
Accroissement annuel net, moyenne 1973-1978	-6 800	Agriculture	654 000
Taux de variation annuel, 1973-1978	0.0	Industrie (avec construction)	9 774 000
		Autres activités	14 182 000

L'ÉTAT

Dépenses ordinaires du secteur public en 1978 (en % du PNB)	20	Composition de la Chambre des Communes (février 1980) :	
Recettes ordinaires du secteur public en 1978 (en % du PNB)	38	Conservateurs	339 sièges
Dette publique au 31 mars 1978 (en % des recettes ordinaires des Administrations publiques)	138	Travailleurs	268 »
		Libéraux	11 »
		Divers Unionistes	10 »
		Nationalistes écossais	2 »
		Nationalistes gallois	2 »
		Travailleurs sociaux-démocr.	1 »
		Indépendant	1 »
		Président	1 »
			635 sièges
		Dernières élections : 3-5-1979	

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Exportations de biens et services, en % du PNB, en 1978	29	Importations de biens et services, en % du PNB, en 1978	28
Principaux produits exportés (en % des exportations totales, en 1978) :		Principaux produits importés (en % des importations totales, en 1978) :	
Machines	25	Machines	15
Matériel de transport	12	Pétrole et produits pétroliers	11
Produits chimiques	11	Produits chimiques	7
Textiles	3	Métaux non ferreux	3
Sidérurgie	3	Fruits et légumes	3
Métaux non ferreux	2	Viande	1

LA MONNAIE

Unité monétaire : Livre sterling		Unité monétaire par dollar des Etats-Unis, moyenne des données journalières :	
		Décembre 1979	0.4545
		Année 1979	0.4720

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ARCHIVES
RÉFÉRENCE
DOCUMENT
RETOUR BUREAU

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ROYAUME-UNI

FÉVRIER 1980

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

.

*L'examen annuel de la situation du Royaume-Uni
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 28 janvier 1980.*

© OCDE 1980

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Évolution récente	6
Demande et production	6
Évolution du marché du travail	11
Coûts et prix	15
Balance des paiements	18
II Pénétration des importations et résultats industriels en moyenne période	23
III Politique économique	29
Le cadre	29
La conduite de la politique économique	31
Politique monétaire et politique du taux de change	32
Le budget et les dépenses publiques	39
Autres mesures	46
IV Perspectives à court terme et conclusions	48
Perspectives à court terme	48
Conclusions	52
Annexe : Chronologie économique	55
Annexe statistique	62

TABLEAUX

Texte :

1 Dépenses et production	7
2 Statistiques de main-d'œuvre	12
3 Indicateurs des coûts et des prix	16
4 Composantes de la hausse des prix	17
5 Balance des paiements	19
6 Solde des opérations commerciales et invisibles	20
7 Croissance de la productivité et de la production dans le secteur manufacturier	28
8 Indicateurs d'instabilité : inflation et influences externes	31
9 Indicateurs monétaires	34
10 Budget du secteur public	40
11 Déficits consolidés du secteur public	43

12 Projets de dépenses publiques	45
13 Perspectives de croissance pour 1980	49

Annexe statistique

A	Emploi du PIB	62
B	Formation intérieure brute de capital fixe par secteur et type d'actif et pour certaines branches d'industrie	63
C	Consommation et investissement	64
D	Production et main-d'œuvre	65
E	Financement intérieur	66
F	Salaires, prix et position extérieure	67
G	Analyse des transactions en capital et des règlements officiels	68-69
H	Avoirs et engagements extérieurs	70
I	Commerce extérieur par régions	71

GRAPHIQUES

1	Performance des industries manufacturières	9
2	Évolution de certaines composantes de l'investissement	10
3	Indicateurs du marché du travail	14
4	Commerce extérieur	22
5	Indicateurs de compétitivité	24
6	Taux de change effectif et coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre	26
7	Taux de rendement du capital utilisé	27
8	Taux de croissance comparés	30
9	Agrégats monétaires	33
10	Taux d'intérêt	37

INTRODUCTION

Contrairement à ce qui s'était passé en 1978, l'évolution économique en 1979 s'est caractérisée par une faible croissance, une accélération de l'inflation et un important déficit extérieur courant. L'augmentation substantielle des gains et du revenu disponible réel des ménages a beaucoup contribué à cette évolution. La consommation privée s'est en effet accrue de façon prononcée, comme l'année précédente; son expansion, qui a été de 4 %, s'est concentrée au premier semestre de l'année. L'accroissement de la demande de consommation des ménages s'est répercuté pour une bonne part sur les importations qui ont augmenté de plus de 11 % en volume. L'accélération de la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre et une sensible appréciation du taux de change effectif du sterling se sont conjuguées pour produire une perte de compétitivité qui non seulement a stimulé les importations mais s'est traduite en outre par une faible croissance des exportations, d'où une contribution négative substantielle à la croissance du PIB réel et un retournement du solde de la balance des opérations courantes qui, après avoir été légèrement excédentaire en 1978, a accusé un déficit équivalent à 1¼ % du PIB en 1979. La consommation privée et la formation de stocks mises à part, toutes les composantes de la demande intérieure ont été relativement faibles en 1979. Le taux de chômage a eu tendance à diminuer pendant une bonne partie de l'année mais il a marqué une légère augmentation ces derniers mois.

Après la mise en place du nouveau Gouvernement en mai, la politique économique a été réorientée de façon à miser davantage sur la régulation de la masse monétaire et une politique budgétaire compatible avec cette régulation et sur le libre jeu des mécanismes du marché. Dans le cadre du budget de juin, le taux prêteur minimum a été considérablement relevé ; et les prévisions du Gouvernement antérieur concernant les dépenses publiques pour 1979/80 ont été réduites afin de restreindre l'ampleur du besoin d'emprunt du secteur public. En même temps, les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques étaient abaissés et la TVA sensiblement majorée. En novembre, le taux prêteur minimum a été de nouveau relevé — et porté au chiffre sans précédent de 17 % — parce que le besoin d'emprunt du secteur public avait été plus important que prévu au premier semestre de l'année (en raison dans une large mesure des retards provoqués par les conflits sociaux dans le recouvrement des impôts et d'autres montants dus) et que le volume des prêts bancaires restait considérable ; et le gouvernement a annoncé de nouvelles réductions du programme de dépenses publiques pour 1980-1981 hérité de son prédécesseur. L'activité ayant fléchi après le milieu de 1979, on s'attend que le PIB baisse d'environ 2 % en 1980, entraînant un marasme économique plus prononcé et une forte augmentation du chômage. Le taux d'inflation sous-jacent — mesuré par l'indice implicite des prix des dépenses de consommation, compte non tenu des modifications des impôts indirects — pourrait s'accélérer et s'établir aux environs de 15¼ %. La faiblesse de la demande intérieure et l'auto-approvisionnement pétrolier devraient modérer l'accroissement des importations et permettre à la balance des paiements courants de dégager un léger excédent.

L'Étude s'ouvre par une analyse de l'évolution récente (partie I), puis examine, dans la partie II, la performance en plus longue période du secteur manufacturier en

mettant particulièrement l'accent sur la pénétration des importations. La partie III passe en revue les mesures de politique économique, la partie IV étant consacrée à l'analyse des perspectives d'évolution à court terme de l'économie et des principales conclusions qui se dégagent de l'Étude concernant la conduite de l'action gouvernementale.

I ÉVOLUTION RÉCENTE

Demande et production

L'évolution de la situation en 1978 et 1979 a été marquée par la vive expansion de la consommation privée, les autres grandes composantes de la demande demeurant hésitantes à l'exception de la formation de stocks. Après trois années de baisse modérée, le revenu disponible réel des particuliers a augmenté d'environ 7 % en 1978 et d'un peu plus de 5 % en 1979. L'accroissement des revenus disponibles réels enregistré en 1978-1979 est, sauf pour les années 1972-1973, le plus prononcé que l'on ait observé au cours d'une période aussi brève depuis plus de 25 ans. Si la progression de 1978 a été due principalement à la réduction sensible du taux d'inflation, qui avait diminué de près de moitié pour s'établir à 8¼ %, celle de 1979 est essentiellement attribuable à l'accélération de la croissance des gains moyens, dont le taux a atteint 15 % (13 % en 1978), et qui s'est accompagnée d'une accélération presque aussi forte de l'accroissement des autres revenus des particuliers¹, ainsi qu'à l'augmentation continue et appréciable des transferts du secteur public. Les allègements substantiels de l'impôt sur le revenu ont en grande partie compensé les effets de l'accélération de l'inflation sur les revenus disponibles réels. Le taux d'épargne des particuliers ayant légèrement augmenté, l'accroissement de la demande de consommation (4 % en 1979) a été légèrement inférieur à celui des revenus disponibles réels. Comme dans la phase précédente d'expansion de la consommation privée (1971-1973), la reprise de 1978-1979 a été étayée par une vive progression de la demande de biens durables². Le profil inégal de l'évolution de la demande des consommateurs en 1979 — vive progression au premier semestre suivie d'un recul au second — s'explique en partie par l'anticipation d'une majoration des impôts indirects qui allait se concrétiser dans le budget de juin³, ce qui s'est traduit par un taux annuel d'accroissement de la consommation de 18 % au deuxième trimestre et une baisse d'une ampleur correspondante au troisième trimestre⁴.

La consommation publique a augmenté en 1979 à peu près conformément aux estimations du Budget de juin. L'incidence des plafonds de dépenses sur l'investissement fixe du secteur public, conjuguée aux compressions de dépenses budgétaires, s'est traduite par une légère baisse de la formation de capital fixe du secteur public — très inférieure toutefois à celle enregistrée au cours des trois années précédentes.

1 Revenus du travail indépendant, loyers, intérêts et dividendes.

2 Les ventes de biens durables, y compris de chaussures et de vêtements, ont augmenté environ deux fois plus vite que la demande de consommation privée, tant en 1978 qu'en 1979. L'expansion de la demande d'automobiles et de deux-roues a été particulièrement prononcée, surtout en 1978 (30¼ %), année où elle a presque égalé l'augmentation record de 33¼ % enregistrée en 1971.

3 En juin, les ventes au détail (volume) ont augmenté de 6 % par rapport à mai, les ventes de biens durables de 15¼ % et celles d'automobiles de 21½ %. Les baisses enregistrées en juillet ont été de 10 %, 22¼ % et 58 % respectivement.

4 Si ces facteurs exceptionnels n'avaient pas joué, la progression au premier semestre aurait été inférieure à 5 %, en taux annuel, et aurait été suivie d'un accroissement d'environ 1 %, en taux annuel, (au lieu de la baisse observée de 2½ %) dans la seconde moitié de l'année.

Tableau 1 **Dépenses et production**
Pourcentages de variation en volume, taux annuels désaisonnalisés

	Par rapport à l'année précédente					Par rapport au semestre précédent		
	1975	1976	1977	1978	1979 ¹	1978 II	1979 I	1979 II ¹
Consommation privée	-1.1	0.2	-0.8	5.4	3.9	5.0	6.6	-2.4
Consommation publique	6.1	1.9	-0.9	1.5	1.8	2.3	1.2	2.5
Formation de capital fixe	-0.4	0.4	-2.1	1.4	-4.9	-4.9	-6.9	-0.7
Demande intérieure finale	0.5	1.1	-1.1	3.8	1.8	2.6	2.9	-1.1
Plus variation des stocks ²	-3.0	1.8	0.7	-0.1	0.2	-0.4	1.6	-1.9
Plus ajustements « de compromis » ^{2, 3}	-0.2	-0.6	0.4	0.1	1.2	0.3	2.2	-0.1
Demande intérieure totale	-2.4	2.4	-0.4	3.8	3.2	2.4	6.8	-2.8
Exportations	-2.4	9.1	7.0	2.4	2.6	6.6	-4.4	13.6
Importations	-7.3	4.0	0.7	3.9	11.1	2.5	17.7	7.1
Variation de la balance extérieure	1.5	1.3	1.7	-0.4	-2.4	1.1	-6.0	1.6
PIB aux prix du marché ⁴	-1.6	3.1	1.8	3.4	0.8	3.6	0.6	-1.3
PIB aux prix du marché, pétrole de la mer du Nord non compris	-1.6	2.6	0.8	2.7	0.0	2.8	-0.2	-1.6
Production agricole	-9.1	-7.0	14.0	6.6		2.7	-6.0	
Industries extractives ⁵	11.2	25.8	49.2	23.8		25.4	35.1	
Industries manufacturières	-6.9	2.2	1.7	0.3		1.5	1.7	
Construction, gaz, eau, électricité	-3.7	-0.1	1.2	5.7		3.6	-4.6	
Services	1.3	2.7	0.7	2.1		3.0	1.8	
PIB au coût des facteurs, dans l'optique de la production	-1.9	2.2	2.4	3.0		3.4	1.4	

1 Les chiffres pour 1979 sont provisoires ; ils sont fondés sur les données publiées pour les trois premiers trimestres et sur les estimations du Secrétariat de l'OCDE pour le dernier trimestre.

2 Contribution à la variation du PIB en pourcentage du PIB de la période précédente.

3 Différence entre l'estimation dans l'optique de la dépense et l'estimation « de compromis » du PIB qui est la moyenne pondérée des trois estimations du PIB dans l'optique de la production, de la dépense et du revenu. Les coefficients de pondération sont 40 %, 40 % et 20 % respectivement.

4 Estimation « de compromis ».

5 Y compris la production de pétrole et de gaz en mer du Nord.

Sources : *Economic Trends*, « Press and Information Service Release » et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

La reprise des investissements dans les industries manufacturières (opérations de crédit-bail comprises)⁵ a été de brève durée, mais assez prononcée (8 1/2 % en taux annuel entre le premier trimestre de 1976 et le quatrième trimestre de 1978), ce qui a permis aux investissements bruts dans le secteur manufacturier de retrouver à la fin de

5 Les chiffres de l'OCDE comprennent les biens d'équipement loués au secteur manufacturier par des établissements financiers selon la formule du crédit-bail ; les montants correspondants sont donc retranchés des investissements dans le secteur de la distribution et des services. Dans les statistiques officielles du Royaume-Uni, les investissements sont classés en fonction de leur propriétaire et non de leur utilisateur ; la plupart des équipements loués en crédit-bail étant la propriété d'établissements financiers, les opérations de crédit-bail au secteur manufacturier sont donc considérées comme des investissements dans la distribution et les services. Les montants estimés et prévus (par l'OCDE) au titre de ces opérations dans le secteur manufacturier sont, en millions de livres, aux prix de 1975 : 190 ; 1976 : 200 ; 1977 : 260 ; 1978 : 370 ; 1979 : 510 ; 1980 : 600. En conséquence, les chiffres concernant les investissements utilisés dans la présente étude sont les suivants :

(Milliards de livres ; prix de 1975)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
					Estimation	Prévision
Investissement :						
Secteur manufacturier	3.7	3.5	3.9	4.2	4.2	3.9
Distribution et services	3.7	3.7	4.1	4.3	4.6	4.5

1978 le précédent sommet de la fin de 1970. La vive reprise des investissements bruts a été due en grande partie à un léger redressement des profits par rapport à leur faible niveau de 1975, aux perspectives de croissance mondiale plus favorables jusqu'au début de 1979, et à la nécessité de remplacer les équipements devenus obsolètes en raison de la hausse des prix du pétrole et de l'évolution fortement croissante des coûts de main-d'œuvre depuis 1973. Les conditions se sont toutefois profondément modifiées en 1979 ; en partie du fait des grèves et d'une perte de compétitivité, les taux de profit ont recommencé à fléchir, et l'accélération du taux de hausse des coûts de main-d'œuvre, conjuguée aux relèvements des prix du pétrole et à l'affaiblissement des perspectives de la demande, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, s'est traduite par de fortes révisions en baisse des projets d'investissement. La formation de capital dans les industries manufacturières est, de ce fait, demeurée pratiquement stationnaire en 1979, mais sous l'effet décalé de la forte expansion de 1978, elle accusera encore une légère augmentation d'une année sur l'autre. Malgré le recul des investissements dans les industries manufacturières, observé au cours de la période de huit ans s'achevant en 1978, leur niveau restait supérieur aux estimations de la consommation de capital, ce qui a permis au stock net de capital du secteur manufacturier de continuer à progresser (en marquant toutefois une forte décélération). La production manufacturière restant faible, les capacités inemployées ont augmenté depuis 1973, ce qui, conjugué à l'évolution fortement croissante des coûts de main-d'œuvre, a contribué à la baisse prononcée des profits⁶, qui sont tombés à un niveau insuffisant pour soutenir une reprise plus durable de l'investissement dans les industries manufacturières.

La reprise des investissements dans le secteur de la distribution et des services, qui s'était amorcée au début de 1976, a été étayée par la demande soutenue de services, liée à l'expansion de la consommation. Les investissements dans ce secteur ont progressé à une cadence annuelle d'environ 6¾ % jusque vers le milieu de 1979, dépassant alors légèrement le sommet précédent atteint au début de 1974. Quoique moins bonne qu'avant 1973, la tenue des profits dans ce secteur a été sensiblement meilleure que dans les industries manufacturières. Le recul des investissements résidentiels du secteur privé, qui avait commencé au second semestre de 1978, s'est accentué au premier semestre de 1979 où la baisse a atteint un taux annuel de 24 %. Modérée depuis environ cinq ans, la hausse des prix des logements neufs a commencé à s'accélérer au début de 1978, ressortant à un taux annuel d'environ 28 % jusqu'au quatrième trimestre de 1979. Le rapport des prix des logements aux gains moyens a ainsi sensiblement augmenté, ce qui, conjugué à la compression des liquidités des sociétés de prêt à la construction, s'est traduit par une forte baisse (en termes réels) du crédit hypothécaire destiné à l'achat de logements⁷. Ainsi, malgré la progression appréciable du revenu disponible réel, les investissements résidentiels privés ont beaucoup diminué depuis le milieu de 1978 et, au troisième trimestre de 1979, leur niveau était le plus bas enregistré depuis plus de 20 ans et inférieur de plus d'un tiers au sommet de 1972.

Les investissements, tant privés que publics, s'inscrivant en baisse, l'investissement fixe total a diminué de près de 5 % en 1979, sa part dans le PIB total (17 %) tombant ainsi au chiffre le plus faible enregistré depuis 1964. Sous l'effet en partie des per-

6 Une régression des profits par rapport aux capacités inemployées dans le secteur manufacturier depuis 1960 donne les résultats suivants :

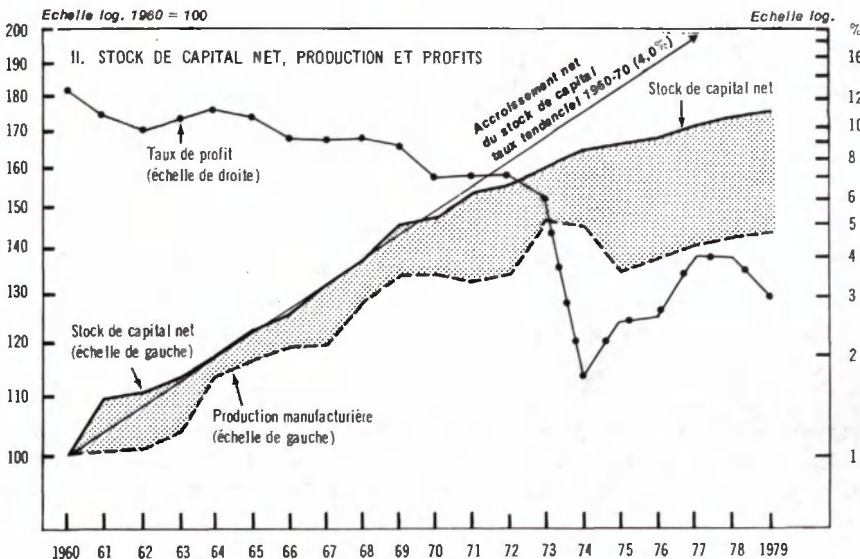
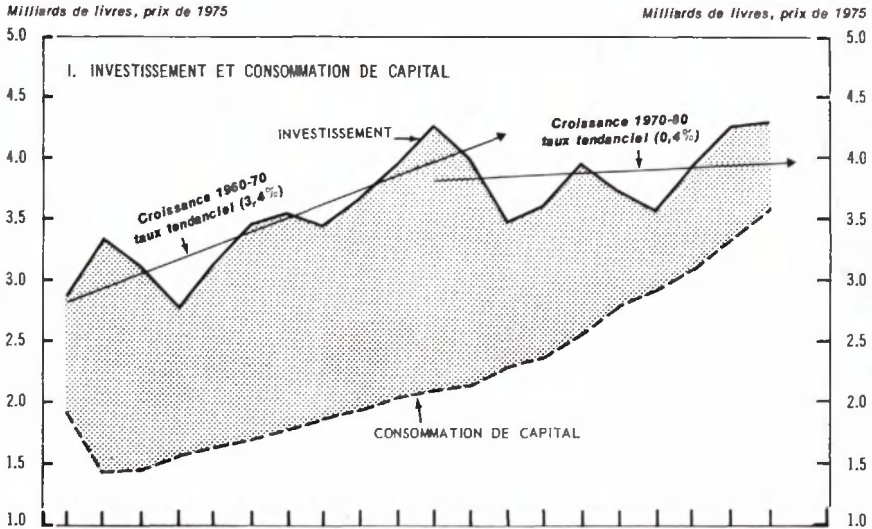
$$\text{Profits} = 392.16 - 299.37 \frac{\text{stock net de capital}}{\text{production manufacturière}} \quad R^2 = 0.78$$

(9.6) (-8.3)

DW = 1.2

7 Les autorités et les sociétés de prêt à la construction sont convenues de limiter l'expansion du crédit hypothécaire entre le milieu de l'année 1975 et le milieu de l'année 1979. Les taux d'intérêt élevés servis sur les dépôts confiés aux établissements concurrents ont également entraîné un sensible ralentissement de la croissance des dépôts auprès des sociétés de prêt à la construction depuis le début de 1978.

Graphique 1 Performance des industries manufacturières



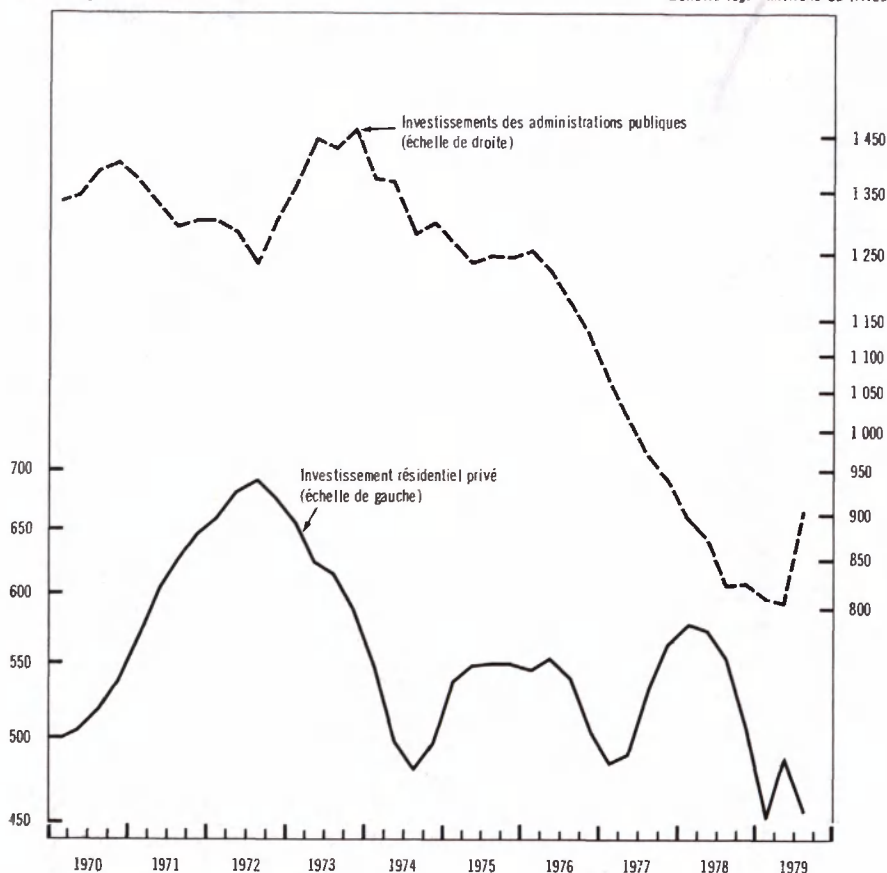
Sources : CSO, *Economic Trends* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

turbations entraînées dans les flux d'échanges par l'agitation sociale, et peut-être aussi du fait de certains mouvements spéculatifs liés à la fermeté du sterling et de l'expansion persistante de la demande intérieure, la formation de stocks a encore accusé une forte augmentation au premier semestre de l'année. Un certain ajustement s'est peut-être produit au second semestre mais le niveau de formation des stocks pourrait rester relativement élevé en 1979 pour la troisième année consécutive. L'évaluation est cependant rendue difficile par l'écart entre les différentes estimations du PIB. Compte tenu

Graphique 2 Evolution de certaines composantes de l'investissement
(Formation de capital fixe aux prix de 1975)

Echelle log. - Millions de livres

Echelle log. - Millions de livres



Sources : *Economic Trends*, HMSO et informations directement communiquées à l'OCDE.

de certaines fluctuations importantes de l'ajustement de compromis⁸, la demande intérieure totale aura progressé à un taux annuel de 3¼ % en 1979, chiffre légèrement inférieur à celui de 1978 (3¼ %) mais très supérieur au taux moyen enregistré au cours des dix dernières années.

En raison surtout du sensible accroissement du volume des importations de marchandises (dû en partie au niveau élevé de la formation de stocks et de la demande de

8 L'ajustement de compromis, qui est la différence entre le PIB calculé dans l'optique de la dépense et le PIB de compromis (moyenne des trois estimations du PIB dans l'optique de la dépense, du revenu et de la production), accuse en général de légères fluctuations. Pour les trois premiers trimestres de 1979 toutefois, les diverses estimations du PIB faisaient apparaître de très grandes différences; le PIB dans l'optique de la dépense, en particulier, était inférieur d'environ 2¼ % à la moyenne des deux autres estimations, ce qui donnait un ajustement de compromis exceptionnellement important. La principale raison en est, pense-t-on, les difficultés que soulève la mesure de la dépense. Le fléchissement de celle-ci est sans doute essentiellement imputable à la formation de stocks et à l'investissement fixe. Il se peut également que la balance entre les importations et les exportations ait été dans une certaine mesure faussée par des difficultés de recensement statistique, mais il est moins probable que les estimations de la dépense des consommateurs et de la consommation publique aient comporté une forte marge d'erreur.

biens de consommation durables), le déficit de la balance extérieure réelle a notablement augmenté en 1979, exerçant une forte incidence négative, de l'ordre de 2½ % (la plus importante depuis plus de 10 ans), sur la croissance du PIB réel. Cette évolution a en grande partie compensé le dynamisme de la demande intérieure, limitant la croissance du PIB à un peu moins de 1 % en 1979⁹. Si l'on ne tient pas compte de la contribution de la production croissante de pétrole de la Mer du Nord, le PIB fait apparaître une tendance pratiquement stationnaire. La vive expansion de la consommation pour la deuxième année consécutive n'a que légèrement facilité la poursuite de la reprise de la production manufacturière. La progression de celle-ci a été particulièrement forte au cours de la période de 12 mois s'achevant au deuxième trimestre de 1979 (3 %) et notamment au mois de juin, où pour la première fois la production manufacturière a atteint le sommet enregistré en 1973¹⁰. Toutefois, une grève des transporteurs routiers au début de l'année et la grève de l'industrie mécanique au troisième trimestre ont abaissé la production de ces deux trimestres, entraînant une perte nette de production sur l'année dans son ensemble de près de 1 % et limitant ainsi la croissance effective de la production manufacturière à environ 3½ % sur l'ensemble de l'année 1979. A part la construction, qui a accusé un léger recul, toutes les autres grandes composantes de la production ont modérément progressé en 1979. Le fléchissement enregistré dans la construction s'explique par les effets conjugués du niveau déprimé des investissements publics et de la forte baisse des investissements résidentiels privés.

Évolution du marché du travail

Reflétant le dynamisme de la demande intérieure, les conditions du marché du travail ont continué à s'améliorer jusque vers le milieu de 1979. L'emploi salarié a augmenté en 1979, l'essentiel de cet accroissement s'étant produit au premier semestre de l'année. Bien que cette progression ait été à peu près du même ordre que celle des deux années précédentes, on pense que le PIB (production pétrolière de la Mer du Nord non comprise) sera resté stationnaire en 1979, entraînant un certain fléchissement de la productivité (¾ %) contre une augmentation d'un peu plus de ¾ % en moyenne pendant la phase de reprise conjoncturelle de 1977 et 1978. Comme les deux années précédentes, l'accroissement de l'emploi salarié en 1979 s'est produit presque exclusivement dans le secteur des services, qui a enregistré un accroissement de 1¾ % au cours de la période de 12 mois s'achevant au deuxième trimestre de 1979, contre une progression annuelle moyenne inférieure à ¾ % au cours de la période de trois ans s'achevant en 1979. Cette accélération s'explique par les effets retardés de la croissance rapide de la production (et donc de la demande) de services — d'un peu plus de 3 % — enregistrée l'année précédente. Sur l'ensemble de 1979, la production du secteur des services aura probablement augmenté de moins de 1½ %, ce qui suppose une légère baisse de la productivité.

Après être resté stationnaire pendant trois ans, l'emploi dans le secteur de la construction a rapidement augmenté (2¼ %) au cours de la période de 12 mois qui

9 La différence entre les prévisions du PIB pour 1979, établies en janvier 1979 et présentées dans l'Étude économique du Royaume-Uni de l'année dernière (publiée en mars 1979), et les résultats effectifs, tient dans une large mesure à l'ampleur des mouvements de grève intervenus en 1979 (qui, avec 28 millions de journées de travail perdues, est l'année la plus sombre que l'on ait enregistrée de ce point de vue depuis les années 20), ainsi qu'à la baisse des exportations due aux restrictions imposées aux importations au Nigeria et en Iran. Ces deux facteurs pourraient s'être traduits par un recul d'environ 3½ % du volume des exportations et une progression de l'ordre de 1 % du volume des importations. En conséquence, si l'on exclut ces deux facteurs, la contribution de la balance extérieure au PIB aurait été d'environ -1 ¼ % (au lieu de -2 ½ %), ce qui aurait porté la croissance du PIB à près de 2 % en 1979 (la prévision étant de 2 ¼ %).

10 La production manufacturière a atteint 108 ¼ (100 = 1975) au deuxième trimestre et 110 en juin 1979, contre environ 104 en moyenne pendant la phase de reprise de 1977 et 1978, et un record jamais égalé de 109 ¼ au second semestre de 1973.

Tableau 2 Statistiques de main-d'œuvre¹

	Moyenne 1963-74	1975	1976	1977	1978	1979	1978		1979	1979	
							I	II	I	T3	T4
Emploi (pourcentages de variation, taux annuels désaisonnalisés)											
Population totale ²	0.4	—	—	-0.1	—						
Population active	0.3	0.9	0.9	0.8	0.2		—	0.2	0.2	-0.8	
Emploi, total	0.1	-0.7	-0.5	0.3	0.4		0.4	0.7	0.3	0.1	
Salariés, total	0.1	-0.6	-0.5	0.4	0.4		0.5	0.8	0.4	—	
Hommes	-0.6	-1.1	-0.9	-0.1	-0.1		—	—	-0.3	-0.2	
Femmes	1.3	0.2	—	1.2	1.1		1.1	2.0	1.3	0.2	
Industries productrices ³	-1.5	-3.7	-2.5	0.3	-0.3	-0.7	-0.2	-0.9	-0.7	-0.3	-3.4
Industries manufacturières	-1.2	-4.5	-3.1	0.9	-0.5	-1.1	-0.5	-1.1	-1.2	-1.4	-4.4
Proportion dans l'effectif total des salariés											
Hommes	62.5	59.6	59.4	59.1	58.8		58.9	58.7	58.5	58.4	
Femmes	37.5	40.4	40.6	40.9	41.2		41.1	41.3	41.5	41.6	
Chômage											
Taux de chômage, désaisonnalisé ⁴	2.3	3.9	5.2	5.7	5.6	5.3	5.7	5.5	5.4	5.1	5.2
Hommes	3.0	5.2	6.7	6.9	7.2	6.7	7.4	7.1	6.9	6.5	6.5
Femmes	1.1	1.9	3.1	3.7	4.0	4.0	4.1	4.0	4.0	3.9	4.0
Structure du chômage, non désaisonnalisé,											
En fonction de la durée											
Jusqu'à 4 semaines	..	24.5	20.1	17.0	16.2	15.9	15.1	17.2	14.8	18.4	15.6
Plus de 4 semaines	..	75.5	79.9	83.0	83.8	84.1	84.9	82.8	85.2	81.6	84.4
En fonction de l'âge⁵											
Moins de 18 ans	..	10.1	14.1	14.5	14.2		14.4	13.9	13.2		
18 à 24 ans	..	31.8	26.2	26.6	26.7		26.7	26.7	26.9		
25 à 59 ans	..	47.3	49.7	49.7	50.0		49.9	50.1	50.6		
60 ans et plus	..	10.9	10.0	9.2	9.1		9.0	9.2	9.3		

1 Grande-Bretagne seulement.

2 Estimations en milieu d'année.

3 Classification du ministère du Travail.

4 Compte non tenu des jeunes venant d'achever leur scolarité. En pourcentage de l'effectif total des salariés (y compris les chômeurs).

5 Les chiffres sont relevés en janvier et en juillet et on en fait la moyenne pour obtenir les chiffres annuels.

Sources : Department of Employment Gazette et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

s'est terminée en juin 1979, et pour l'ensemble de l'année, l'accroissement pourrait ressortir à environ 2 %. Cette évolution tient dans une certaine mesure à l'effet retardé de l'expansion sensible de l'activité de la construction en 1978 (7¼ % par rapport à l'année précédente et 4½ % au cours de l'année), année où l'accroissement de l'emploi avait été très faible. Après le milieu de 1978, la production du secteur de la construction a légèrement fléchi et, pour l'ensemble de 1979, la baisse sera peut-être de l'ordre de 2 %, se traduisant par un net fléchissement de la productivité. Les industries manufacturières ont été le seul grand secteur à connaître un accroissement de productivité. Selon les estimations, la baisse de l'emploi dans le secteur manufacturier aurait été à peine supérieure à 1 % en 1979, c'est-à-dire très proche du taux tendanciel de longue période qui est de 1¼ % ; la production manufacturière progressant d'environ ½ %, la productivité devrait avoir augmenté de quelque 1¾ %. Tout en restant bien inférieur au taux de croissance annuel de longue période de 3¾ % enregistré jusqu'en 1973, l'accroissement de la productivité observé en 1979 dans le secteur manufacturier a représenté près du double des gains moyens des cinq années précédentes.

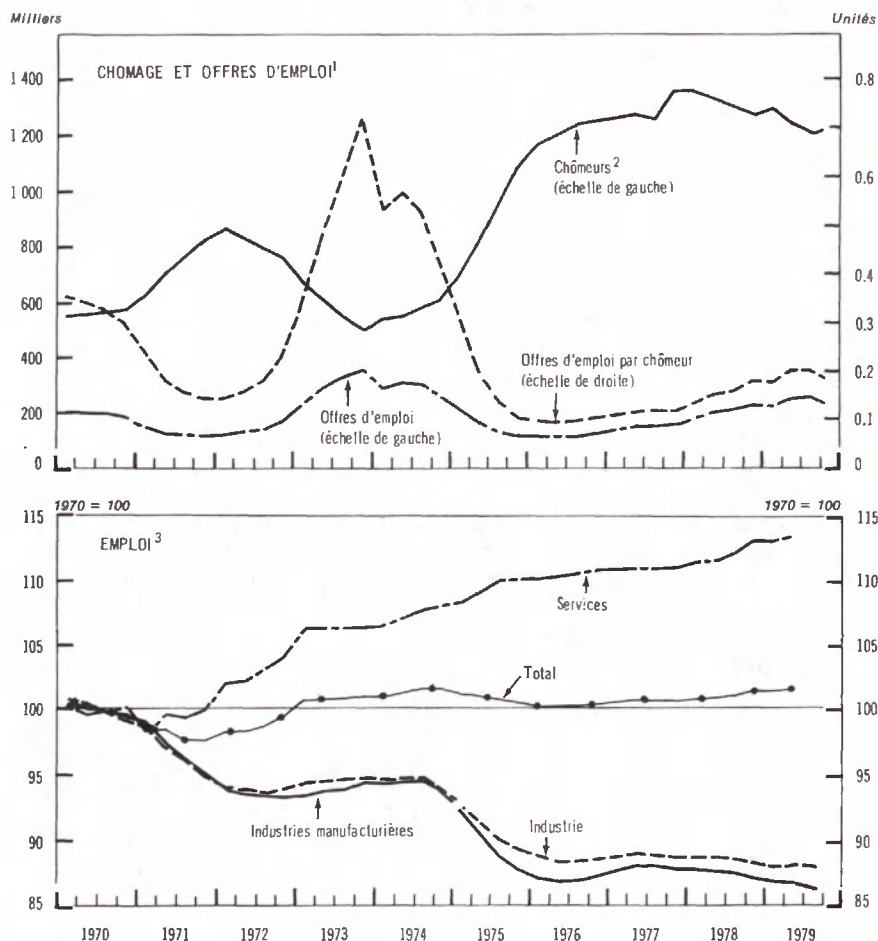
Sous l'effet du fléchissement de l'activité qui s'est produit après le milieu de 1979, la baisse progressive du chômage, qui s'était amorcée à la fin de 1977, s'est interrompue au troisième trimestre. Le chômage a alors commencé à augmenter modérément, atteignant à la fin de 1979 le taux de 5.2 %, chiffre un peu supérieur à celui de la même époque de l'année précédente¹¹. Le recul du chômage recensé constaté jusqu'au milieu de 1979 est en grande partie attribuable au ralentissement de la croissance de la population active, laquelle — en raison principalement d'un fléchissement des taux d'activité — a accusé une décélération qui, d'un taux annuel d'environ 1 % pour la période de 5 ans s'achevant en 1977, l'a ramené à moins de ¼ % en 1978 et 1979. En fait, si la population active totale avait progressé en 1978 et 1979 à la même cadence que les cinq années précédentes, le niveau du chômage aurait été supérieur de plus de ¼ en 1979 (environ 1.6 million de chômeurs) au chiffre qu'il a effectivement atteint. En outre, vers la fin de 1979, quelque 380 000 personnes bénéficiaient toujours des systèmes de formation et d'aide à l'emploi¹². La structure du chômage ne semble pas avoir sensiblement changé au cours des quelques dernières années ; le taux de chômage de la main-d'œuvre masculine est resté nettement plus fort que celui des femmes et, en dépit de l'amélioration qui s'est produite depuis la fin de 1977, le chômage des jeunes demeure excessivement élevé. On constate en outre que, les services continuant de se développer à un rythme relativement rapide, ce sont principalement les cadres, les membres des professions libérales, les employés de bureau et catégories professionnelles voisines qui ont bénéficié du recul du chômage enregistré entre la fin de 1977 et le milieu de 1979. La part des travailleurs manuels dans le chômage global a en revanche légèrement augmenté.

Le retournement de tendance des vacances d'emploi notifiées, qui constituent un indicateur précurseur de l'état du marché du travail, s'est produit un peu avant celui du chômage. Les offres d'emplois notifiées, qui avaient commencé à augmenter au début de 1976, étaient d'environ 260 000 au mois de juin 1979, mais leur nombre a depuis fortement diminué. Le niveau atteint au milieu de 1979 était plus de deux fois et demie supérieur au point bas du début de 1976, mais n'en restait pas moins inférieur d'environ 50 000 au record absolu de 1973. Cependant, le fait que les offres d'emplois non satisfaites aient été si nombreuses en 1979 dans les conditions de marasme généralisé, avec un niveau de chômage plus de deux fois supérieur à celui de 1973, indique l'appa-

11 Le taux de chômage est monté à 5.4 % en janvier 1980.

12 Le nombre de personnes qui ont bénéficié en 1979 des différents systèmes de formation et d'aide à l'emploi a été en moyenne à peu près le même qu'en 1978. Vers la fin de 1979 toutefois, le nombre des bénéficiaires de ces mesures était près de la moitié plus élevé qu'un an plus tôt. Compte tenu des jeunes arrivés en fin de scolarité, cela implique une réduction d'environ 200.000 personnes du nombre de chômeurs inscrits.

Graphique 3 Indicateurs du marché du travail
Chiffres désaisonnalisés



1 Grande Bretagne seulement.

2 A l'exclusion des jeunes en fin de scolarité.

3 En 1970 l'emploi total s'élevait à 22.5 millions dont 10.5 millions dans les industries productrices, 8.3 millions dans les industries manufacturières et 11.5 millions dans les services.

Sources : *Department of Employment Gazette, Annual Abstract of Statistics* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

rition d'importants déséquilibres régionaux et sectoriels entre l'offre et la demande de main-d'œuvre. Ce phénomène est particulièrement sensible pour les emplois qualifiés dans l'industrie. Entre 1973 et 1979, le nombre de vacances d'emplois dans 36 professions qualifiées des industries électro-mécaniques n'a que très légèrement diminué, alors que le nombre de chômeurs dans le même secteur a plus que doublé pendant la même période¹³, de sorte que le rapport entre les offres d'emplois non satisfaites et le chômage est tombé de 1.7 en septembre 1973 à 0.6 au milieu de 1979.

13 Il s'agit là d'estimations approximatives fondées sur les indicateurs de pénurie de travailleurs qualifiés de la revue du Ministère du Travail (*Department of Employment Gazette*).

Coûts et prix

Après la pause temporaire de 1978, les pressions inflationnistes se sont de nouveau beaucoup accentuées. Le taux annuel de hausse des prix de détail avait baissé de plus de moitié pendant la période de 18 mois qui s'est achevée à la fin de 1978 (par rapport à la précédente période de 18 mois) pour s'établir à 7½ %, mais pendant le premier semestre de 1979, il est monté à près de 15½ %. L'accélération a été généralisée. En juillet, les effets des majorations de la TVA et des impôts indirects inscrites dans le Budget devaient ajouter environ 3½ % à l'indice des prix de détail, portant le taux annuel de hausse à environ 19 % pour le second semestre de l'année. Si l'on fait abstraction des effets mécaniques du relèvement des impôts indirects, la hausse des prix de détail ressort à environ 13½ % au cours de l'année s'achevant à la fin de 1979 (8¼ % pendant l'année précédente) et à environ 12 % de 1978 à 1979 (contre une augmentation effective — compte tenu des impôts indirects — de 17¼ % et 13½ respectivement). Un autre facteur qui a accentué la hausse des prix a été le très net retournement de tendance des prix des produits alimentaires saisonniers, qui ont augmenté de 17¼ % en 1979 alors qu'ils avaient diminué de 8½ % en 1978. Ce seul facteur entre pour plus de ¾ du point de pourcentage dans l'accélération de l'inflation entre 1978 et 1979. Les prix des transports et des véhicules, des logements (principalement en raison des fortes majorations des impôts locaux et des loyers) et enfin des repas pris hors du domicile ont accusé la hausse de loin la plus importante en 1979, de près de 20 % en taux annuel, sur l'ensemble de l'année.

Du fait en partie que le ralentissement des autres principaux indicateurs de prix avait été moins sensible en 1978 que celui de l'indice des prix de détail, leur accélération a aussi été moins prononcée en 1979. Le taux annuel de hausse de l'indice implicite des prix du PIB au coût des facteurs, qui constitue une mesure plus complète de l'évolution inflationniste intérieure, a été de 10½ % au premier semestre de 1979, chiffre à peine inférieur à la moyenne de 1978 (10¼ %). Pour l'ensemble de l'année, la hausse de l'indice implicite des prix du PIB ne devrait pas excéder 13 %. De même, l'accélération de l'indice implicite des prix à la consommation selon les comptes nationaux, qui couvre un champ plus large que l'indice des prix de détail, a été sensiblement plus faible que celle de la hausse des prix de détail¹⁴. Bien que les prix des logements neufs aient continué d'augmenter fortement (28 %), l'accélération de la hausse de l'indice implicite des prix des investissements fixes sera aussi assez faible, soit 13-14 % en 1979, contre 11 % en 1978. Seul le taux de hausse des prix à l'exportation des produits manufacturés demeurera probablement stable à environ 10 %, comme en 1978, et exercera donc une influence modératrice sur l'évolution de l'indice implicite des prix du PIB au coût des facteurs. La perte de compétitivité due à la hausse du taux de change effectif et aux résultats décevants obtenus à l'exportation limitera la progression des prix à l'exportation par le biais d'une contraction des profits.

Abstraction faite de la modification des impôts indirects, les principaux facteurs qui ont contribué à l'accélération de l'inflation en 1979 ont probablement été les coûts unitaires de main-d'œuvre et les prix à l'importation. Après être restée stable à environ 13½ % pendant la période de quinze mois qui a pris fin en juin 1979, la hausse annuelle des rémunérations moyennes s'est accélérée pour s'établir à un peu plus de 15½ % sur la période de 12 mois achevée au troisième trimestre de 1979, ce qui représentait à peu près le double de l'objectif fixé pendant l'été 1978 pour la série de négo-

14 L'indice des prix de détail tend généralement à augmenter plus vite que l'indice implicite des dépenses de consommation parce que le premier est un indice en chaîne pondéré par les quantités de l'année de base, tandis que le second est pondéré par les quantités de l'année en cours et réagit par conséquent plus vite aux variations de la structure des dépenses consécutives à des variations des prix relatifs. Les indices sont de conception différente en ce qui concerne, par exemple, la prise en compte des intérêts hypothécaires et des loyers des logements financés par le secteur public.

Tableau 3 Indicateurs des coûts et des prix

	1977	1978	1979	1978	1979		1979	
				II	I	II	T3	T4
<i>Correction faite des variations saisonnières</i>								
Prix implicites du PIB								
Au coût des facteurs	11.9	10.7		9.5	10.5		18.9	
Aux prix du marché	13.7	10.4		10.4	11.2		28.9	
Prix implicites de la consommation	15.1	8.4		8.0	9.7		27.2	
Privée								
Publique	10.3	10.4		10.8	10.3		25.2	
Coûts unitaires de main-d'œuvre ¹	10.5	11.9		11.6	17.7		33.2	
Gains moyens (ancienne série) ²	10.2	14.5		14.1	15.4		10.6	24.9
Prix à l'importation ³	15.6	3.7	10.0	7.6	9.4	13.4	9.8	24.3
<i>Avant correction des variations saisonnières</i>								
Prix de détail, total	15.9	8.3	13.4	8.1	12.1	21.3	29.6	11.7
Total, sauf produits de saison	16.0	9.0	13.3	8.7	10.9	22.6	32.6	11.7
Alimentaires	19.0	7.1	12.0	6.6	14.9	11.6	12.4	9.6
dont : Produits de saison	10.9	-8.6	17.2	-7.6	51.6	-11.2	-33.3	8.4
Non alimentaires	14.9	8.7	13.8	8.6	11.3	24.3	35.0	12.4
<i>Prix de gros</i>								
Production ⁴	19.8	9.1	12.1	7.5	11.5	18.0	21.6	12.3
Moyens de production ⁵	14.6	-0.7	15.9	3.9	17.6	24.6	17.2	36.4
Prix moyens des logements neufs	9.8	19.8		29.9	26.8		30.9	
Gains moyens (nouvelle série) ⁶	9.1	13.0		13.6	13.6		19.8	22.7
Taux de salaire	6.6	14.1	14.7	16.8	14.7	12.6	10.7	18.7

1 Variation du rapport du revenu du travail (y compris la surtaxe de Sécurité sociale payée par les employeurs) sur le PIB au coût des facteurs non compris la contribution du pétrole de la mer du Nord.

2 L'ancienne série couvre un peu plus de 40 % des salariés et surtout dans les industries productrices (base 100 en janvier 1970).

3 Sur la base de la balance des paiements, biens seulement.

4 Ventes intérieures, tous produits manufacturés.

5 Matières premières et combustibles achetés par les industries manufacturières.

6 La nouvelle série couvre à peu près tous les secteurs de l'économie (base 100 en janvier 1976).

Sources : *Monthly Digest of Statistics, Economic Trends, Department of Employment Gazette* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

ciations salariales qui devait se terminer en juillet 1979. L'augmentation des rémunérations moyennes de 1978 à 1979 a été d'environ 15½ %, les majorations de salaires du secteur privé dépassant la moyenne tandis que l'augmentation des salaires des agents du secteur public lui était inférieure d'environ 2 points de pourcentage, ce qui accentuera pour la quatrième année consécutive l'écart entre les taux de progression des rémunérations moyennes dans les secteurs public et privé¹⁵. Comme les deux années

15 Variation en pourcentage des rémunérations moyennes, taux annuel :

	1968-74	1975	1976	1977	1978 ¹
Administrations publiques	12.7	31.7	11.5	8.1	10.4
Sociétés publiques	14.4	33.5	15.5	4.5	17.9
Total du secteur public	13.1	32.1	12.5	7.2	12.8
Secteur privé	12.6	29.9	16.5	11.1	13.7
Total	12.8	30.5	15.3	9.8	13.4

1 Chiffres provisoires fondés sur les tendances générales des augmentations de salaire négociées (New Earnings Survey) en avril 1979.

Tableau 4 Composantes de la hausse des prix
Pourcentages

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 ¹
Coût unitaire de main-d'œuvre	3½	3¼	3½	3	9	12	4½	3¼	3¼	5¼
Autres coûts par unité de production ²	½	3½	2¾	1¼	½	5	4¾	3¾	2	½
Prix à l'importation ³	½	¾	½	4¼	11¼	3¼	5¾	3¾	¼	2
Impôts indirects nets des subventions par unité de production	1½	¾	¾	1	-¼	3¼	3½	4¼	2¼	4¼
Poste résiduel	-¼	½	-¾	-1½	-3¼	-¼	-2¼	—	-¼	-½
Indice implicite des prix à la consommation ⁴	5¼	8¼	6½	8½	17¼	23¾	15½	15	8¼	12

1 Sur la base des chiffres effectifs jusqu'au troisième trimestre ; les chiffres du quatrième trimestre sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

2 Revenu intérieur total diminué du revenu du travail ; ce poste couvre donc les bénéfices d'exploitation bruts des sociétés (production pétrolière de la mer du Nord non comprise), les profits bruts des autres entreprises et les résultats bruts d'exploitation des sociétés publiques, les loyers et le revenu des travailleurs indépendants.

3 Indice implicite des prix des importations de biens et de services (comptabilité nationale).

4 Indice implicite des prix des dépenses de consommation (comptabilité nationale).

Sources : *Economic Trends* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

précédentes, la progression des gains moyens a été à peu près du même ordre dans les industries manufacturières et dans les autres branches.

La progression des autres coûts de main-d'œuvre¹⁶ s'est accélérée encore plus sensiblement que celle des rémunérations moyennes en 1979, portant la hausse des coûts totaux de main-d'œuvre à près de 16½ % en moyenne. Cette évolution, conjuguée au tassement de la production, s'est traduite par un accroissement des coûts unitaires de main-d'œuvre sensiblement plus important (un peu plus de 16½ %) qu'en 1978 (11 %), de sorte que la contribution des coûts de main-d'œuvre à la hausse de l'indice implicite des prix à la consommation a atteint 5¼ %, chiffre le plus élevé enregistré au cours des quatre dernières années. La stagnation de la production et la sensible augmentation des coûts de main-d'œuvre ont fortement comprimé les profits en 1979 ; en particulier, dans les industries manufacturières, qui ont souffert d'une série de grèves, le taux de profit doit avoir beaucoup diminué. Sur les neuf premiers mois de 1979, en partie à cause des grèves, les profits bruts du commerce, pétrole de la mer du Nord non compris, étaient inférieurs d'environ 15 % au niveau qu'ils atteignaient un an plus tôt. Compte tenu des bénéfices tirés de l'exploitation du pétrole de la mer du Nord, les profits totaux ont augmenté de plus de 4½ % au cours de cette période. Pour l'ensemble de l'année, la part des profits (à l'exclusion des bénéfices tirés de l'exploitation du pétrole de la mer du Nord) dans le revenu national devrait fortement diminuer, mais cette baisse sera partiellement contrebalancée par la hausse persistante des autres revenus, principalement les revenus des entreprises individuelles et les revenus provenant de loyers. Au total, la contribution des autres coûts intérieurs à la hausse des prix à la consommation diminuera de plus de moitié par rapport à 1978 pour s'établir au niveau le plus bas (un peu plus de ½ %) enregistré depuis 10 ans, sauf en 1974.

La quasi-stabilité dont les prix à l'importation ont témoigné pendant la période de 12 mois précédant le printemps 1978, et la faible augmentation qu'ils ont accusée pendant le reste de l'année expliquent près de la moitié de la baisse du taux de hausse des prix à la consommation en 1978. Toutefois, sur les 12 mois se terminant en décembre

16 Les cotisations patronales et la surtaxe d'assurance nationale à la charge des employeurs ont augmenté d'environ un cinquième en 1979.

1979, le taux annuel de hausse des prix à l'importation est monté à environ 14½ % contre environ 4 % au cours de la période précédente de 18 mois. Cette accélération a été due en grande partie à l'augmentation, supérieure à 45 %, des prix du pétrole enregistrée entre la fin de 1978 et la fin de 1979, et, dans une moindre mesure, à la hausse des prix des matières premières industrielles (11 %). L'augmentation des prix des produits manufacturés finis et des produits alimentaires, des boissons et du tabac, dont les variations ont sur l'indice des prix à la consommation une incidence plus immédiate que celles des prix des deux autres catégories d'importations, a été assez faible (environ 3 %). L'accroissement modéré des prix des deux autres catégories s'explique en grande partie par la sensible appréciation effective du sterling au cours de 1979. La forte progression des prix à l'importation a largement contribué à l'accélération de l'inflation en 1979, bien qu'elle ait été moins rapide que celle des coûts intérieurs et que les prix à l'importation aient, de ce fait, exercé une influence modératrice sur les prix à la consommation.

Balance des paiements

Après avoir dégagé de modestes excédents en 1977 et 1978, la balance des paiements courants s'est soldée l'an dernier par un déficit appréciable d'environ 5 milliards de dollars (1¼ % du PIB). Tant la balance commerciale que celle des opérations invisibles ont contribué à la dégradation qui a, toutefois, été plus prononcée pour le commerce de marchandises. Les termes de l'échange s'étant quelque peu améliorés — sous l'effet de la sensible appréciation effective du sterling —, les variations de volume expliquent largement l'accroissement du déficit commercial qui, de 2¼ milliards de dollars en 1978 est monté à environ 6¼ milliards de dollars l'an dernier. Ce renversement du solde des opérations extérieures courantes a été compensé par un important excédent du compte des opérations en capital. Au cours des trois premiers trimestres de 1979, les entrées nettes de capitaux au titre d'investissements et d'autres opérations en capital ont atteint près de 8½ milliards de dollars en taux annuel contre une sortie de 5½ milliards de dollars en 1978. Il s'est, en outre, produit d'importantes entrées de capitaux à court terme qui s'expliquent en grande partie par la perspective des avantages (notamment des recettes en devises) devant résulter de l'exploitation du pétrole de la mer du Nord. Au total, la balance des règlements officiels a fait apparaître un fort excédent en 1979 qui a permis une augmentation substantielle des réserves officielles et aussi d'importants remboursements de dettes par le secteur public. A la fin de décembre, les réserves officielles se chiffraient à environ 22¼ milliards de dollars contre 15¼ milliards de dollars à la fin de 1978. L'augmentation était due pour environ 4½ milliards de dollars à la réévaluation des avoirs en or, en devises convertibles et en DTS en fonction des cours du marché.

Le volume des exportations des marchandises a souffert en 1979 des conflits survenus dans les transports routiers et les industries mécaniques, ainsi que de l'interruption des exportations vers l'Iran et le Nigéria au début de l'année (la perte permanente d'exportations causée par ces facteurs exceptionnels a représenté environ 3¼ sur l'ensemble de l'année 1979). Sous l'action de ces facteurs, les exportations de marchandises ont baissé de 13 % au premier trimestre mais ont ensuite accusé une forte reprise qui a porté leur progression moyenne en 1979 à environ 4½ %. Cet accroissement a été dû pour un tiers environ à l'augmentation substantielle des exportations de pétrole extrait de la mer du Nord (plus de ½ de plus qu'en 1978), les ventes à l'étranger de produits manufacturés ayant progressé de 1½ %. La perte de parts de marché d'environ 3 points de pourcentage qui en est résultée équivaut à peu près au taux de réduction des marchés extérieurs en longue période et correspond à ce qu'on aurait pu prévoir en tenant compte de la sensible détérioration de la compétitivité de l'industrie britannique sur les marchés extérieurs qui, déjà faible en 1976, aurait baissé de près

Tableau 5 Balance des paiements
Milliards de dollars, taux annuels

	1977	1978	1979	1978	1979		1979
				II	I	II	T3
Correction faite des variations saisonnières							
Exportations, fob	55.4	67.3	86.6	70.9	77.4	95.8	95.6
Importations, fob	59.3	70.1	93.3	72.9	86.8	99.9	99.3
Balance commerciale	-3.9	-2.8	-6.7	-2.0	-9.3	-4.1	-3.7
Invisibles, nets	3.5	4.2	1.7	5.1	1.9	1.5	1.7
Services, nets	5.2	6.3		7.1	5.8		7.9
Intérêts, profits et dividendes	0.3	1.6		1.7	0.6		-0.5
Transferts	-2.0	-3.7		-3.7	-4.5		-5.8
Balance des opérations courantes	-0.4	1.4	-5.0	3.1	-7.4	-2.6	-2.0
Avant correction des variations saisonnières							
Balance des opérations courantes	-0.4	1.4	-5.0	4.1	-9.2		-1.4
Capitaux à long terme, nets	6.7	-3.3		-6.0	1.2		-4.9
Privés	5.3	-2.3		-5.0	1.7		-3.2
Publics	1.4	-1.0		-1.0	-0.6		-1.7
Balance de base	6.3	-1.9		-1.9	-8.0		-6.3
Capitaux non monétaires et à court terme, y compris erreurs et omissions	5.1	1.9		1.7	4.3		-1.4
Balance des opérations non monétaires	11.4	0.0		-0.2	-3.7		-7.7
Capitaux privés monétaires à court terme	2.9	-2.5		1.9	8.1		9.4
Balance des règlements officiels	14.3	-2.5		1.8	4.3		1.7
Engagements en sterling	-0.5	-0.7		-0.9	1.2		—
Autres	1.9	-1.5		-2.0	-1.4		-0.3
Variations des réserves (+ = accroissement)	15.7	-4.7		-1.1	4.1		1.4
Pour mémoire :							
Importations de pétrole, en milliards de livres, fob	-2.8	-2.0	-0.8	-2.0	-0.9	-0.7	-0.7
Importations de pétrole brut, millions de tonnes, chiffres désaisonnalisés	68.6	65.9	57.9	69.6	56.6	59.2	58.1
Balance des opérations courantes, en milliards de livres, chiffres désaisonnalisés	-0.2	0.7	-2.4	1.6	-3.6	-1.2	-0.9

Sources : *Monthly Digest of Statistics ; Economic Trends.*

d'un cinquième entre 1976 et 1979. Les secteurs du matériel de transport et des machines ont été particulièrement touchés, leurs exportations ayant légèrement diminué en termes réels. En raison surtout des exportations de pétrole, les pays européens de l'OCDE ont été en 1979 le marché extérieur dont l'expansion a été la plus rapide tandis que, par suite des restrictions à l'importation instituées par le Nigéria et l'Iran, où le Royaume-Uni possède des parts de marché importantes, les ventes aux pays exportateurs de pétrole diminuaient très fortement.

Le volume des importations de marchandises, qui avait modérément augmenté en 1977 et 1978, s'est fortement accru l'an dernier. La progression a été particulièrement prononcée au premier semestre mais sur l'ensemble de l'année elle a été de 12 % malgré la quasi-stagnation du PIB réel. Une légère baisse (3 %) des importations pétrolières (due à la production croissante de pétrole en mer du Nord) ayant été à peu près contrebalancée par une légère augmentation des importations de produits alimentaires, de boissons et de tabac, la sensible expansion du volume total des achats à l'étranger peut s'expliquer par la progression d'environ 16 % des importations de produits manufacturés. Les importations d'articles manufacturés finis, du fait essentielle-

Tableau 6 Soldes des opérations commerciales et invisibles

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 ¹
	Millions de livres									
Balance commerciale	-42	261	-722	-2 383	-5 235	-3 236	-3 911	-2 239	-1 493	-3 233
Pétrole	-480	-648	-660	-941	-3 318	-3 039	-3 947	-2 771	-2 022	-804
Produits autres que le pétrole	438	909	-62	-1 442	-1 917	-197	36	532	529	-2 429
Invisibles	818	889	930	1 508	1 928	1 615	2 759	2 037	2 207	815
Compte des opérations courantes	776	1 150	208	-875	-3 307	-1 621	-1 152	-202	714	-2 418
	En pourcentage du PIB									
Balance commerciale	-0.1	0.5	-1.1	-3.3	-6.3	-3.1	-3.2	-1.6	-0.9	-1.1
Pétrole	-0.9	-1.1	-1.0	-1.3	-4.0	-2.9	-3.2	-1.9	-1.2	-1.1
Produits autres que le pétrole	0.8	1.5	-0.1	-2.0	-2.3	-0.2	0.0	0.4	0.3	-1.1
Invisibles	1.6	1.5	1.5	2.1	2.3	1.6	2.2	1.4	1.4	1.1
Compte des opérations courantes	1.5	2.0	0.3	-1.2	-4.0	-1.6	-0.9	-0.1	0.4	-1.1

¹ Estimations provisoires.

Source : Department of Trade : informations communiquées à la presse.

ment de la vive expansion de la consommation privée et notamment de la forte demande de biens durables, ont été particulièrement importantes.

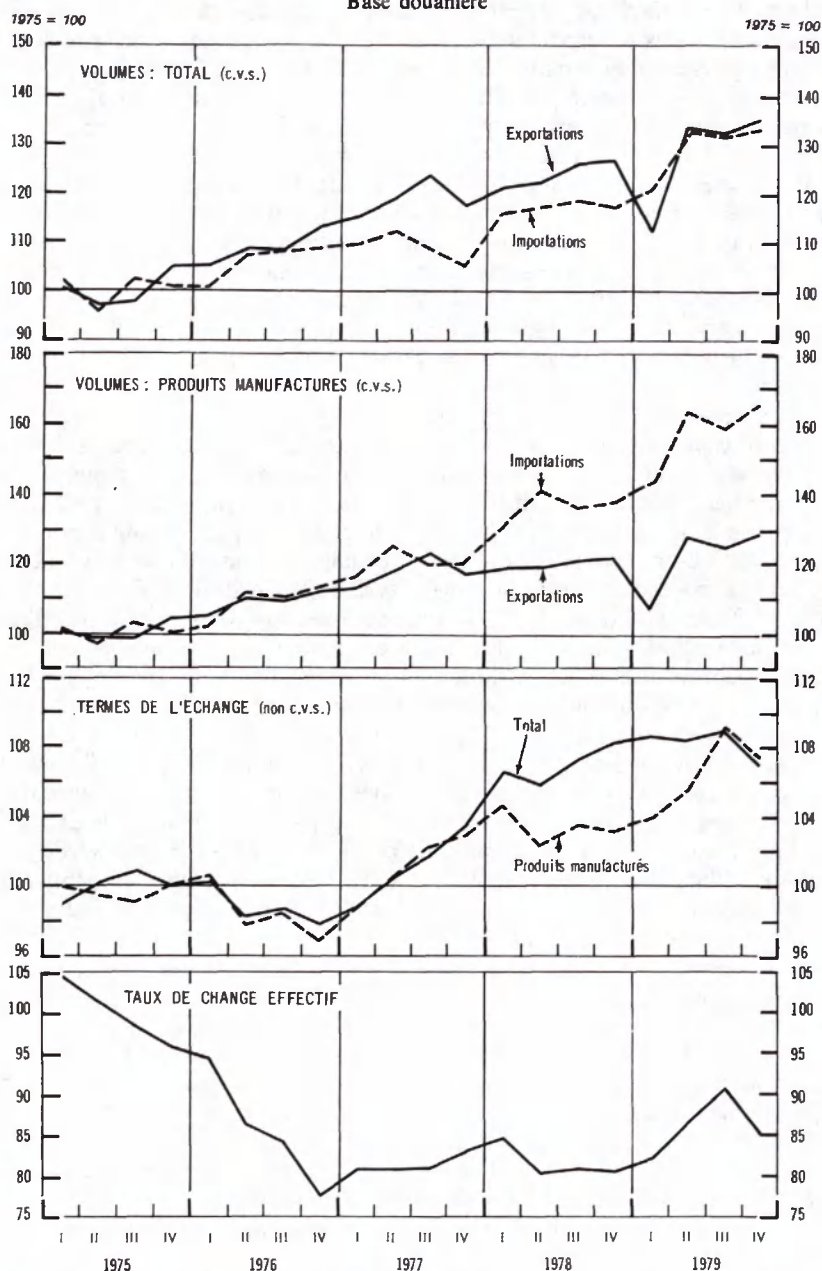
Les importations de produits manufacturés finis réagissent assez vite aux variations conjoncturelles de la demande de consommation privée. Cette réaction est toutefois asymétrique : le volume des importations augmente proportionnellement beaucoup plus vite que la demande de biens de consommation et de plus en plus rapidement à mesure que cette dernière s'accroît, tandis que lorsque la demande fléchit, la baisse du volume des importations d'articles manufacturés finis est relativement faible. Lors de la précédente phase d'expansion de la consommation privée de 1972-73, le volume des importations de produits manufacturés finis avait augmenté à une cadence annuelle de près de 25 % contre un taux annuel de croissance de 5 ¼ % de la demande des consommateurs. En 1978-1979, les taux annuels de croissance ont été respectivement 16 % et 4 ½ %. L'accroissement des importations d'autres produits manufacturés et semi-manufacturés, qui sont en général vendus aux consommateurs directement ou après une transformation limitée¹⁷, a également été assez rapide (plus de 18 % en moyenne au cours des deux dernières années). Les importations de produits de base (volumes) ont elles aussi progressé plus fortement qu'au cours des deux années précédentes, mais leur niveau en 1979 restait inférieur d'environ 8 % au sommet de 1973 et était à peine supérieur au niveau moyen des dix années qui avaient précédé 1973. Outre le dynamisme de la demande intérieure, le cours élevé du sterling depuis le début de 1979 a sans doute stimulé la croissance des importations de produits de base, qui s'est également concentrée entre le mois d'avril et la fin de l'année.

Sous l'effet en grande partie de l'augmentation rapide des paiements effectués à l'étranger au titre des intérêts, bénéfices et dividendes, essentiellement par les compagnies pétrolières étrangères exploitant les gisements de la mer du Nord, l'excédent de la balance des invisibles s'est fortement réduit en 1979. Ce compte dégageait normalement un excédent substantiel, en particulier avant 1968, lorsque les deux autres postes invisibles (services et transferts) pris ensemble étaient déficitaires ou à peu près équilibrés. Selon des estimations provisoires, les paiements au titre des intérêts et dividendes effectués à l'étranger par les compagnies exploitant le pétrole de la mer du Nord, qui étaient à peu près nuls en 1976, auraient augmenté de 2 ½ à 3 milliards de dollars l'année dernière¹⁸. Par suite, l'excédent d'environ 3 milliards de dollars en moyenne enregistré depuis 1973 au titre du compte privé des intérêts, bénéfices et dividendes s'est réduit à quelque 900 millions de dollars, en taux annuel, pour les trois premiers trimestres de 1979 et a dû tomber à quelque 800 millions de dollars pour l'ensemble de l'année. En outre, les paiements effectués à des étrangers au titre de services liés à l'exploitation du pétrole de la mer du Nord se sont chiffrés à environ ¼ de milliard de dollars, portant à environ 3 milliards de dollars les sorties invisibles dues à l'exploitation du pétrole de la mer du Nord. Cela représente environ le quart de la valeur de la production pétrolière de la mer du Nord qui a été à l'origine d'une amélioration de la balance commerciale de quelque 12 milliards de dollars en 1979. Sous l'effet, partiellement, de l'accroissement des contributions nettes du secteur public à la CEE, les paiements nets de transfert ont eux aussi marqué une nouvelle augmentation en 1979 ; au cours des neuf premiers mois, le déficit a dépassé 2.3

17 Certains produits chimiques, produits en bois et en liège, filés et tissus, et articles divers en métal.

18 La contribution nette (compte tenu des paiements nets à l'étranger au titre des services et des intérêts, des bénéfices et des dividendes) de la production de pétrole et de gaz de la mer du Nord à la balance des paiements courants s'est chiffrée à un peu plus de 15 milliards de dollars en 1979 (plus de 4 % du PIB) si l'on évalue la contribution du gaz aux prix du combustible le plus proche, c'est-à-dire, le gasoil (en supposant implicitement qu'il remplace le combustible importé avec une valeur calorifique équivalente), ou à peu près de 10 milliards de dollars si l'on évalue la production de gaz aux prix contractuels effectivement payés.

Graphique 4 Commerce extérieur
Base douanière



Sources: *Monthly Digest of Statistics* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

milliards de dollars en taux annuel, contre 1.9 milliard de dollars sur l'ensemble de l'année 1978. Le poste des services a de nouveau dégagé un important excédent ; une légère dégradation du poste du tourisme (due en grande partie au cours élevé du sterling et à l'accroissement substantiel du revenu disponible réel qui ont incité un plus

grand nombre de touristes britanniques à se rendre à l'étranger) a été à peu près compensée par une progression des entrées de fonds au titre des recettes des institutions financières et de l'aviation civile. Au total, selon les estimations, l'excédent du compte des invisibles, qui était de $4\frac{1}{4}$ milliards de dollars en 1978, serait tombé à quelque $1\frac{3}{4}$ milliard de dollars en 1979.

II PÉNÉTRATION DES IMPORTATIONS ET RÉSULTATS INDUSTRIELS EN MOYENNE PÉRIODE

La dernière Étude économique de l'OCDE sur le Royaume-Uni contenait une analyse de certains facteurs expliquant la lenteur de la reprise économique après la récession de 1974/75. L'attention y était attirée sur l'importante modification de la répartition factorielle des revenus qui s'était produite au détriment des bénéfices industriels, le faible niveau des investissements productifs, la lenteur des gains de productivité et la pénétration croissante des importations. L'évolution intervenue depuis lors au sein de l'économie a été conforme à l'analyse faite en 1978 et incite à examiner de près les résultats obtenus par l'industrie britannique sur une assez longue période. Bien que les gouvernements qui se sont succédés aient appliqué des politiques complètes et relativement généreuses d'incitation en faveur de l'industrie, la croissance des investissements et, partant, du potentiel de production a été décevante et a entraîné un processus de désindustrialisation progressive. On s'efforcera dans cette section de considérer sous un jour nouveau les facteurs qui ont influencé les résultats de l'industrie et qui sembleraient avoir d'importantes conséquences pour ses perspectives à moyen terme. En particulier, on y examinera de façon assez détaillée les questions relatives à la pénétration des produits industriels importés sur le marché britannique.

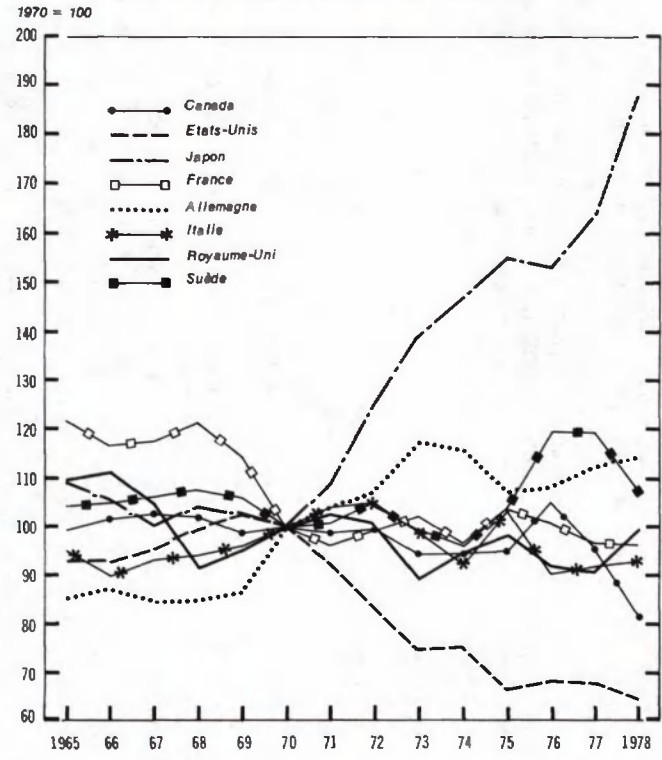
Comme dans la plupart des autres grands pays Membres les plus développés, tels les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Canada et la Suède, les importations britanniques de produits manufacturés se sont accrues en pourcentage du PIB sur une longue période. Calculée à prix constants, leur part dans le PIB est passée d'environ $6\frac{3}{4}$ % en 1963 à 18 % en 1978. En soi, la pénétration accrue des importations ne constitue pas un indice de l'évolution des résultats de l'industrie et, de fait, l'augmentation de sa production de pétrole a donné ces dernières années au Royaume-Uni la possibilité d'accroître ses importations. Mais, conjuguée à de faibles investissements dans les industries manufacturières et à des résultats relativement médiocres à l'exportation, la pénétration des importations signifie que l'économie réelle n'a pas bénéficié de la progression des revenus réels et de la demande intérieure. Les difficultés provenant du secteur extérieur sont illustrées par l'évolution de la balance réelle des échanges de produits manufacturés, qui s'est dégradée d'environ 4 % du PIB réel entre 1963 et 1978¹⁹. Dans les autres grands pays, ce poste de la balance commerciale a eu tendance à s'améliorer, et non à se dégrader.

L'évolution en assez longue période de la balance des échanges de produits manufacturés amène à se poser une question fondamentale, à savoir quelles ont été les causes de cette augmentation tendancielle des importations. Certes, les variations de la position concurrentielle relative de l'industrie britannique n'ont pas été étrangères à

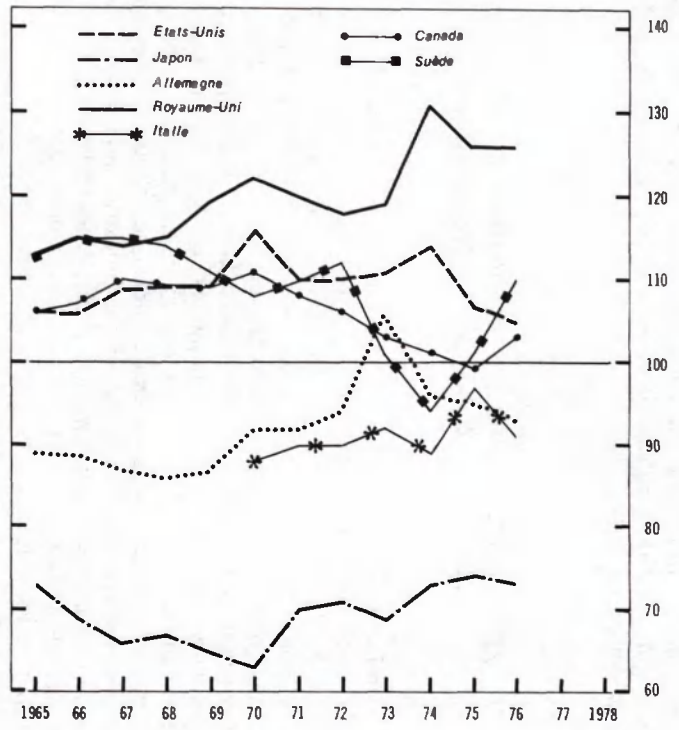
19 Cette dégradation n'a été que partiellement compensée par une amélioration du compte net des services en termes réels, équivalant à peu près d' $1\frac{1}{2}$ % du PIB. De plus, les termes de l'échange, tant pour l'ensemble des marchandises que pour les produits manufacturés, ont été à peu près les mêmes en 1978 qu'en 1963, de sorte que l'excédent enregistré au titre du commerce de produits manufacturés est tombé de $6\frac{1}{4}$ % du PIB en 1963 à $2\frac{1}{2}$ % en 1978 et, selon les estimations, à peine à plus de 1 % en 1979.

Graphique 5 Indicateurs de compétitivité

A. Coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans les industries manufacturières (dans une monnaie commune)



B. Part des coûts de main-d'œuvre dans la valeur ajoutée des industries manufacturières (écarts à la moyenne¹)



1. 100 est la part moyenne des coûts de main-d'œuvre dans la valeur ajoutée des industries manufacturières des sept pays : cette part a été de 62 ¼ % entre 1965 et 1970, 64 % entre 1971 et 1974 et 67 % en 1975 et 1976 en moyenne.

Source: OCDE, Comptes Nationaux et Statistiques du commerce extérieur.

cette évolution ; cependant, si l'on estime les effets des variations des coûts et des prix relatifs sur les importations en utilisant différentes structures de retard, on constate qu'ils ont été importants, mais qu'ils expliquent les fluctuations de part et d'autre de la tendance ascendante des importations, et non l'accroissement tendanciel des importations lui-même. Contrairement à ce que l'on attendrait, l'évolution à assez long terme des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans les industries manufacturières fait apparaître un gain de compétitivité (graphique 5, partie A). Il en va de même des prix relatifs. Toutefois, étant donné les changements prononcés intervenus dans la structure de la production manufacturière comme dans celle des échanges internationaux de produits manufacturés, il se peut que les variations des coûts et des prix relatifs ne soient pas un bon indicateur des *tendances de longue période* de la compétitivité. De plus, il y a probablement des différences considérables entre les niveaux absolus auxquels se rapportent les diverses variations relatives.

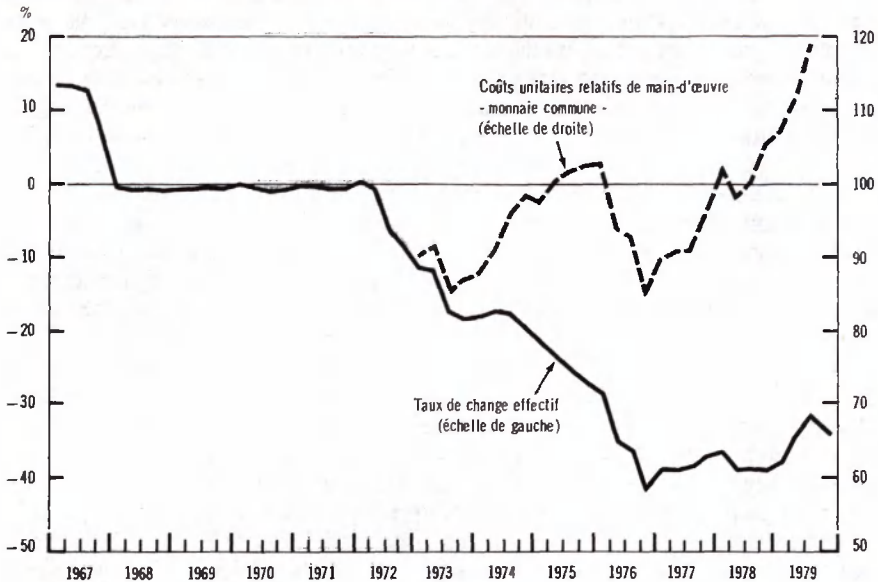
Si les problèmes statistiques et de définition rendent virtuellement impossible de construire une mesure absolue de la compétitivité, on peut utiliser comme indice supplétif la part des coûts de main-d'œuvre dans la valeur ajoutée des industries manufacturières²⁰, qui permet d'établir des comparaisons internationales et fournit une indication approximative des degrés de compétitivité. Cet indicateur est représenté pour un certain nombre de pays dans la partie B du graphique 5. On constatera que, malgré un certain rétrécissement au niveau des coûts unitaires relatifs, la différence de productivité entre le Royaume-Uni et ses principaux concurrents est demeurée très importante pendant toute la période 1965-1976. Une correction mécanique des données, effectuée pour tenir compte, le cas échéant, de la valeur moyenne des coûts de transport et des droits de douane, réduit les écarts, mais la conclusion reste que les « Coûts absolus de main-d'œuvre » par unité de valeur de la production ont été en général nettement plus élevés au Royaume-Uni que dans les principaux pays concurrents. Il apparaît que les avantages des pays concurrents sur le plan des coûts absolus s'assortissent d'un avantage considérable sur le plan des prix. L'existence, sur une longue période, d'un avantage sur le plan des prix constitue une bonne raison d'importer davantage, ce qui expliquerait l'accroissement tendanciel des importations. En période de dégradation de la compétitivité sur le plan des prix relatifs, cet effet se trouverait renforcé, et inversement. Grossistes et détaillants seraient fortement incités à préférer les produits manufacturés importés, sur lesquels leur taux de profit serait plus élevé que sur les produits d'origine intérieure. La conjonction d'une faible demande et d'une réduction de la rentabilité due à des coûts de main-d'œuvre élevés semble avoir exercé une influence négative, non seulement sur le niveau des investissements, mais aussi sur des éléments sans rapport avec les prix, tels que la conception et la qualité des produits manufacturés, en réduisant les incitations à innover qui vont normalement de pair avec des taux de croissance élevés²¹.

Si l'analyse tend à indiquer que les coûts et les prix des industries manufacturières britanniques ont été non compétitifs sur une longue période, leur degré de compétitivité a fluctué au cours du temps, comme le montrent les variations de coûts et de prix relatifs subies par les produits manufacturés importés. Il ressort des estimations qu'avec un décalage pouvant aller jusqu'à deux ans, un gain de compétitivité a bien pour effet de ralentir la croissance des importations pour la rapprocher de son taux tendanciel. Les améliorations de la compétitivité ont généralement été déclenchées par des variations du taux de change effectif. Mais les effets des baisses du taux de change effectif sur la compétitivité des coûts ont tendu à être de courte durée. La dévaluation

20 Les données utilisées sont les valeurs du rapport de la rémunération totale des salariés dans les industries manufacturières à la valeur ajoutée brute aux prix courants.

21 Une thèse analogue a été développée par U. Panić dans « Why the United Kingdom's Propensity to Import is High », *Lloyds Bank Review*, janvier 1965, n° 115, pages 9 à 12.

Graphique 6 Taux de change effectif et coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre



1 Variation en pourcentage par rapport au 1er trimestre 1970.

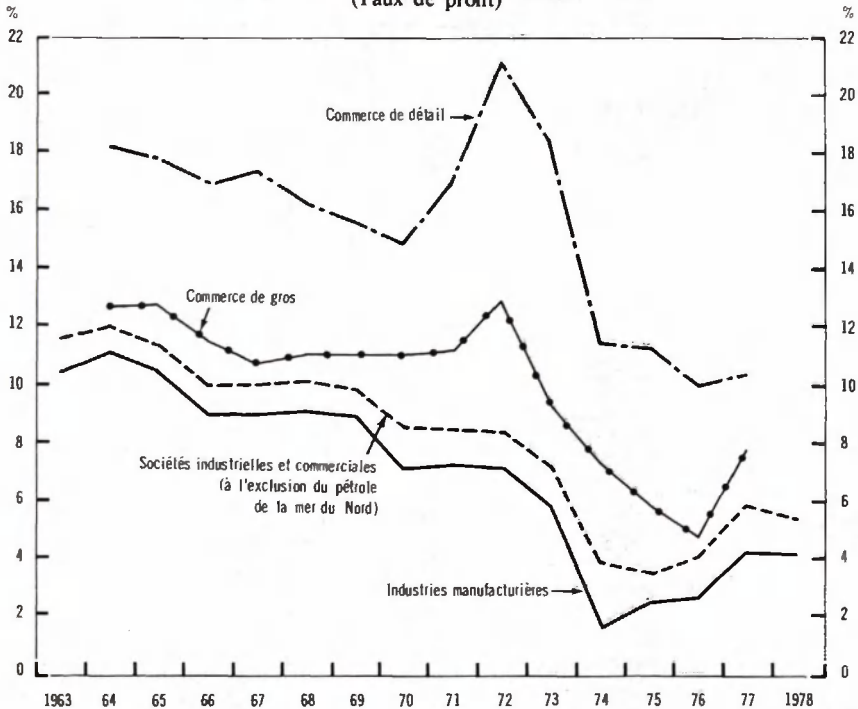
Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE.

de la fin de 1967 s'est accompagnée d'un redressement de la compétitivité des coûts qui n'a duré que quatre trimestres avant de faire place à une nouvelle dégradation. La forte dépréciation de la livre par laquelle s'est traduite l'adoption, au milieu de 1972, d'un système de taux de change flottant a amélioré la compétitivité des coûts pendant environ cinq trimestres, c'est-à-dire jusqu'au dernier trimestre de 1973, après quoi une nouvelle dégradation a été enregistrée pendant plus de huit trimestres malgré la baisse continue du taux de change effectif. La compétitivité des coûts s'est améliorée de façon prononcée en 1976 mais elle a amorcé ensuite une forte détérioration, aggravée depuis la fin de 1978 par une appréciation d'environ 8 % du taux de change effectif. Sauf pendant une courte partie de l'année 1974 et dans la période la plus récente, les pertes de compétitivité des coûts ont été en grande partie imputables à des augmentations excessives des rémunérations par rapport aux progrès de la productivité, augmentations dont l'incidence a été un peu atténuée par les variations du taux de change.

La contrepartie de ces coûts de main-d'œuvre relativement élevés et de cette compétitivité insuffisante est le tassement des profits qui ont été plus faibles dans les industries manufacturières que dans d'autres grandes catégories d'activités comme le commerce de gros et le commerce de détail. Qui plus est, le taux de rentabilité dans les industries manufacturières suit une tendance descendante à peu près depuis le milieu des années 60 ; la part, exprimée en pourcentage, des bénéfices des entreprises industrielles et commerciales dans le revenu national diminue en moyenne d'environ $\frac{1}{2}$ point par an depuis 1963 ; à partir de 1972, son déclin a été nettement plus rapide²². Ce taux de rentabilité et cette part des bénéfices dans le revenu national ont été trop faibles

22 Pour une analyse détaillée de l'évolution des profits au Royaume-Uni, voir T.A. Clark et N.P. Williams, « Measures of real profitability », *Bank of England Quarterly Bulletin*, vol. 18, n° 4, décembre 1978, pages 513 à 522. Voir également « Companies' rate of return on capital employed 1960 to 1978 », *Trade and Industry*, 28 septembre 1979, pages 631 à 634 ; N.P. Williams, « The Profitability of UK industries sectors », *Bank of England Quarterly Bulletin*, vol. 19, n° 4, décembre 1979, p. 394-401.

Graphique 7 Taux de rendement du capital utilisé¹
(Taux de profit)



1 Au coût de remplacement après appréciation sur stocks.

Source : *Trade and Industry*, 28 septembre 1979.

pour assurer une croissance soutenue des investissements ; sur l'ensemble de la période 1963-1978, le volume des investissements dans les industries manufacturières s'est accru en moyenne d'environ 3 % par an ; il n'a toutefois augmenté que jusqu'en 1970 ; les investissements ont légèrement diminué ensuite et n'ont retrouvé qu'en 1978 leur niveau de 1970. Ce manque de vigueur des investissements a atteint presque toutes les branches d'activité ; dans les industries en expansion rapide en particulier, le taux d'investissement a été dans l'ensemble bien inférieur à ce qu'eût exigé la satisfaction de la demande intérieure comme en témoigne la dégradation de la balance des échanges de produits manufacturés. En conséquence, la productivité a progressé plus lentement que dans les autres grands pays Membres, à l'exception des États-Unis, bien que la contraction relative des effectifs employés dans les industries manufacturières ait été plus forte au Royaume-Uni qu'ailleurs. Autre conséquence de l'insuffisance des investissements, l'importance relative du secteur manufacturier ne cesse de diminuer depuis 1963²³ contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des grands pays Membres.

La perte sensible de compétitivité des coûts enregistrée par les industries manufacturières depuis la fin de 1976 — l'indice des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre a augmenté de plus de 30 points entre le quatrième trimestre de 1976 et le deuxième

23 Cela ne veut pas dire que le processus a commencé en 1963. L'année 1963 a été choisie comme point de départ de l'analyse en fonction des données comparables d'un pays à l'autre dont on disposait et parce que les seize années ainsi couvertes forment une période suffisante pour faire apparaître les tendances les plus importantes.

Tableau 7 Croissance de la productivité
et de la production dans le secteur manufacturier

	Productivité	Production
Etats-Unis		
1960-1973	3.3	4.8
1973-1978	1.3	1.7
Japon		
1960-1973	9.1	12.7
1973-1978	5.9	4.1
Allemagne		
1960-1973	5.0	5.3
1973-1978	3.9	1.7
France		
1960-1973	6.1	7.3
1973-1978	3.7	2.7
Royaume-Uni		
1960-1973	3.6	3.0
1973-1978	0.5	-0.9
Italie		
1962-1973	5.9	6.7
1973-1978	1.7	2.1
Canada		
1960-1973	4.5	5.0
1973-1978	2.7	2.8
Suède		
1963-1973	5.8	5.2
1973-1978	0.5	-0.5

Source : OCDE, *Principaux Indicateurs Economiques*.

trimestre de 1979 — donne à penser que le taux de pénétration des importations demeurera élevé pendant la période sur laquelle portent les prévisions. De plus, en l'absence de modification des taux de change entre la fin de 1979 et la fin de 1980, des augmentations de plus de 16 % des rémunérations, conjuguées à une faible tendance de la production, devraient entraîner une nouvelle perte de compétitivité. L'analyse indique que, si l'on veut voir la pénétration des importations et la balance réelle des échanges de produits manufacturés se rapprocher de ce qu'elles sont dans les pays concurrents, il est indispensable que l'évolution de la compétitivité des coûts relatifs s'inverse nettement par rapport au passé récent, de façon à produire un rétrécissement substantiel de l'écart entre les coûts unitaires absolus de main-d'œuvre au Royaume-Uni et dans les pays concurrents. On ne pourra y parvenir que si l'on arrive à modérer suffisamment la hausse des salaires pour assurer un taux de rentabilité satisfaisant du capital dans les industries manufacturières, ce qui exige que la part des profits dans l'ensemble des revenus augmente. Il faudrait aussi, semble-t-il, mener une politique de taux de change appropriée.

III POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le cadre

Après la longue période de croissance relativement lente qui s'est poursuivie jusqu'au début des années 70, l'économie britannique semble être entrée dans une phase de quasi-stagnation depuis 1974. La récession de 1974-75 a été plus prononcée, et la reprise ultérieure plus faible et de plus courte durée, que dans le reste de la zone de l'OCDE. Les perspectives à court terme analysées à la partie IV laissent présager une nouvelle détérioration des résultats relatifs du Royaume-Uni²⁴ : le PIB en termes réels pourrait, en 1980, ne dépasser que de 3 % son sommet conjoncturel de 1973. La croissance qui a pu se produire a été le fait du pétrole de la mer du Nord; exclusion faite du facteur pétrolier, le PIB réel s'établira vraisemblablement cette année à peu près à son niveau de 1973²⁵. Rappelons que de 1973 à 1980, dans le reste de la zone OCDE, la production s'est accrue d'environ 20 %. La production des industries manufacturières présente une évolution très largement comparable : après avoir momentanément atteint au milieu de 1979 le niveau record de 1973, on prévoit qu'elle lui sera inférieure de près de 6 % en 1980, alors que dans le reste de la zone de l'OCDE on s'attend à une progression de l'ordre de 13½ %.

La médiocrité des résultats enregistrés sur le front de la croissance a coïncidé avec une détérioration du compte extérieur courant qui, à la suite de la légère reprise observée à partir de 1977, est devenu fortement déficitaire en 1979. On a notamment enregistré une forte augmentation du déficit commercial non pétrolier qui a été, l'année dernière, à peu près du même ordre de grandeur²⁶ qu'en 1973, malgré la faiblesse des taux d'utilisation des capacités, alors qu'en 1973 — année qui a marqué le sommet de l'une des plus fortes expansions de l'après-guerre — il n'existait que peu ou pas de marge de capacité inemployée. La pénétration des importations — reflétant la perte générale des compétitivité²⁷ — a été le principal facteur responsable de la faiblesse de la balance des paiements. Sous l'effet de ces développements d'ensemble, et malgré l'accroissement de la production pétrolière, la balance commerciale est restée fortement déficitaire.

Un autre obstacle majeur à la croissance économique au cours des dernières années a été l'apparition d'une forte inflation. Bien qu'il soit difficile de démêler et de mesurer les effets d'interaction existant entre les pressions inflationnistes et la lenteur de la croissance, l'accélération de l'inflation a précédé la stagnation et y a certainement contribué. En grande partie sous l'effet de la tendance fortement ascendante des augmentations de salaires qui s'est dessinée en 1970, le taux d'inflation a rapidement dépassé 10 % et a été en moyenne au cours des dix dernières années une fois et demie plus élevé que dans le reste de la zone de l'OCDE. Le taux d'inflation a, par ailleurs, fluctué plus sensiblement au Royaume-Uni que dans la plupart des autres grands pays de l'OCDE (tableau 8) et a, de ce fait, joué par lui-même un rôle déstabilisateur. Ces fluctuations reflètent pour une large part des variations plus prononcées des coûts unitaires de main-d'œuvre, lesquelles résultent à leur tour en partie de l'évolution en dents

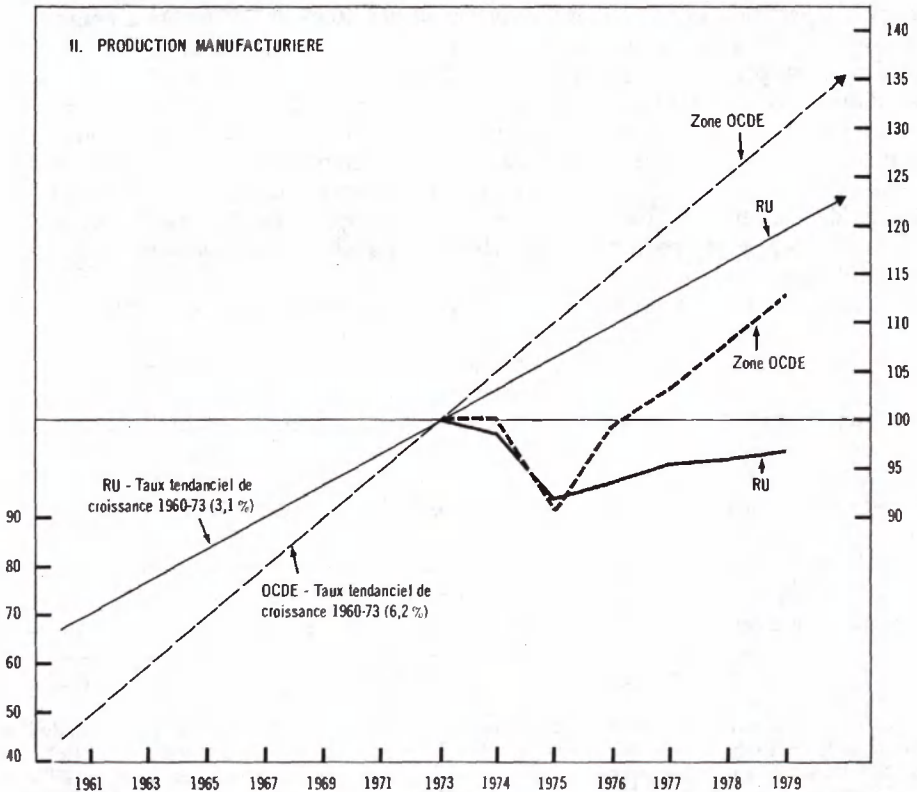
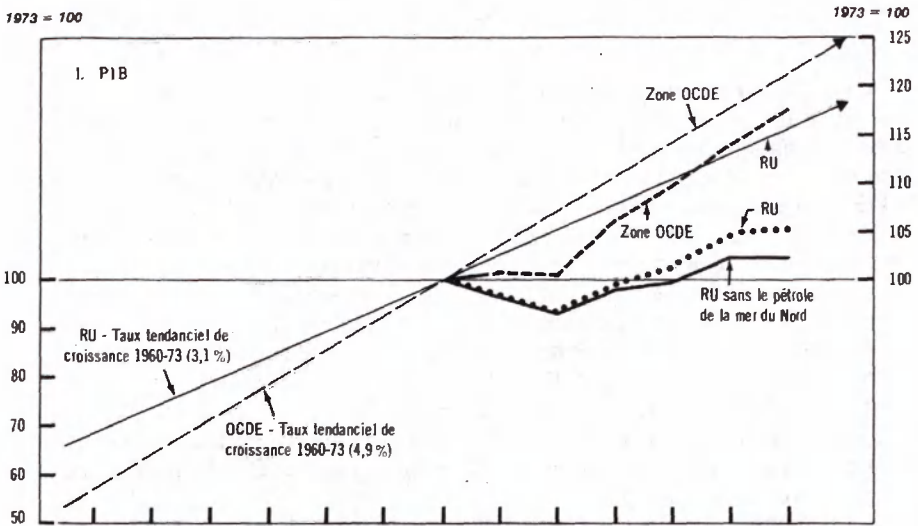
24 On prévoit que le PIB fléchira d'un peu plus de 2 % en 1980 alors qu'il ne devrait guère varier dans le reste de la zone.

25 La contribution de la production pétrolière croissante de la mer du Nord à l'expansion du PIB a été de ½ % en 1976, 1 % en 1977, ¼ % en 1978, ¼ % en 1979 et ½ % en 1980.

26 Exprimés en livres sterling, les déficits se sont établis à 1½ milliard de livres en 1973 et 2¼ milliards de livres en 1979, mais en pourcentage du PIB, ils ont représenté respectivement 2 et 1¼ %.

27 Les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans les industries manufacturières ont augmenté de ¼ environ pendant cette période, de sorte qu'au début de 1979 ils s'établissaient à leur niveau le plus élevé depuis plus de dix ans.

Graphique 8 Taux de croissance comparés



Note: Le total OCDE ne comprend pas le Royaume-Uni.

Sources : Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Indicateurs de l'activité industrielle, Production industrielle, Statistiques rétrospectives de l'OCDE et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Tableau 8 Indicateurs d'instabilité : inflation et influences externes
Ecart type des variations, 1972-1979

	Taux de change effectif	Prix à la consommation	Coûts unitaires de main-d'œuvre	Volume des exportations et produits manufacturés
Japon	4.05	2.01	4.36	4.59
Royaume-Uni	3.43	1.83	2.87	6.01
Suisse	3.36	1.09	3.91	7.48
Italie	3.28	1.39	3.58	7.47
France	2.60	0.68	1.87	2.83
Canada	2.60	0.61	1.95	5.82
Etats-Unis	2.53	0.75	2.02	4.21
Allemagne	2.38	0.68	1.94	4.16
Suède	2.09	0.99	2.64	4.75
Autriche	1.68	0.75	2.97	5.77
Danemark	1.60	1.33	3.22	7.59
Belgique	1.27	0.94	2.09	3.62
Pays-Bas	1.22	0.90	1.26	8.99

Sources : Principaux Indicateurs Economiques et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

de scie des objectifs fixés lors des négociations salariales successives²⁸. Qui plus est, l'inflation au Royaume-Uni s'est accompagnée de déséquilibres internes grandissants qui ont eu pour effet d'entraver la croissance ; ces distorsions sont illustrées par la chute brutale de la part des profits des sociétés au cours des quinze dernières années (d'environ 15 % du PIB vers le milieu des années 60 à moins de 7 % en moyenne depuis 1974)²⁹. Le fléchissement a été encore plus prononcé dans le secteur manufacturier qui, en longue période, est le principal véhicule de la croissance : d'environ 10 % au milieu des années 60, le taux de rendement dans ce secteur n'est plus que d'environ 3 % depuis 1974 (voir partie II ci-dessus).

La tâche de la politique économique a été encore compliquée par des facteurs extérieurs, notamment les fortes fluctuations du solde de la balance des paiements qui ont été amplifiées par de puissants mouvements spéculatifs. La confiance des milieux d'affaires internationaux a connu de fréquents à-coups, ce qui s'est traduit par des variations accusées du taux de change effectif de la livre, plus prononcées que ne l'aurait justifié la situation sous-jacente de l'économie britannique. De fait, au cours des dernières années, le taux de change effectif du sterling a fluctué nettement plus que les monnaies de tous les grands pays industrialisés de l'OCDE (à l'exception du Japon).

La conduite de la politique économique

Les politiques économiques suivies dans le passé se sont révélées incapables de résoudre les problèmes posés par l'effet conjugué de l'atonie de la croissance de la production, la vigueur des pressions inflationnistes et la faiblesse de la position de la balance des paiements. Compte tenu des échecs enregistrés depuis une longue période, le Gouvernement élu en mai 1979 a adopté un programme d'action économique qui

28 L'objectif officiel concernant les rémunérations (maximum autorisé d'accroissement des rémunérations moyennes) a été d'environ 10 % lors des négociations se terminant en juillet 1976, 5 % lors des négociations se terminant en juillet 1977, 10 % lors des négociations se terminant en juillet 1978 et 5 % lors des négociations se terminant en juillet 1979.

29 Déduction faite de la consommation de capital et de la réévaluation des stocks.

diffère radicalement à de nombreux égards des orientations du passé. Il s'agit essentiellement de tenter de placer à moyen terme l'économie sur un sentier de croissance non inflationniste relativement rapide en réduisant le rôle de l'État dans l'économie et en donnant plus de responsabilités économiques à l'individu par une amélioration des encouragements prodigués à l'esprit d'entreprise, à l'innovation et à l'efficacité. Afin de réduire les déséquilibres internes de l'économie et de créer un environnement plus stable que dans le passé, dans lequel le secteur privé pourra opérer sur des bases plus assurées, le Gouvernement a annoncé son intention de s'abstenir de modifier fréquemment l'orientation de son action en réponse aux mouvements à court terme. La réduction de l'inflation — par une modification du climat des anticipations — est un élément central de la stratégie à moyen terme du Gouvernement qui entend conduire régulièrement la politique économique et maintenir cette orientation quels que puissent être les effets défavorables exercés à court terme sur la production et sur l'emploi.

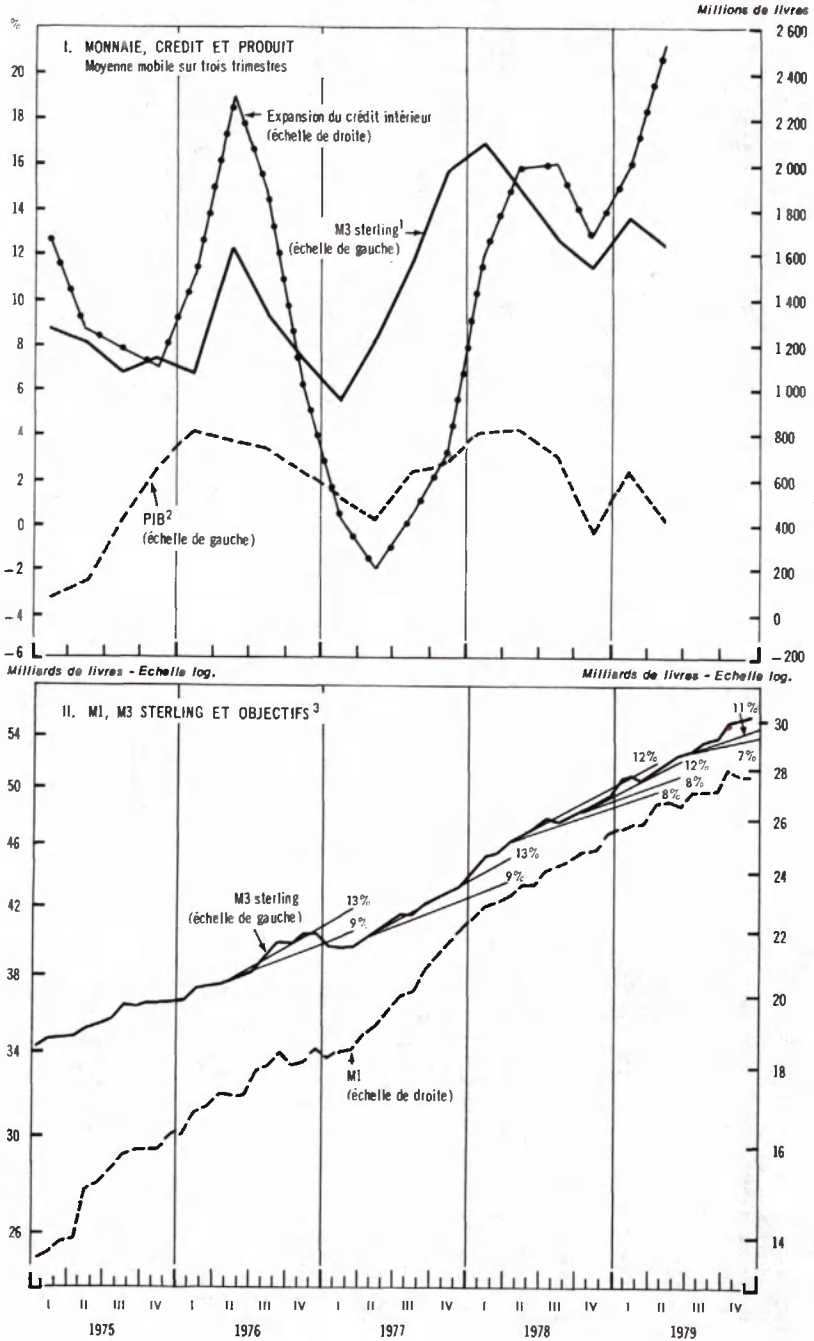
La politique monétaire est le principal instrument de la nouvelle stratégie adoptée, l'importance accordée aux facteurs monétaires étant relativement plus grande que dans le passé. On envisage à moyen terme une diminution progressive du taux d'expansion de la masse monétaire afin de réduire l'inflation. La politique budgétaire a également été modifiée dans la ligne des objectifs monétaires, les premières mesures à cet effet ayant été prises dans le budget de juin 1979. Pour assurer la réalisation de ces objectifs, le pourcentage des dépenses publiques dans le PIB doit être réduit à moyen terme et le Gouvernement a commencé à céder une partie des avoirs du secteur public dans l'industrie ; les aides financières au secteur des sociétés et aux programmes de développement régional seront également révisées en baisse. La levée des contrôles de change représente un effort supplémentaire en vue de relâcher les contraintes qui pèsent sur l'économie. Le Gouvernement a également annoncé son intention de limiter ses interventions dans le processus de détermination des prix et des revenus³⁰, en insistant sur le fait que les partenaires sociaux participant à des négociations collectives libres doivent assumer la responsabilité des conséquences que pourraient avoir des augmentations de salaires excessives.

Politique monétaire et politique du taux de change

Malgré le dynamisme de la demande et de la production et l'intensification des pressions inflationnistes, le taux de croissance de M3 en sterling (masse monétaire au sens large) a été d'environ 11 % au cours de l'année prenant fin à la mi-avril 1979, donc nettement à l'intérieur de la fourchette 8-12 % qui avait été fixée en avril précédent (graphique 9). Ce résultat a tenu pour l'essentiel à l'accumulation de liquidités au cours de l'année précédente, à l'accroissement ininterrompu des liquidités qui n'entrent pas dans la masse monétaire et à d'importantes ventes de titres de premier ordre. Le taux minimal de prêt, qui avait été porté à 12½ % à l'automne 1978, en partie pour répondre à la hausse des taux d'intérêt à l'étranger, a été à nouveau relevé et fixé à 14 % en février 1979, principalement pour atténuer les craintes du marché concernant l'inflation intérieure. Cette hausse a été suivie d'importantes ventes de titres de premier ordre, et, sous l'effet conjugué de l'amélioration des perspectives concernant l'expansion monétaire et de la conclusion d'un certain nombre d'accords de salaires relativement modérés, les taux du marché monétaire ont marqué un léger recul. Le taux minimal de prêt a été ajusté en baisse et ramené à 13 % le 1^{er} mars, puis à 12 % le 5 avril, encore que cette deuxième réduction ait été également motivée par les pressions persistantes à la hausse qui s'exerçaient sur le sterling. Au début d'avril, le sterling s'affermissant encore, la Banque centrale a modifié l'orientation de sa politique d'intervention

30 On trouvera plus de détails sur les mesures déjà prises dans ce domaine (voir plus loin la section sur les « Autres mesures »).

Graphique 9 Agrégats monétaires
Chiffres désaisonnalisés



1 Pourcentages de variation en taux annuel.

2 PIB aux prix du marché de 1975, estimation de compromis ; pourcentages de variation en taux annuel.

3 La même échelle semi-log a été utilisée pour les deux courbes mais, pour les besoins de la présentation, la partie inférieure a été remontée et présentée sur l'échelle de droite.

Source: Bank of England, *Quarterly Bulletin*.

Tableau 9 Indicateurs monétaires
Taux annuels désaisonnalisés

	1976	1977	1978	1978				1979		
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Composantes de l'expansion monétaire¹ (en milliards de livres)										
a) Besoin d'emprunt du secteur public	9.1	6.0	8.3	6.2	7.7	9.3	10.2	9.8	12.2	14.5
b) Achats par le secteur privé de titres de la dette publique	5.8	8.5	6.0	4.0	5.9	7.3	6.9	13.9	11.2	8.8
c) Prêts en sterling ²	4.1	3.6	5.8	5.6	7.7	4.6	5.1	9.4	9.4	9.0
d) Expansion du crédit intérieur (en milliards de livres)	7.5	1.1	8.1	7.8	9.5	6.6	8.3	5.2	10.4	14.8
e) Opérations de financement avec l'extérieur (accroissement=+)	2.7	-3.4	0.4	-1.5	2.7	0.7	-0.2	1.2	0.9	6.4
f) Autres	1.2	0.4	0.9	-0.3	1.4	1.3	1.3	-0.2	1.3	2.3
g) M3 en sterling	3.6	4.1	6.8	9.6	5.5	4.7	7.3	4.2	8.2	6.1
Masse monétaire (pourcentage de variation)										
Masse monétaire au sens étroit (M1) ³	11.3	21.5	16.4	21.5	7.1	19.6	19.1	7.5	5.5	12.6
M3 en sterling ⁴	9.5	10.0	15.0	23.4	12.2	10.1	15.6	8.6	16.8	11.6
Masse monétaire au sens large (M3) ⁴	11.2	9.8	14.9	23.7	17.1	6.7	13.9	6.3	19.1	8.3
Avances bancaires nettes aux secteurs intérieurs (en milliards de livres, sur la base du tableau des opérations financières)	3.6	5.4	5.3	2.1	7.6	5.3	6.3	10.1	10.4	
dont :										
Sociétés industrielles et commerciales	2.4	3.0	2.9	1.2	4.7	2.9	2.8	7.4	5.4	3.9
Institutions financières non bancaires	0.4	0.4	1.1	1.1	1.3	1.7	0.4	1.1		
Secteur des ménages	0.6	1.2	1.7	0.9	2.2	1.7	1.6	2.2	2.7	3.0
Sociétés de prêts à la construction (en milliards de livres)										
Accroissement net des actions et des dépôts	3.4	6.1	4.8	5.7	3.9	4.8	5.3	5.4	5.1	6.3
Nouveaux engagements hypothécaires	6.1	7.5	8.7	9.6	8.4	8.1	8.7	8.9	8.9	8.7

Mai 1976	Mai 1977	Mai 1978	Mai 1979	Sept. 1978	Déc. 1978	Mars 1979	Juin 1979	Sept. 1979
Mai 1975	Mai 1976	Mai 1977	Mai 1978	Juin 1978	Sept. 1978	Déc. 1978	Mars 1979	Juin 1979

Pour mémoire :

Variations en pourcentage des liquidités
du secteur privé (taux annuels)

Total	11.6	8.1	15.2	13.4	10.9	12.3	15.7	19.2	12.7
Monnaie	7.1	7.7	15.1	11.0	8.2	12.1	12.7	17.0	11.0
Autres instruments du marché monétaire	17.3	-3.7	-10.6	31.0	4.2	13.2	12.2	13.8	10.3
Dépôts d'épargne et titres	16.9	10.1	17.7	12.5	9.5	17.2	16.4	13.8	13.9

1 Les relations entre les différentes lignes sont les suivantes : $a - b + c = d$, $d - e - f = g$. 2 Prêts bancaires en sterling au secteur privé et à l'étranger.
3 Les pourcentages annuels sont fondés sur la somme des variations pendant les trimestres de l'année civile considérée en pourcentage de l'encours à la fin de l'année précédente. Les pourcentages trimestriels se réfèrent aux encours désaisonnalisés à la fin de chaque trimestre.
4 M3 en sterling est la masse monétaire M3 diminuée des dépôts effectués en d'autres monnaies par des résidents britanniques.
Sources : Financial Statistics, Economic Trends, Bank of England Quarterly Bulletin et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

en laissant le taux de change flotter plus librement pour éviter des entrées monétaires de caractère déstabilisateur.

Les conditions des marchés monétaires étant extrêmement tendues en raison des ventes massives de titres de premier ordre, la période de trois mois se terminant à la mi-avril a été marquée par un certain nombre d'opérations techniques destinées à relâcher les pressions qui s'exerçaient sur les marchés monétaires et sur la position de réserve des banques. D'importants déblocages de dépôts spéciaux ont en particulier été opérés de février à avril. Ces mesures étaient destinées à éviter que des pressions excessives ne s'exercent sur les taux d'intérêt à court terme et n'impliquaient aucune modification de la politique monétaire.

La tendance sous-jacente de l'expansion monétaire s'est accélérée pendant les premiers mois de l'année 1979, en grande partie du fait de la forte demande de crédits bancaires³¹ et de l'ampleur des emprunts du Gouvernement. Sur les six mois se terminant à la mi-avril 1979, le taux annuel d'expansion de M3 en sterling a été proche de 12 %, c'est-à-dire à la limite supérieure de la fourchette d'objectifs 8-12 % qui avait été recalculée pour les douze mois prenant fin à la mi-octobre 1979. Sur les six premiers mois de 1979, les prêts bancaires en sterling au secteur privé ont progressé de 28 % en taux annuel. Le système de dépôts supplémentaires spéciaux ou « corset »³² s'est avéré largement impuissant à contrôler le gonflement des prêts bancaires en 1979. Des ventes massives de titres de la dette publique ayant neutralisé l'incidence expansionniste des emprunts du secteur public, les banques avaient la possibilité d'accroître leurs prêts au secteur privé en respectant les limites prévues par le système³³. Celui-ci s'applique à l'expansion du volume total des exigibilités bancaires rémunérées, lesquelles ne sont que partiellement prises en compte dans le calcul de M3 en sterling — agrégats auquel s'applique l'objectif du Gouvernement — et le système bancaire dispose de ce fait d'une marge supplémentaire d'expansion des avances lorsque les dépôts ne sont pas alimentés par d'autres sources. Qui plus est, chaque fois que le système bancaire se rapproche des limites fixées par le « corset », les chiffres de la masse monétaire ne reflètent peut-être qu'imparfaitement l'évolution monétaire totale et les tendances des liquidités globales. En particulier, le « corset » a entraîné une forte progression des acceptations détenues en dehors du système bancaire³⁴. Les avoirs liquides du secteur privé³⁵ autres que les dépôts bancaires et les instruments du marché monétaire peuvent également augmenter plus vite que M3 en sterling. De fait, en tenant compte des autres avoirs liquides et des distorsions créées par la désintermédiation résultant des crédits d'acceptation, les chiffres effectifs de M3 sous-estimaient le taux sous-jacent d'expansion monétaire³⁶.

31 Ce mouvement a été lié à un gonflement de la consommation privée et au resserrement de la marge brute d'autofinancement des entreprises résultant en partie des grèves au début de l'année.

32 Le « corset » limite la progression des engagements bancaires en obligeant les banques à constituer des dépôts non rémunérés auprès de la Banque d'Angleterre, d'un montant calculé suivant des taux de pénalisation progressifs en cas de dépassement de l'expansion prescrite des exigibilités mobilisables portant intérêt. Ce système a continué d'être appliqué tout au long de l'année 1979, le taux d'expansion autorisé sans pénalisation pour chaque établissement étant fixé à 1 % par mois de la moyenne de référence.

33 Dans la pratique, la possibilité pour les banques d'élargir leurs bilans sera également limitée par l'offre d'avoirs de réserve. Elles ne seront en mesure de « fabriquer » des avoirs de réserve supplémentaires par des transactions sur le marché de l'escompte qu'à la condition d'accroître leurs exigibilités mobilisables portant intérêt.

34 Les banques acceptent des effets commerciaux à court terme qui sont ultérieurement escomptés et détenus en dehors du système bancaire, ce qui évite tout gonflement des bilans.

35 Dépôts nets d'épargne auprès des sociétés de prêts à la construction, dépôts auprès des « trustee savings banks », dépôts auprès de la Caisse nationale d'épargne, certificats d'épargne nationale et bons d'investissement des provisions pour impôt.

36 Selon les chiffres officiels, M3 en sterling aurait augmenté de 11 % en taux annuel entre mai 1978 et mai 1979. Mais si l'on fait la part des facteurs susmentionnés, le taux sous-jacent a été de 13½ %.

Le nouveau Gouvernement s'est ainsi trouvé en présence d'un marché monétaire beaucoup plus détendu qu'il n'aurait été souhaitable. Conformément à l'importance accrue qu'elles donnaient à la politique monétaire — la gestion rigoureuse de la masse monétaire étant un instrument essentiel de la lutte contre l'inflation — les autorités ont adopté un certain nombre de mesures au moment du budget de juin. La fourchette d'objectifs concernant l'expansion de la masse monétaire a été fixée à 7-11 % (taux annuel) pour les dix mois se terminant à la mi-avril 1980³⁷, et le taux minimal de prêt a été relevé de 2 points et porté à 14 % pour permettre un ajustement rapide à la croissance plus modérée de la masse monétaire. Des mesures ont été annoncées en vue de réduire les emprunts du secteur public ; la prévision budgétaire concernant le BEBP en 1979/80 était de 8.3 milliards de livres.

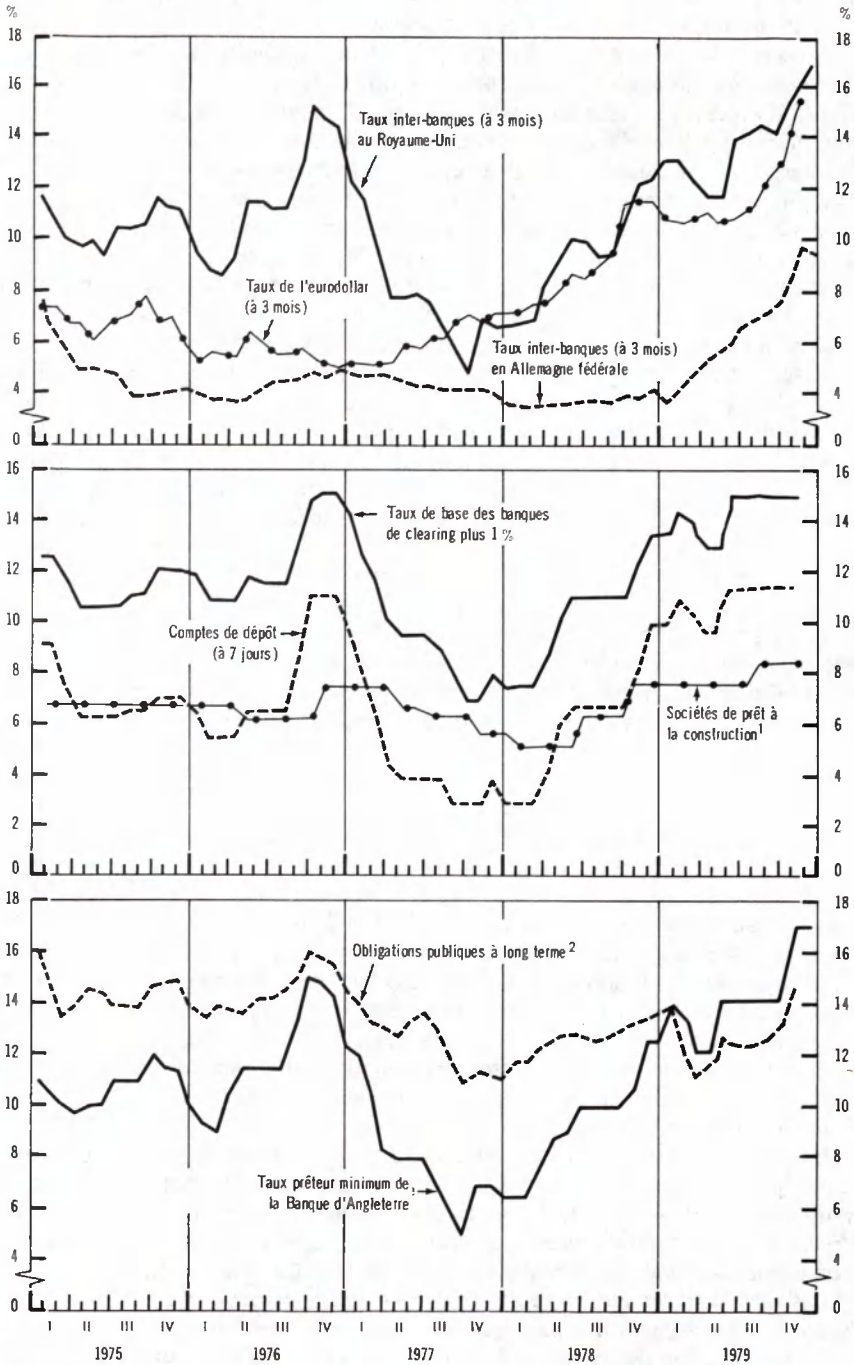
Le taux de croissance des prêts bancaires est demeuré régulièrement élevé au cours des mois qui ont suivi le budget, et sous l'effet conjugué de ce facteur et de l'ampleur plus importante que prévu du BEBP, M3 en sterling a progressé de 14.2 % en taux annuel sur les quatre mois se terminant à la mi-octobre, dépassant ainsi nettement la fourchette d'objectifs fixée à 7-11 %. On a également observé, en particulier depuis le mois de mai, une forte augmentation du volume des acceptations détenues par le public en dehors du système bancaire, lesquelles ne sont prises en compte ni dans la masse monétaire ni dans l'expansion du crédit intérieur ; à la mi-octobre, le volume de ces acceptations avait atteint 1.9 milliard de livres, contre 0.8 milliard de livres en mai. Ce mouvement ascendant reflétait les pressions que le « corset » exerçait sur les banques. Le crédit intérieur s'est fortement accru sur les quatre mois se terminant à la mi-octobre (4.0 milliards de livres). Cette progression relativement plus importante que celle de M3 en sterling (2.4 milliards de livres au cours de la même période) a été en partie imputable aux mesures successives de libération du contrôle des changes, et notamment des contrôles visant le remboursement des emprunts en devises. Il est possible que pour financer ces opérations, les résidents britanniques aient accru leurs emprunts bancaires et réduit leurs achats de titres de premier ordre. Les taux d'intérêt à court terme qui étaient demeurés stables depuis le budget ont commencé à monter à la fin d'octobre, suivant ainsi la tendance ascendante des taux étrangers. Les marchés se sont également inquiétés de l'effet que la suppression du contrôle des changes pourrait avoir sur l'aptitude des autorités à continuer de réguler l'expansion monétaire, dans le cadre du « corset » notamment. Ces inquiétudes ont été renforcées par la publication des chiffres bancaires pour le mois (bancaire) d'octobre, qui faisaient apparaître une nouvelle accélération de la tendance de l'expansion monétaire.

Face à ces divers développements et pour bien montrer qu'il était résolu à continuer de contrôler l'évolution monétaire, le Gouvernement a annoncé une série de mesures le 15 novembre. Le taux minimal de prêt a été porté à 17 %, soit une progression relativement plus forte que celle des taux du marché, afin de ramener l'expansion monétaire dans les limites de la fourchette d'objectifs 7-11 % dont l'application a parallèlement été prolongée jusqu'à mi-octobre 1980 ; en restant fondé sur les chiffres de la mi-juin comme moyenne de référence, l'objectif ne tenait pas compte du récent mouvement de gonflement excessif de la masse monétaire. Les contrôles imposés dans le cadre du « corset » aux opérations bancaires ont été reconduits pour six mois jusqu'en juin 1980³⁸. Le recouvrement de l'impôt sur les recettes pétrolières a été avancé de deux mois afin de ramener le niveau estimé du BEBP pour 1979/80 dans les limites

37 La nouvelle fourchette d'objectifs était compatible avec une expansion de 8-12 % sur l'ensemble de l'exercice financier étant donné les taux relativement élevés de croissance de la masse monétaire observés pendant les mois (bancaires) de mai et de juin. Mais si le nouvel objectif n'impliquait pas nécessairement une politique plus restrictive que celle qui avait été mise en œuvre en 1979/80, l'abaissement de la fourchette traduisait clairement l'intention du Gouvernement de réduire l'expansion de la masse monétaire au cours des années à venir.

38 Le « corset » a été reconduit dans les mêmes conditions qu'antérieurement annoncées.

Graphique 10 Taux d'intérêt



1 Taux recommandé sur les dépôts.

2 Obligations à long terme (20 ans); estimation du rendement brut du remboursement.

Sources : *Financial Statistics*; Bank of England, *Quarterly Bulletin*, et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

prévues par le budget. Les mesures prises par le Gouvernement ont été suivies par d'importantes ventes de titres de premier ordre, et l'expansion de la masse monétaire s'est nettement ralentie au cours des mois (bancaires) de novembre et décembre. Sur les six mois se terminant à la mi-décembre, le taux d'expansion de M3 en sterling a été de 11½ % en taux annuel, ne dépassant ainsi que légèrement la limite supérieure de la fourchette d'objectifs. L'accroissement des prêts bancaires au cours de cette période de deux mois a lui aussi été plus modéré, encore que la tendance sous-jacente soit difficile à interpréter en raison de l'existence de facteurs particuliers. On a par ailleurs observé une légère et nouvelle augmentation des crédits d'acceptation détenus par le public en dehors du système bancaire. A la fin de l'année, les taux d'intérêt à trois mois marquaient un palier autour de 17 %. La pente décroissante du rendement des instruments monétaires semblait cependant traduire l'existence de certaines anticipations à la baisse. Le rendement des titres de premier ordre était lui aussi inférieur aux taux à trois mois (autour de 14½ % - 15 % pour les titres à vingt ans).

La politique de change a été marquée par un certain nombre de modifications au cours des dernières années. Pour la majeure partie de l'année 1977, les objectifs généraux des autorités dans ce domaine étaient de préserver la compétitivité extérieure afin d'accélérer la reprise de la production manufacturière tout en respectant les objectifs fixés pour l'expansion de la masse monétaire. A cet effet, les autorités se sont efforcées jusqu'en octobre 1977 d'empêcher une hausse injustifiée du taux de change, mais elles ont décidé en octobre que les interventions requises pour ce faire compromettraient le contrôle de la masse monétaire. Elles ont modifié leur politique en conséquence et n'ont plus cherché à empêcher le taux de change de monter. Il semble en outre qu'en 1978, les autorités aient en partie cherché à faire monter le sterling à un niveau relativement élevé, dans l'espoir que cette évolution contribuerait à tempérer le taux d'inflation et conduirait à plus de modération dans les accords des salaires. Le Gouvernement semble avoir généralement favorisé l'appréciation du sterling pendant la majeure partie des six premiers mois de 1979. En avril, il a été décidé de laisser librement flotter le sterling, les seules interventions sur les marchés des changes ayant pour objet d'éviter des fluctuations excessives du taux. Cette politique d'intervention a été poursuivie depuis le mois de mai par le nouveau Gouvernement qui ne s'est pas fixé d'objectif concernant le taux de change. Néanmoins, sous l'effet des pressions persistantes à la hausse qui se sont exercées sur le sterling et qui tenaient en partie à la confiance des entreprises résultant des profits attendus en liaison avec le pétrole de la mer du Nord, le taux effectif s'est apprécié de près de 11 % sur l'année prenant fin au milieu de 1979, et cette progression, conjuguée à la forte augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre, s'est traduite par une perte de compétitivité extérieure (mesurée en termes de coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre calculés dans une monnaie commune) d'un peu plus de 20 % au cours de cette période. Un autre facteur préoccupant a été l'ampleur imprévue du déficit courant de la balance des paiements au cours du premier semestre de 1979.

Dans la ligne de son attachement à une économie de marché libre, le Gouvernement, modifiant profondément la politique suivie de longue date par ses prédécesseurs, a assoupli les mesures de contrôle des changes en juin et juillet avant de les supprimer totalement vers la fin de l'année. Bien qu'il soit difficile d'en apprécier l'impact, cette décision a mis fin à une distorsion qui faussait les marchés financiers, lesquels peuvent désormais diriger librement les ressources vers des investissements étrangers ou intérieurs selon le rendement qui paraît le plus favorable. Les autorités comptent également que la libération des changes facilitera la constitution à moyen terme d'un stock d'actifs rentables qui seront, pour la balance des paiements, une source de revenus destinés à se substituer aux revenus provenant du pétrole de la mer du Nord lorsque la production de celui-ci commencera à baisser. En conséquence, la suppression des mesures de contrôle des changes, qui ne visait à avoir aucun effet particulier sur le

taux de change, pourrait avec le temps améliorer la compétitivité de l'industrie et des services dans la mesure où le taux de change est plus faible qu'il ne l'aurait été autrement. Il est cependant difficile de savoir comment les mouvements de capitaux réagiront à cette mesure ; bien que les investisseurs aient désormais la possibilité de diversifier considérablement leur portefeuille, il semble que leur première réaction ait été dans une large mesure de rembourser leurs emprunts en devises. Si les techniques de gestion monétaire qui seront utilisées après la suppression du contrôle des changes posent certains problèmes — les résidents britanniques ayant maintenant la possibilité de placer des dépôts et d'effectuer des emprunts sur le marché de l'eurosterling — cette intégration plus poussée des marchés intérieur et étranger pourrait cependant ne guère modifier l'incidence des principaux instruments de la gestion monétaire et de la politique budgétaire.

La suppression des mesures de contrôle des changes aura cependant élargi les possibilités de tourner les techniques de contrôle plus directes, telles que le « corset ». Les banques peuvent apporter sur le marché des eurosterlings provenant de leurs succursales à l'étranger et sont à même d'attirer les dépôts requis en eurosterlings en offrant des taux d'intérêt légèrement supérieurs aux taux pratiqués sur les marchés londoniens. Cette échappatoire au « corset » a également pour effet qu'à la différence des opérations de désintermédiation par acceptation, les montants en cause ne peuvent être quantifiés. Les autorités reconnaissent clairement les lacunes du « corset » qu'elles ne considèrent pas comme un élément permanent du système de gestion monétaire. Et la Banque d'Angleterre a obtenu l'assurance qu'aussi longtemps que ce dispositif resterait en vigueur, les banques commerciales ne chercheraient pas délibérément à en tourner les effets en effectuant à l'étranger des opérations qui auraient ordinairement été réalisées en sterling sur la place de Londres. Deux raisons peuvent actuellement justifier le maintien du « corset ». Premièrement, si ce dispositif était supprimé, il pourrait y avoir une forte reprise des opérations d'intermédiation de crédits d'acceptation, ce qui accroîtrait les chiffres officiels relatifs à l'expansion monétaire et pourrait inutilement perturber les marchés financiers. Deuxièmement, en l'absence de toute indication de la forme que pourraient revêtir à l'avenir les nouvelles techniques de gestion monétaire, la suppression du « corset » pourrait inciter les banques à procéder à des « habillages de bilan », en élargissant par exemple la base de leurs exigibilités mobilières portant intérêt pour le cas où le « corset » serait ultérieurement réintroduit.

Pour le plus long terme, les autorités préparent actuellement un important document d'information sur les techniques de gestion monétaire au Royaume-Uni³⁹. Entre autres possibilités, l'éventuelle adoption d'une forme de gestion de la base monétaire, qui a été récemment discutée, retiendra sans doute particulièrement l'attention, afin de déterminer s'il serait possible d'assurer une expansion plus régulière de la masse monétaire. Les autorités ont cependant insisté sur le fait que l'action sur les taux d'intérêt conjuguée à une politique budgétaire cohérente demeurera l'instrument fondamental de la gestion monétaire, que de nouvelles techniques supplémentaires soient ou non adoptées.

Le budget et les dépenses publiques

Le budget pour 1979/80, qui a été présenté en avril un peu avant les élections générales, revêtait un caractère conservatoire. Le seul élément important était l'indexation, prévue par la loi de Finances de 1977, des abattements au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en fonction de la hausse des prix de détail intervenue

39 Ce document devrait être prêt au début de 1980. Les problèmes de gestion de la base monétaire au Royaume-Uni ont déjà fait l'objet d'un intéressant article paru dans le *Bank of England Quarterly Bulletin*, vol. 19, n° 2, juin 1979.

Tableau 10 Budgets du secteur public
Milliards de livres

	1975/1976	1976/1977	1977/1978	1978/1979	Budget : prévisions 1979/1980	Pourcentages de variation		
						1976/1977	1977/1978	1978/1979
						à 1977/1978	à 1978/1979	à 1979/1980
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES¹								
Recettes courantes	44.0	51.2	57.8	64.3	76.6	13.0	11.2	19.2
<i>dont</i> : Impôt sur le revenu								
des personnes physiques	15.9	17.9	18.4	20.1	(21.7)	2.7	9.0	
Impôt sur la dépense	14.9	17.1	21.2	24.5	32.4	24.1	15.7	32.3
Dépenses courantes	43.7	50.6	57.1	65.3	76.6	12.6	14.5	17.2
<i>dont</i> : Biens et services	23.9	27.3	30.1	33.6	39.5	10.3	11.7	17.5
Subventions	15.1	17.6	20.4	24.1	28.2	15.9	18.1	17.4
Intérêt de la dette	4.6	5.8	6.6	7.7	8.9			
Balance courante	0.3	0.5	0.7	-1.1				
Recettes en capital	0.9	0.8	0.9	1.0	1.0	7.0	8.0	5.3
Dépenses en capital	6.6	6.9	6.6	6.6	7.0	-5.1	-0.1	6.3
<i>dont</i> : Investissements	5.3	5.3	4.7	4.7	4.9	-10.9	-0.6	5.7
Subventions	1.2	1.5	1.7	1.7	1.9	11.4	1.3	10.9
Déficit des opérations en capital	-5.7	-6.1	-5.6	-5.6	-6.0			
Capacité de financement (= déficit)	-5.4	-5.6	-4.9	-6.7	-6.0			
Opérations financières ²	-4.7	-1.7	-0.4	-2.3	n.a.			
Besoins d'emprunt ³	-10.1	-7.3	-4.9	-9.0	n.a.			
ENTREPRISES PUBLIQUES⁴								
Épargne	2.0	3.2	3.2	3.7	3.9		15.1	6.2
Transferts de capital	0.3	0.4	0.4	0.4	0.5	-3.0	5.7	15.7
Dépenses d'investissement	-5.1	-5.3	-4.7	-5.3	-5.7	-11.3	12.3	7.8
Capacité de financement	-2.8	-1.6	-1.0	-1.1	-1.2			
Opérations financières ²	0.3	-0.6	-0.4	-0.9	n.a.			
Besoins d'emprunt ³	-2.5	-2.2	-1.4	-2.0	n.a.			

1 Y compris les opérations avec les entreprises publiques. 2 Le signe moins indique des paiements effectués pour l'acquisition d'actifs financiers (crédits à des entreprises et à l'étranger, achat de titres de sociétés, etc.). 3 Le signe moins indique une augmentation des engagements.

4 Y compris les opérations avec les administrations publiques :

	1975/1976	1976/1977	1977/1978	1978/1979
Subventions des administrations publiques	1.0	1.6	1.1	1.2
Transferts de capital des administrations publiques	0.3	0.4	0.4	0.3
Emprunts directs aux administrations publiques	2.0	1.0	0.7	1.7
Intérêts versés aux administrations publiques	1.5	1.7	1.8	1.8

Sources : *Financial Statistics*, CSO et *Financial Statement and Budget Report*, 1979-1980, HMSO.

l'année précédente (ce qui s'est traduit par un relèvement d'environ 9 % des abattements). Le nouveau budget pour 1979/80, présenté le 12 juin, reflétait dans une large mesure les principales options du nouveau Gouvernement. Afin de renforcer l'incitation au travail et de favoriser l'esprit d'initiative, le budget allégeait sensiblement la pression fiscale directe sur les revenus des personnes physiques. Premièrement, les abattements concernant l'impôt sur le revenu des personnes physiques étaient relevés d'environ 18 % (compte tenu de l'augmentation de 9 % prévue dans le budget d'avril), soit un taux deux fois supérieur à celui de l'inflation au cours de l'année précédente. Deuxièmement, le taux de base de l'impôt sur le revenu était réduit de trois points et ramené à 30 %. Troisièmement, les taux d'imposition les plus élevés étaient fortement abaissés, le taux maximum d'imposition étant ramené de 83 à 60 % sur les revenus du travail et de 98 à 75 % sur les autres catégories de revenus (y compris la surtaxe de 15 % sur les revenus des investissements). Les tranches supérieures d'imposition étaient par ailleurs sensiblement élargies⁴⁰. Ces mesures se sont traduites par une augmentation des gains après impôt d'environ 4 1/4 % pour les contribuables dont le revenu est égal aux deux tiers du revenu moyen, de 4 % pour les contribuables ayant un revenu moyen et de 11 % pour ceux dont les revenus sont trois fois supérieurs à la moyenne. Du fait du relèvement des abattements consentis aux personnes physiques, environ 1.3 million de contribuables qui auraient dû acquitter un impôt si les abattements étaient restés à leur niveau de 1978/79, se trouvent ainsi libérés de toute obligation fiscale; plus de 700 000 d'entre eux auraient encore été assujettis à l'impôt si les abattements avaient été maintenus au niveau fixé par la loi de Finances de transition. Le relèvement du seuil à partir duquel s'applique le taux le plus élevé aura pour effet de réduire d'environ 450 000 le nombre des contribuables auxquels s'applique ce taux.

Pour compenser la perte de recettes au titre de l'impôt sur le revenu, le taux normal (8 %) et le taux supérieur (12 1/2 %) de la TVA ont été relevés et portés au même niveau de 15 % et, dans le but de contrôler l'inflation et de freiner la consommation de pétrole, les droits d'accise sur le pétrole ont également été augmentés. L'accroissement de recettes en année pleine résultant du relèvement de la TVA et de l'augmentation des droits d'accise devrait, selon les prévisions, être de l'ordre de 4.2 et 0.5 milliards de livres respectivement. Les modifications apportées à la taxe sur les recettes pétrolières (applicable au pétrole de la mer du Nord) devraient produire des recettes supplémentaires nettes de 300 millions de livres en année pleine. Au total, les augmentations des impôts indirects devraient se traduire par des recettes supplémentaires de 4.7 milliards de livres en année pleine, les pertes de recettes résultant des allègements de l'imposition

40

Tranches de revenu imposable
(en Milliers de livres)

Taux d'imposition les plus faibles, en %	1978/1979	1979/1980	Taux d'imposition les plus faibles, en %
25	0- 750	0- 750	25
33	751-8 000	751-10 000	30
Taux d'imposition les plus élevés, en %			
40	8 001- 9 000	10 001-12 000	
45	9 001-10 000	12 001-15 000	
50	10 001-11 000	15 001-20 000	
55	11 001-12 500	20 001-25 000	
60	12 501-14 000	Plus de 25 000	
65	14 001-16 000		
70	16 001-18 500		
75	18 501-24 000		
83	Plus de 24 000		

directe s'établissant pour leur part à 4.3 milliards de livres⁴¹. Grâce à cette importante modification de la fiscalité, la composition des recettes fiscales de l'administration centrale redevient la même qu'à la fin des années 60. De 1968 à 1979, les impôts sur le revenu perçus par l'administration centrale étaient en moyenne supérieurs d'environ 30 % aux impôts sur la dépense ; ce rapport avait atteint 78 % en 1975/76 et s'établissait ces derniers temps à un peu plus de 50 %. Le budget de 1979/80 ramène la différence à 30 % (compte non tenu de la taxe sur les revenus pétroliers).

Le budget prévoyait, par ailleurs, d'importantes compressions de dépenses. Par rapport aux prévisions, les dépenses des administrations publiques (compte non tenu des transactions financières) étaient réduites de 3 % en termes réels⁴², ce qui se traduira par une diminution des dépenses courantes et des dépenses d'investissement de 1½ et 14 % respectivement. Les compressions spécifiques portent sur environ 1½ milliard de livres, tandis que la stricte application des plafonds de ressources qui visent principalement les dépenses de l'administration centrale et les plans d'investissement des collectivités locales devrait se traduire par une économie de 1 milliard de livres. Un large éventail d'activités est affecté par ces compressions, les plus touchées étant les programmes d'aides à l'emploi et à l'industrie et le secteur du logement. Par rapport aux niveaux effectifs de l'exercice 1978/79, le budget prévoit une augmentation de 18 % en termes nominaux des dépenses courantes en biens des administrations publiques, ce qui implique une certaine progression de cette catégorie de dépenses en termes réels. La hausse prévue des dépenses d'investissement est de 8½ % en termes nominaux, ce qui se traduira par un net recul en termes réels. Les dépenses en capital des sociétés publiques, principalement au titre d'investissements, devraient elles aussi modérément augmenter en termes nominaux (5 %), ce qui devrait là encore se traduire par un fléchissement en termes réels.

Le budget prévoit une réduction de la capacité de financement des administrations publiques (déficit négatif avant transactions financières) qui devrait tomber de 6¼ milliards de livres en 1978/79 à 6 milliards de livres en 1979/80 (4 % ET 3¼ % du PIB respectivement). Le déficit des sociétés publiques, défini de la même façon, devrait rester pratiquement stationnaire à un peu moins de ¾ % du PIB en 1979/80. Le budget prévoyait par ailleurs des ventes d'actifs détenus par le secteur public de l'ordre de 1 milliard de livres en 1979/80⁴³, ce qui permettrait de ramener le besoin d'emprunt du

41 Étant donné que les allègements au titre de l'impôt sur le revenu étaient applicables avec effet rétroactif au début de l'exercice budgétaire 1979/80 (avril 1979), alors que les relèvements des impôts indirects entraient en vigueur à la mi-juin, et compte tenu des retards dans le recouvrement des sommes dues au titre de la TVA, on prévoit que l'accroissement de recettes sera de 2.4 milliards de livres sur l'exercice 1979/80 contre une perte de recettes de 3.6 milliards de livres, soit une perte nette de 1.2 milliard de livres. La perte de recettes au titre des impôts directs est calculée en faisant la différence entre les rendements des taux d'imposition antérieurs et postérieurs au budget, pour un même niveau de revenus et d'activité. A supposer cependant que les abattements, les taux et les tranches d'imposition concernant l'impôt sur le revenu aient été ajustés uniquement en fonction de l'inflation (autrement dit pour maintenir leur valeur réelle), la perte de recettes au titre de l'impôt sur le revenu aurait été nettement inférieure à 3.6 milliards de livres en 1979/80, et au lieu d'une perte nette de recettes fiscales de 1.2 milliard de livres, on aurait pu enregistrer une légère augmentation.

42 Ces compressions de dépenses s'entendent par rapport aux dépenses prévues dans le Livre blanc intitulé « The Government's Expenditure Plans, 1979/80 to 1982/83 » Cmnd. 7439, janvier 1979, HMSO. Au total, les modifications du budget impliquent des réductions des dépenses réelles équivalent à près de 4 % des dépenses prévues pour l'exercice 1979/80 dans le Livre blanc de janvier 1979. Le Livre blanc, Cmnd. 7746, novembre 1979, HMSO, annonce des compressions des dépenses prévues pour 1980/81.

43 Au milieu d'octobre 1979, le Gouvernement a annoncé que les ventes d'actifs porteraient sur des actions de la British Petroleum pour un montant d'environ 250 millions de livres, des terrains appartenant au secteur public d'une valeur d'environ 125 millions de livres, des actifs d'une valeur de l'ordre de 125 millions de livres dont ceux détenus par le National Enterprise Board (NEB) ; il est enfin prévu que la British National Oil Corporation recevra des paiements anticipés de l'ordre de 450 millions de livres sur le pétrole à livrer en 1980-81.

Tableau 11 Déficit consolidés du secteur public

	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	Prévisions budgétaires 1979/1980
	Milliards de livres				
Capacité de financement, totale (déficit) ¹	-8.2	-7.2	-6.1	-7.8	-7.2
Part des :					
Administrations publiques	-5.4	-5.6	-4.9	-6.7	-6.0
<i>dont :</i>					
Administration centrale	-3.4	-3.4	-3.3	-5.1	-5.0
Administrations locales	-2.0	-2.2	-1.6	-1.6	-1.0
Entreprises publiques	-2.8	-1.6	-1.1	-1.1	-1.2
<i>dont :</i>					
Entreprises nationalisées					-0.5
Autres entreprises publiques					-0.7
Opérations financières, total ²	-2.4	-1.2	0.5	-1.4	-1.1
Part des :					
Administrations publiques	-1.4	-0.8	0.8	-0.5	
Entreprises publiques	-0.3	-0.4	-0.5	-0.4	
Autres, y compris opérations non identifiées	-0.6	0.0	0.3	-0.6	
Besoin d'emprunt (BESP)	10.6	8.5	5.6	9.2	8.3
Part des :					
Administrations publiques	10.1	7.3	4.9	9.0	9.8
<i>dont :</i>					
Administrations centrales	8.8	5.9	4.4	8.0	9.5
Administrations locales	1.3	1.4	0.4	1.0	0.3
Entreprises publiques	0.5	1.2	0.7	0.2	-0.5
<i>dont :</i>					
Entreprises nationalisées					-0.6
Autres entreprises publiques					0.1
Produits de la vente d'actifs ³					-1.0
	Pourcentage du PIB				
Besoin de financement, total ¹	7.6	5.7	4.1	4.7	3.8
Administrations publiques	5.0	4.4	3.3	4.1	3.2
Entreprises publiques	2.6	1.3	0.7	0.7	0.6
BESP, total	9.8	6.7	3.8	5.6	4.4
Administrations publiques	9.3	5.8	3.3	5.4	5.1
Entreprises publiques	0.5	0.9	0.5	0.1	0.1

1 Dans les statistiques officielles du Royaume-Uni, la capacité de financement est appelée « déficit financiers ». Un signe moins indique un déficit.

2 Le signe (+) indique des recettes provenant de la vente d'actifs financiers, y compris des opérations non identifiées ; le signe (-) indique des paiements pour l'acquisition d'actifs par le secteur public, y compris les opérations non identifiées.

3 Le signe (-) indique des recettes provenant de la vente d'actifs.

Sources : *Financial Statistics* ; CSO ; et *Financial Statement and Budget Report, 1979-1980*, HMSO.

secteur public (BESP) de 9.2 milliards de livres en 1978/79 à 8.3 milliards de livres en 1979/80 (5½ % et 4½ % du PIB respectivement). Pour le premier semestre de l'exercice 1979/80 (début avril à fin septembre), le BESP est estimé à 6½ milliards de livres, soit un chiffre nettement plus élevé que celui qu'implique l'estimation annuelle de 8.3 milliards de livres. Une partie de la différence (un peu plus de 1 milliard de livres) est imputable aux conflits du travail et aux grèves qui ont retardé le recouvrement de la TVA et des redevances téléphoniques. Ce retard devrait être largement comblé au second semestre de l'exercice. Mais, même en tenant compte de ce rattrapage, le BESP dépassait encore d'environ ¼ de milliard de livres l'estimation budgétaire. A la mi-novembre, le Gouvernement a annoncé que les compagnies pétrolières devraient avancer de deux mois les paiements dus au titre de la taxe sur les revenus pétroliers, ce qui

réduirait le BESP d'environ 700 millions de livres et l'alignerait sur la prévision budgétaire de 8.3 milliards de livres.

Le Livre blanc sur les prévisions de dépenses publiques pour 1980/81⁴⁴ publié le 1^{er} novembre 1979, présente les principaux objectifs du Gouvernement en matière de dépenses pour 1980/81⁴⁵ (tableau 12). On prévoit qu'en 1980/81, les dépenses publiques en termes réels seront inférieures de près de 5 % au niveau projeté dans le Livre blanc de janvier 1979. Après deux années d'expansion rapide, les dépenses de l'ensemble du secteur public à prix constants, y compris les investissements de certaines sociétés publiques (essentiellement pour des projets d'adduction d'eau, d'aménagement portuaire et de construction de logements) devraient ainsi légèrement reculer en 1980/81. Sous l'effet de l'augmentation attendue du chômage, les transferts devraient modérément progresser tandis que les dépenses en biens et services, notamment les investissements des collectivités locales et de certaines sociétés publiques, devraient sensiblement diminuer⁴⁶. Afin de veiller au respect des plans, le Gouvernement a fixé des plafonds de ressources relativement restrictifs pour les collectivités locales — il financera 13 % au plus des dépenses courantes des personnes et autres en 1980/81, certains crédits supplémentaires pouvant être accordés pour les augmentations de salaires en cours au titre de la péréquation⁴⁷ — ; compte tenu des augmentations de traitement prévues, ces plafonds contraindront les collectivités locales à relever leurs taux d'imposition d'un cinquième environ et/ou à réduire le volume de leurs dépenses. Il est en outre prévu que le montant total des emprunts des industries nationalisées sera plus faible en 1980/81 qu'en 1979/80. De même, le Gouvernement prévoit de nouvelles ventes d'actifs pour un montant de l'ordre de 500 millions de livres. Ces deux derniers facteurs contribueront largement à maintenir les dépenses publiques totales à un niveau à peu près stable sur les trois exercices se terminant en 1980-81.

Sur la base du Livre blanc, les dépenses des administrations publiques (y compris de certaines sociétés publiques) exprimées en pourcentage du PIB seront encore élevées en 1980-81 par rapport aux niveaux passés⁴⁸ (environ 43½), mais ceci tiendra

44 Cmnd 7746, novembre 1979, HMSO.

45 Les chiffres pour 1979/80 tiennent compte des réductions annoncées dans le budget.

46 Le niveau prévu des dépenses en capital des collectivités locales en 1980/81 est en recul d'environ 8 % par rapport à 1978/79 et de 9 % par rapport aux résultats estimés pour 1979/80.

47 Les travailleurs manuels des collectivités locales, qui représentent environ le tiers de l'ensemble de leurs effectifs, ont obtenu une augmentation de 13 % à la mi-janvier.

48 Les autorités ont, par ailleurs, annoncé au début de décembre qu'après une compression du nombre des fonctionnaires d'environ 20 000 au cours du présent exercice, les effectifs de la fonction publique seront encore réduits de 40 000 d'ici 1982/83, ce qui représentera au total une contraction d'un peu plus de 8 % du nombre des membres de la fonction publique en quatre ans.

Dépenses des administrations publiques en % du PIB

	Total, y compris certaines sociétés publiques, aux prix de l'enquête de 1979 ¹	Total des dépenses en biens et services aux prix de 1979	Total des dépenses aux prix courants	Total des dépenses en biens et services aux prix courants
1970/71		26½	38½	22½
1971/72	41¾	26	38½	22½
1972/73	42	25½	38¾	22¾
1973/74	41½	26	41%	24½
1974/75	45½	25¾	45¼	26
1975/76	46	27	46	26¾
1976/77	43½	26	45	25½
1977/78	40¾	24½	43	23½
1978/79	42	24	43½	23
1979/80	43½	23¾	43%	23½
1980/81	43½	23¾	43½	23½

1 Estimation approximative.

Tableau 12 Projets de dépenses publiques

	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81
	Résultats				Résultats attendus	Projets	Pourcentage de variation en volume par rapport à l'exercice précédent				
	Milliards de livres, prix 1979 de l'enquête										
1 Administration centrale	49.0	47.7	46.1	49.9	52.0	51.9	-2.5	-3.4	8.3	4.2	-0.2
2 Administrations locales	20.6	19.5	18.4	18.4	18.7	17.9	-5.4	-5.6	0.3	1.4	-4.5
3 Certaines entreprises publiques	1.5	1.3	1.1	1.0	1.1	1.0	-9.0	-18.4	-6.6	8.5	-6.9
4 Dépenses affectées à des programmes (1 + 2 + 3)	71.1	68.5	65.5	69.3	71.8	70.7	-3.6	-4.3	5.8	3.5	-1.5
5 Réserves pour imprévu	—	—	—	—	0.3	0.8	—	—	—	—	—
6 Intérêts de la dette	1.6	2.0	2.4	2.9	3.1	3.2	30.1	16.4	23.0	6.1	3.2
7 Total des postes ci-dessus (4 + 5 + 6)	72.6	70.5	67.9	72.2	75.1	74.7	-2.9	-3.7	6.4	4.0	-0.6
8 Total, à l'exclusion des intérêts de la dette (4 + 5)	71.1	68.5	65.5	69.3	72.0	71.5	-3.6	-4.3	5.8	3.9	-0.8
9 Emprunts nets des entreprises nationalisées à l'étranger et sur le marché	0.8	1.6	1.0	0.5	-0.5	-0.2					
10 Ventes spéciales d'actifs	—	—	-0.7	—	-1.0	-0.5					
11 Total des dépenses envisagées (8 + 9 + 10)	71.8	70.1	65.8	69.8	70.5	70.8	-2.5	-6.0	6.0	1.1	0.3
12 Marge de surestimation	—	—	—	—	-0.7	-1.0					
13 Résultats, total (11 + 12), à l'exclusion des intérêts de la dette	71.8	70.1	65.8	69.8	69.8	69.8	-2.5	-6.0	6.0	0.0	0.0
14 Résultats, total moins ventes d'actifs et entreprises nationalisées (13 — 10 — 9)	71.1	68.5	65.5	69.3	71.3	70.5	-3.6	-4.3	5.8	2.9	-1.1
15 Résultats, total moins ventes d'actifs et moins entreprises nationalisées mais plus intérêts de la dette (14 + 6)	72.6	70.5	67.9	72.2	74.4	73.7	-2.9	-3.7	6.4	3.0	-1.0

Source : *The Government's Expenditure Plans*, Cmnd., 7746, HMSO, novembre 1979.

dans une large mesure aux stabilisateurs automatiques (indemnités de chômage principalement). En fait, si l'on exclut ces stabilisateurs qui tendent à faire monter les dépenses en période de marasme économique, les dépenses des administrations publiques en pourcentage du PIB ne dépasseront que très légèrement la moyenne relevée au début des années 70 et seront inférieures de près de trois points au niveau enregistré lors du dernier "creux" de 1975/76. En résumé, après avoir exercé en 1978/79 un effet expansionniste qui a plus ou moins compensé la contraction opérée au cours des deux années précédentes, la politique budgétaire est de nouveau devenue restrictive en 1979/80. Le déficit des administrations publiques en 1978/79 a été presque exclusivement dû aux stabilisateurs automatiques ; dans l'optique du budget de haut niveau d'emploi, le compte combiné des transactions courantes et des transactions en capital aurait été approximativement équilibré, alors qu'en 1979/80, sur cette même base, il se soldera vraisemblablement par un excédent de l'ordre de 1 à 2 % du PIB. Les autorités ont annoncé que leur objectif pour 1980/81 est de maintenir le déficit en pourcentage du PIB à peu près à son niveau de 1979/80, ce qui, compte tenu des mesures annoncées et de la progression des dépenses due aux stabilisateurs automatiques, ne laisse guère la possibilité de procéder à des modifications délibérées des recettes dans le budget de 1980/81. Sur cette base, l'excédent du budget de haut niveau d'emploi atteindra vraisemblablement quelque 3 % du PIB en 1980/81.

Autres mesures

Se démarquant sensiblement de la politique de ses prédécesseurs, le nouveau Gouvernement a officiellement abandonné la politique des prix et des revenus sous la forme structurée qui avait été en vigueur pratiquement sans discontinuer depuis 1972, rétabli la liberté des négociations collectives et supprime la Commission des prix. Les mesures de lutte contre les pratiques restrictives ont été renforcées⁴⁹. Qui plus est, le contrôle des dividendes a été abandonné au milieu de 1979. La politique du nouveau gouvernement en matière de prix et de revenus est essentiellement fondée sur l'idée que le contrôle de la masse monétaire, étayé par le strict encadrement des dépenses publiques résultant de l'application des plafonds de ressources, réduira le taux de progression des salaires et des prix tout en modifiant les anticipations concernant l'ampleur des augmentations de salaire contractuelles. Parallèlement, comme nous l'avons déjà vu, le Gouvernement s'efforce de faire mieux prendre conscience à l'opinion publique des conséquences que peuvent avoir les actions des participants aux négociations collectives.

Une profonde révision des politiques industrielle, régionale et de l'emploi est également en cours depuis le milieu de 1979, l'objectif étant de réduire le rôle de l'État et d'encourager l'esprit d'entreprise du secteur privé. Le champ géographique d'application de la politique régionale a été réduit afin d'accroître l'efficacité des aides apportées aux régions qui continuent à en bénéficier, et les modifications de la fiscalité introduites dans le budget de juin (réduction de la part relative des impôts directs au profit de celle des impôts indirects) visent à renforcer l'incitation à travailler. Indépendamment de ces révisions, le « National Economic Development Council », qui réunit des représentants du Gouvernement, des employeurs et des syndicats, a fait effectuer une étude sur ses « Economic Development Committees » et « Sector Working Parties » chargés des différentes branches, et a décidé d'en supprimer certains dont la contribution était

49 Le projet de loi sur la concurrence (Competition Bill) publié le 12 juillet 1979 définit comme « pratiques anticoncurrentielles » les pratiques qui ont, risquent d'avoir ou sont destinées à avoir pour effet de limiter, empêcher ou fausser la concurrence. Aux termes de ce projet de loi, dit loi anti-inflation (Counter-Inflation Act) de 1973 est abrogée dans sa totalité, à l'exception de deux sections, le projet de loi renforce les pouvoirs du Directeur général de la « Fair Trading and the Monopolies and Mergers Commission » : les nouvelles propositions s'appliquent au secteur public comme au secteur privé.

jugée peu importante. Les autorités ont, par ailleurs, légèrement modifié les objectifs des « Sector Working Parties » restants en les incitant à centrer davantage leurs activités sur la mise en pratique de leurs conclusions au niveau des entreprises individuelles, concernant notamment l'accroissement de la productivité.

Les politiques d'aide financière à l'industrie ont été modifiées. Dans le budget de juin, le Gouvernement a annoncé des compressions de l'ordre de 210 millions de livres des aides du secteur public à l'industrie en 1979/80 ; des économies supplémentaires doivent être réalisées en réduisant les nouveaux projets du National Enterprise Board (NEB) et du ministère de l'Industrie (environ 55 millions de livres) en comprimant diverses catégories de dépenses du Post Office et de British Aerospace (10 millions de livres environ), et en retardant le versement des subventions de développement régional (145 millions de livres). Parallèlement, des compressions d'un montant total de 170 millions de livres environ ont été effectuées dans le programme d'emploi et de formation, principalement en réduisant le champ d'application de certaines des mesures spéciales en faveur de l'emploi et en les concentrant sur les régions à fort chômage. On prévoit en conséquence que l'impact des mesures spéciales de soutien de l'emploi sur le chômage se maintiendra à son niveau présent — approximativement estimé à 200 000 — jusqu'en mars 1980 au lieu de se renforcer comme le précédent Gouvernement l'avait prévu. Un certain nombre de programmes doivent venir à expiration le 31 mars 1980 et l'on étudie actuellement la question de savoir s'ils doivent être reconduits après cette date. Le budget pour 1979/80 prévoyait également des réductions de dépenses de 320 millions de livres dans les industries énergétiques.

Au mois de juillet, le Gouvernement a sensiblement révisé en baisse la politique régionale. Les régions assistées (régions spéciales de développement, régions de développement et régions intermédiaires) qui couvrent environ 40 % de la population salariée en Grande-Bretagne ne doivent plus en couvrir que 25 % d'ici trois ans. Le classement d'un certain nombre de régions doit être modifié (pour plusieurs en baisse et pour quelques-unes en hausse) et certaines régions perdront leur statut de région assistée. Pendant la même période, le budget d'aide régionale qui est de 610 millions de livres par an doit être réduit de 233 millions de livres. Il est prévu à cet effet de maintenir les subventions de développement aux régions spéciales de développement, de ramener à 15 % les subventions destinées aux régions de développement et de supprimer les subventions aux régions intermédiaires. Ces modifications doivent permettre de concentrer l'aide sur les régions qui en ont véritablement besoin et qui bénéficieront ainsi de concours plus importants en termes absolus. Un effort particulier doit être fait pour encourager l'investissement dans les petites entreprises. Les autorités ont, par ailleurs, sensiblement durci les conditions de leur aide en tenant compte des effets de création d'emplois des projets envisagés et en favorisant les projets qui sont internationalement compétitifs. Le Livre blanc sur les prévisions de dépenses du secteur public en 1980/81 qui a été présenté en novembre prévoit une nette diminution, par rapport aux projections de janvier 1979, du niveau des dépenses publiques dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, du commerce et de l'emploi en 1980/81. On prévoit maintenant que la part de ces secteurs dans les dépenses publiques totales sera de 4 % en 1980/81 et non de près de 5 % comme on le prévoyait en janvier 1979. En raison des engagements existants, ces compressions de dépenses ne feront pleinement sentir leurs effets qu'après 1980/81.

IV PERSPECTIVES A COURT TERME ET CONCLUSIONS

Perspectives à court terme

La situation des marchés mondiaux du pétrole, du point de vue des prix et des approvisionnements, rend particulièrement incertaines les perspectives à court terme pour la zone de l'OCDE. Selon les prévisions du Secrétariat présentées dans le N° 26 de *Perspectives économiques*, le PIB réel de la zone de l'OCDE devait augmenter d'environ 1 % en 1980 mais, après les dernières hausses des prix du pétrole, il se peut à présent que le PIB global de la zone reste pratiquement stationnaire. Le taux de croissance des échanges intra-OCDE semble lui aussi devoir être un peu inférieur aux 3½ % prévus en décembre. Il est à craindre, toutefois, que l'effet déflationniste direct de la hausse des prix du pétrole se trouve accentué par une dégradation de la confiance des entreprises et des ménages. Si l'évolution effective de la zone de l'OCDE était sensiblement différente de ce que l'on présume, cela ne manquerait évidemment pas d'avoir des incidences sur l'économie du Royaume-Uni et, en particulier, sur la croissance prévue de ses exportations et sur son taux d'inflation.

Les prévisions supposent qu'il n'y aura pas de changement de politique notable au cours de la période considérée. L'orientation de la politique budgétaire sera restrictive, les dépenses publiques en termes réels diminuant probablement un peu plus vite que prévu pour faire place aux fortes majorations de salaires attendues dans le secteur public. En raison, toutefois, du fléchissement escompté de la production, les stabilisateurs automatiques du budget auront tendance à accroître le déficit du secteur des administrations publiques (besoin de financement) et à faire monter le besoin d'emprunt du secteur public (BESP) aux alentours de 10½ milliards de dollars, ce qui représenterait, en termes réels, un niveau à peu près identique à celui que l'on attend pour 1979/80. La politique monétaire sera elle aussi restrictive ; la masse monétaire (M3 en sterling) devrait croître à un taux proche de la limite supérieure de la fourchette de 7 à 11 % fixée comme objectif, mais l'expansion des liquidités globales pourrait être un peu plus forte. Les prévisions font la part d'une légère baisse des taux d'intérêt — qui refléterait un fléchissement de la demande de crédit — mais à la fin de 1980, ils seront sans doute toujours à des niveaux exceptionnellement élevés. En raison, dans une large mesure, d'une amélioration substantielle de la balance extérieure réelle⁵⁰, la balance commerciale devrait passer d'un solde déficitaire de 6¾ milliards de dollars en 1979 à un léger excédent en 1980. L'accroissement de la production pétrolière de la mer du Nord entre 1979 et 1980 est estimé à quelque 4 milliards de dollars et sera à l'origine de plus de la moitié de l'amélioration de la balance des paiements courants au cours de cette période⁵¹. On s'attend aussi que la dégradation du compte des opérations invisibles s'interrompe en 1980, ce qui donnerait un excédent courant d'environ 1½ milliard de dollars pour l'ensemble de l'année 1980.

L'évolution en 1980 sera fortement influencée par les majorations qui seront accordées dans le cadre des accords salariaux, domaine où l'incertitude est très grande à l'heure actuelle. On prévoit des augmentations de salaires plus fortes dans le secteur public, notamment dans les administrations publiques⁵², que dans le secteur privé, en

50 La prévision est fondée sur l'hypothèse que les taux de change resteront stables à partir du début de 1980.

51 Selon les prévisions, le Royaume-Uni deviendrait exportateur net de pétrole vers la fin de 1980.

52 La Commission présidée par le Professeur Clegg doit déposer au début de 1980 de nouveaux rapports sur la comparabilité des salaires dans le secteur public. L'OCDE pense que ces rapports recommanderont, pour la fonction publique, des relèvements de salaires qui tiendront compte du retard relatif pris ces dernières années par les rémunérations des agents du secteur public.

raison de la dégradation relative des rémunérations du secteur public au cours des quelques dernières années. Les prévisions sont fondées sur l'hypothèse technique selon laquelle les rémunérations moyennes augmenteront jusqu'à la fin de 1980 à un taux (environ 17 %) pratiquement identique au taux tendanciel observé sur les 12 mois se terminant à la fin de 1979. Ce facteur, conjugué à un fléchissement de la production, devrait entraîner une accélération de la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre, dont le taux atteindrait ainsi 19 % en 1980. La marge croissante de ressources inemployées et les fortes majorations de salaires comprimeront encore les profits⁵³, ce qui, de nouveau, freinera quelque peu la hausse des prix à la consommation⁵⁴. L'augmentation des prix à l'importation devrait s'accélérer en 1980, mais leur taux de hausse restera légèrement inférieur à celui des coûts intérieurs, exerçant ainsi une influence modératrice sur la hausse des prix à la consommation. Sur cette base, le taux sous-jacent d'augmentation des prix à la consommation, compte non tenu des

Tableau 13 Perspectives de croissance pour 1980
Pourcentage de variation en volume, taux annuels désaisonnalisés

	1978		1979 ¹ 1978	1980 ² 1979	1980 II ² 1979 II
	Prix courants, milliards de livres	% du PNB			
Consommation privée	96.1	59.4	4	½	1½
Consommation publique	32.7	20.2	1½	—	-½
Formation de capital fixe	29.2	18.1	-5	-6½	-8½
Secteur public	9.3	5.7	-3½	-8½	-10½
Secteur privé	20.0	12.3	-5½	-5½	-7½
Demande intérieure finale	15.8	97.7	1½	-1	-1
Plus variation des stocks ³	1.5	0.9	½	-1½	-1½
Plus ajustement « de compromis » ^{3, 4}	..	..	1½	-2½	-2
Demande intérieure totale	159.5	98.7	3½	-3	-3
Exportations	47.6	29.5	2½	3½	½
Importations	45.5	28.2	11	-½	-2½
Plus variation de la balance extérieure ⁵	2.1	1.3	-2½	1	1
PIB aux prix du marché ⁵	161.6	100.0	½	-2	-2½
PIB aux prix du marché ⁵ , mer du Nord exclue	157.6	97.5	—	-2½	-2½
<i>Pour mémoire :</i>					
Indice des prix implicite de la consommation privée	..	..	12	16½	15½
Revenu disponible réel	38.5	23.8	5	½	½

1 Les chiffres pour 1979 sont provisoires ; ils sont fondés sur les données publiées pour les deux premiers trimestres et sur des estimations du Secrétariat de l'OCDE pour les deux derniers trimestres.

2 Prévisions du Secrétariat de l'OCDE.

3 En pourcentage du PIB de la période précédente.

4 Différence entre la production calculée dans l'optique de la dépense et l'estimation « de compromis » de la production, laquelle est la moyenne pondérée des trois estimations du PIB établies respectivement dans l'optique de la production, de la dépense et du revenu. Les variations exceptionnellement importantes de l'ajustement de compromis en 1979 et 1980 reflètent en partie de fortes variations des stocks qui n'ont pas été identifiées et, dans une moindre mesure, des mouvements des investissements et des échanges commerciaux.

5 Sur la base de l'estimation « de compromis ».

Sources : « Press and Information Service Release » et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

53 La part des bénéfices des sociétés (pétrole de la mer du Nord exclu) dans le PIB tomberait de 8¼% en 1978 à moins de 7% en 1979 et se réduirait à près de 6% en 1980 (dans le passé, la part la plus faible avait été enregistrée en 1975 : 6.3%).

54 L'indice implicite des prix des dépenses de consommation dans l'optique des comptes nationaux.

effets mécaniques des majorations des impôts indirects de juillet 1979, se stabiliserait aux alentours de 15½ % en 1980, soit une augmentation supérieure d'environ 2 points au taux sous-jacent de hausse enregistré en 1979. Compte tenu des relèvements des impôts indirects, la hausse des prix à la consommation d'une année à l'autre devrait atteindre en moyenne 16½ % en 1980⁵⁵.

On pense que le ralentissement plus prononcé de l'activité affectera sérieusement les revenus des entreprises individuelles et les revenus perçus sous forme de dividendes, ce qui, conjugué à l'accélération de l'inflation, devrait provoquer une légère baisse des « autres revenus » en termes réels⁵⁶. Les transferts publics au secteur des ménages devraient augmenter légèrement moins qu'en 1979 (18 %), mais alors qu'en 1979 on avait enregistré un accroissement substantiel des transferts réels par bénéficiaire, l'augmentation de 1980 sera due pour l'essentiel à l'accroissement du nombre de chômeurs, sans guère d'augmentation du montant réel des transferts par bénéficiaire. En outre, on présume que le Gouvernement n'accordera pas, comme en 1978 et 1979, d'allègements substantiels de l'impôt sur le revenu⁵⁷. On prévoit donc que le revenu disponible réel augmentera de ½ % sur l'ensemble de l'année 1980 (contre 5 % en 1979). Il est probable qu'en partie par précaution, dans la perspective d'un accroissement du chômage, et aussi afin de limiter la dévalorisation en termes réels de leurs avoirs liquides et semi-liquides, les ménages augmenteront encore légèrement leur taux d'épargne en 1980⁵⁸. Par conséquent, la consommation privée demeurerait à peu près au même niveau qu'en 1979. Étant donné son profil cyclique prononcé, la demande de biens durables devrait diminuer.

Les contraintes imposées par les plafonds applicables à certaines catégories de dépenses publiques et les réductions annoncées devraient se traduire par une forte compression des dépenses des administrations publiques en biens et services, et notamment de leurs investissements fixes, qui, selon les prévisions, devraient diminuer de plus de 5 % en 1980 pour revenir à un niveau inférieur de moitié à celui de 1973. Toutes les grandes composantes des investissements privés paraissent devoir marquer un recul en 1980. Si, comme on le prévoit, les profits s'établissent en deçà de leurs bas niveaux de 1974 et que la marge déjà importante de capacités inutilisées continue d'augmenter, les investissements dans les industries manufacturières⁵⁹ devraient baisser de plus de 8 %, soit à peu près le même taux que celui qui ressort des récentes enquêtes sur les intentions des chefs d'entreprises. Pareille réduction ramènerait les investissements bruts à un niveau à peine supérieur à celui de la consommation de capital et se traduirait ainsi par un ralentissement prononcé de la croissance du stock net de capital dans les industries manufacturières⁶⁰, qui tomberait d'un peu plus de 1 % en 1979 aux alen-

55 Les contributions en pourcentage à la hausse des prix à la consommation en 1980 seraient les suivantes (les chiffres de 1979 sont indiqués entre parenthèses). Coûts unitaires de main-d'œuvre : 7½ (5¼); autres coûts intérieurs : 1¼ (½); prix à l'importation (pétrole compris) : 4 (2); impôts indirects nets : 3½ (4¼).

56 Revenus des entreprises individuelles, loyers et bénéfices, dividendes et intérêts perçus.

57 On admet que les abattements au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques seront ajustés en fonction du taux d'inflation. Cette mesure limitera l'érosion fiscale des revenus.

58 Étant donné le délai qui s'écoule entre la baisse de la valeur réelle des avoirs liquides et semi-liquides (provoquée par une hausse des taux d'inflation et d'intérêt) et l'augmentation du taux d'épargne destinée à maintenir la valeur réelle de ces actifs à moyen terme, on prévoit que le taux d'épargne augmentera fortement en 1981. Cette prévision est fondée sur l'hypothèse qu'il n'y aura pas de baisse spectaculaire du taux d'inflation ni du niveau des taux d'intérêt en 1980.

59 Y compris les éléments d'actif loués en crédit-bail aux entreprises manufacturières.

60 Les chiffres relatifs au stock net de capital ont essentiellement été tirés des statistiques de comptabilité nationale du Royaume-Uni, mais les chiffres sur les investissements ont été corrigés en hausse pour tenir compte du crédit-bail; on a également admis que la consommation de capital était légèrement plus élevée en raison de l'accélération de l'obsolescence des équipements due à la crise pétrolière et à la perte de compétitivité provoquée par la forte hausse des coûts de main-d'œuvre, conjuguée à la valeur élevée du sterling.

tours de $\frac{1}{4}$ % en 1980⁶¹. Du fait de la compression des profits et du caractère peu encourageant des perspectives de croissance, la progression des investissements dans la distribution et les services devrait fortement se ralentir sur l'ensemble de l'année, s'établissant à un taux annuel proche de 1 % au second semestre. L'évolution des revenus disponibles réels au cours de l'année et la légère baisse des taux d'intérêt des prêts hypothécaires prévue pour le second semestre permettront peut-être aux investissements privés dans le logement de marquer une reprise au second semestre de 1980, mais sur l'ensemble de l'année, on prévoit que ceux-ci diminueront de 8 %. Les investissements fixes du secteur privé devraient décliner d'environ 6 %, ce qui porterait le recul des investissements fixes totaux à $6\frac{1}{2}$ %, contre 5 % en 1979.

Le maintien d'une forte formation de stocks pendant trois années consécutives s'est traduit par un rapport des stocks aux ventes passablement élevé (le plus élevé des vingt dernières années, en fait, si l'on fait abstraction de la période 1974-1975) qui, conjugué à la sévère compression de la marge brute d'autofinancement des entreprises et à la perspective d'une faible demande, devrait conduire à un certain déstockage en 1980. Joint au renversement de l'ajustement de compromis, qui reflète une partie des mouvements non identifiables des stocks, et qui devrait retrouver un niveau normal, ce mouvement devrait représenter une assez forte contribution négative à la variation du PIB et réduire la demande intérieure totale d'un peu plus de 3 % en 1980. Bien que le niveau de celle-ci ait sans doute été le même en 1973 et en 1978, sa composition a notablement changé au cours de cette période. De 1973 à 1978, la demande de consommation des ménages s'est accrue de $5\frac{1}{2}$ % et la consommation publique de $9\frac{1}{4}$ %, tandis que les investissements (y compris la formation de stocks, qui a accusé un renversement de grande ampleur) ont diminué de plus de 20 %.

On prévoit qu'une nouvelle perte importante de compétitivité des exportations⁶² (à la fin de 1980, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre pourraient dépasser d'environ 40 % leur niveau de 1977) et le manque de dynamisme des échanges mondiaux entraîneront un ralentissement prononcé de l'expansion du volume des exportations de marchandises, qui, après s'être chiffrée à 7 % sur l'année 1979, ne serait plus que d'environ $\frac{3}{4}$ % du second semestre de 1979 au second semestre de 1980. Toutefois, par suite de l'augmentation considérable intervenue dans la deuxième partie de 1979⁶³, l'accroissement moyen sur l'année 1980 sera d'environ 4 $\frac{1}{2}$ %. Les exportations de pétrole devraient beaucoup augmenter. Celles-ci mises à part, le taux de croissance des exportations de marchandises sur l'année 1980 sera d'environ $\frac{1}{4}$ %. On présume que les exportations de services marqueront un léger redressement, qui fera ressortir à $3\frac{3}{4}$ % l'accroissement du volume des exportations de biens et de services en 1980. Par suite de la contraction de la demande intérieure et, plus spécialement, de l'arrêt de la forte expansion de la demande de consommation des ménages qui a joué en grande partie en faveur de biens importés, les importations de marchandises autres que le pétrole fléchiront légèrement en 1980. L'augmentation de la production de pétrole en mer du Nord et une diminution de la consommation de pétrole due à la baisse du niveau d'activité devraient entraîner en 1980 une réduction prononcée du volume des importations de pétrole, qui ramènerait l'accroissement des importations totales de biens et de services en 1980 à un peu moins de $\frac{1}{4}$ %. Au total, la contribu-

61 Sur la base de l'augmentation tendancielle de la consommation de capital, on prévoit que le stock net de capital diminuera en 1981, pour la première fois depuis la crise économique du début de années 30.

62 Par rapport au milieu de 1979, la compétitivité des exportations de produits manufacturés paraît devoir se détériorer en 1979 d'environ 12 % (en taux annuel) sur la base des coûts unitaires de main-d'œuvre, et un peu moins sur celle des prix à l'exportation.

63 Le taux annuel de croissance du volume des exportations de marchandises a été de $17\frac{3}{4}$ % au second semestre de 1979 et l'on prévoit qu'il s'établira à 1 % au premier semestre de 1980 et $\frac{1}{4}$ % au second semestre de 1980.

tion positive de l'évolution du solde extérieur réel à la variation du PIB se chiffrera à un peu plus de 1 %, de sorte que l'on peut prévoir une diminution d'environ 2 % du PIB. Abstraction faite de la contribution de la production de pétrole en mer du Nord, la baisse du PIB se chiffrerait à quelque 2½ %.

La production manufacturière paraît devoir baisser à peu près au même taux que le PIB, mais la construction — sous l'effet du recul sensible que marqueront à la fois les investissements privés dans le logement et les investissements des administrations publiques — devrait diminuer dans des proportions considérablement plus élevées. Du fait du décalage habituel entre les variations de la production et celles de l'emploi, la baisse de l'emploi sera modérée au début de 1980, mais elle s'accroîtra par la suite pour atteindre un taux annuel de près de 2 % vers la fin de la période sur laquelle portent les prévisions. Sur l'ensemble de l'année 1980, l'emploi devrait, semble-t-il, diminuer d'à peu près 1 %, ce qui se traduirait par une perte de productivité d'environ 1½ %. Si l'on admet que, comme les deux années précédentes, la population active augmentera à un taux annuel inférieur à ¼ %, le taux de chômage devrait atteindre environ 7 % à la fin de 1980 (contre 5¼ % à la fin de 1979)⁶⁴. Toutefois, si l'effet de découragement normalement constaté en période de fort chômage provoque une baisse spectaculaire des taux de participation au cours de la période considérée, l'accroissement statistique du chômage sera inférieur à ce chiffre.

Conclusions

Les résultats de l'économie britannique sont restés décevants ces dernières années. Les pressions inflationnistes n'ont pas faibli : l'inflation s'est en fait fortement accélérée au cours de 1979. Et bien que la production de pétrole et de gaz de la mer du Nord ait augmenté pour atteindre un niveau estimé à 10-15 milliards de dollars en 1979, la position foncière de la balance des paiements dans le secteur non pétrolier est restée fortement déficitaire. En raison surtout de sa faible compétitivité, le secteur manufacturier n'a pas pu répondre de façon adéquate à la demande croissante, ce qui a provoqué une augmentation tendancielle prononcée des importations. La principale raison de cette situation est le niveau élevé des coûts de main-d'œuvre et les faibles taux de profit qui en sont résultés, lesquels, de leur côté, ont été la cause de la faiblesse des investissements dans les industries manufacturières. Au surplus, la persistance d'une croissance ralentie, conjuguée à des demandes de forte majoration des salaires et à des réticences à accepter l'évolution structurelle allant de pair avec l'innovation et la modernisation, a tendu à accentuer les pressions inflationnistes. L'Étude économique de l'OCDE sur le Royaume-Uni publiée l'an dernier soulignait déjà le caractère négatif des fortes augmentations de salaire qui, par leurs effets défavorables sur la compétitivité, les profits et les investissements productifs, ont été une cause importante de la croissance ralentie et du déclin relatif de l'économie britannique.

Les résultats de l'économie ont aussi souffert d'un manque de stabilité dans la gestion économique. Pendant une bonne partie des années 70, les politiques monétaire et budgétaire et la politique des revenus avaient été sujettes à des variations périodiques déstabilisantes qui, en créant un climat d'incertitude, avaient freiné l'offre et renforcé les pressions inflationnistes ainsi que la demande d'importation. La politique expansionniste suivie au début des années 70 s'est accompagnée d'une vive accélération de la hausse des salaires et des prix, d'importations massives et d'un déficit extérieur courant considérable. Une période de restriction allait suivre inmanquablement et, de fait, les politiques monétaire et budgétaire rigoureuses appliquées en 1975 et

64 On suppose en outre que nombre de dispositifs de soutien de l'emploi, qui arriveront à expiration en 1980, ne seront ni prorogés ni remplacés par d'autres programmes. A lui seul, ce fait provoquerait un accroissement du chômage enregistré.

1976 en même temps qu'une politique de modération des salaires ont dans une certaine mesure corrigé les excès antérieurs. Mais la politique économique a ensuite été réorientée dans un sens expansionniste en même temps que les contraintes exercées sur la détermination des rémunérations se relâchaient. La conjonction d'une augmentation des gains réels, d'allègements d'impôts et d'un accroissement des transferts allait grandement excéder la capacité de l'économie : au cours des années 1978 et 1979 prises ensemble, les revenus réels des particuliers ont augmenté d'environ 12 % et la production réelle d'environ 4 %. Pareille évolution ne pouvait manquer de se traduire par une forte accélération de l'inflation et des importations. Elle signifiait aussi que les avantages tirés de la production pétrolière croissante en mer du Nord étaient en fait utilisés pour financer la consommation au lieu d'être affectés aux investissements productifs.

Afin d'essayer de briser le cercle vicieux de l'inflation rapide et de la croissance ralentie et d'ajuster l'économie à l'évolution structurelle, le Gouvernement issu des élections de mai a adopté une approche nouvelle qui consiste à miser plus que par le passé sur une politique monétaire stable dans le cadre d'une orientation plus largement axée sur les mécanismes du marché, et qui réduit le rôle de l'État en le limitant à l'instauration d'un cadre cohérent permettant d'encourager l'initiative et l'entreprise privées. Réduire l'inflation est l'objectif prioritaire de la politique économique. Le Gouvernement se propose d'y parvenir en limitant rigoureusement l'expansion de la masse monétaire et en menant une politique budgétaire ajustée de façon à permettre la réalisation de ses objectifs monétaires. Une idée maîtresse de l'approche du Gouvernement est qu'une politique monétaire rigoureuse est nécessaire si l'on veut réduire les anticipations inflationnistes ; l'autre angle d'attaque consiste à faire mieux comprendre à l'opinion publique les conséquences qu'auraient sur la production et l'emploi des augmentations de salaires qui n'iraient pas de pair avec une amélioration de la productivité.

Confronté aux problèmes à plus long terme et aux tendances récentes de l'économie, le Gouvernement ne peut que maintenir une limitation sévère et sans relâche de la croissance monétaire afin de réduire l'inflation, même si, à court terme, un certain fléchissement de la production et de l'emploi est peut-être à prévoir. Les conséquences de l'approche du Gouvernement ne se feront pas pleinement sentir à bref délai et il faudra attendre un certain temps pour pouvoir porter un jugement équilibré. Le champ et la durée des mesures d'austérité dépendront manifestement du temps qu'il faudra pour que se fassent jour des attitudes plus raisonnables à l'égard de la détermination des salaires. Il est difficile à l'heure actuelle de porter un jugement, notamment parce que l'inflation et les anticipations inflationnistes sont profondément ancrées dans le système, mais aussi parce que l'on ne peut se référer à une période antérieure où une politique semblable aurait été appliquée au Royaume-Uni. Les premiers résultats de la série de négociations salariales en cours et la plupart des prévisions laissent penser qu'il faudra du temps pour parvenir à réduire sensiblement le taux d'inflation sous-jacent. Il faut espérer que les effets des mesures actuellement mises en œuvre pour réduire l'inflation deviendront progressivement plus sensibles de façon à limiter la période de fléchissement de la production et de l'emploi.

Étant donné les fortes pressions inflationnistes dont il a été question ci-dessus, l'objectif que s'est fixé le Gouvernement de limiter rigoureusement la croissance monétaire en appliquant une politique budgétaire compatible avec cette orientation est essentiel. Et si l'on veut qu'un plus grand réalisme préside désormais à la détermination des revenus, il faudra que cet objectif soit atteint par la transformation nécessaire des anticipations et une meilleure compréhension des possibilités d'augmentation des salaires nominaux et réels. Bien que les résultats varient beaucoup selon les circonstances propres à chaque pays et son évolution passée, on peut penser d'après certaines expériences faites ailleurs que des discussions entre les autorités et les partenaires sociaux pourront contribuer à faire mieux comprendre dans quelle mesure les salaires

peuvent augmenter et aider ainsi à créer les conditions d'une évolution plus satisfaisante des prix et d'une croissance plus soutenue. Des possibilités de croissance existent d'autant plus que la productivité se trouve actuellement très réduite par la rétention de main-d'œuvre surnuméraire et par des pratiques restrictives dont l'atténuation et la suppression permettraient des gains rapides de productivité. Mais il est probable que ce potentiel de croissance restera en grande partie inexploité si l'on ne parvient pas à modérer la progression des salaires nominaux jusqu'à ce que l'on observe une amélioration de la compétitivité et de la faculté d'adaptation de l'économie et qu'une part accrue du revenu national soit affectée aux profits et à l'investissement, créant ainsi les conditions nécessaires à un processus dynamique de croissance non inflationniste et à un relèvement durable du niveau de vie.

Annexe

CHRONOLOGIE ÉCONOMIQUE

1979

16 janvier

La politique salariale de l'État est assouplie en vue d'éviter une série de grèves qui paralyseraient les services publics : l'accord en trois points approuvé par le Cabinet prévoit des majorations de salaires pour les agents les moins bien payés, l'alignement sur l'industrie privée pour un grand nombre de travailleurs du secteur public et des contrôles de prix plus sévères pour les entreprises manufacturières.

Publication d'un Livre blanc sur les projets de dépenses publiques de 1979/80 à 1982/83, indiquant que les dépenses publiques augmenteront de 4½ % pour s'établir à 68.2 milliards de livres en 1979/80, et de 2 % par an en moyenne jusqu'en 1982/83. Le besoin d'emprunt du secteur public resterait constant à 4¼ % du PIB en 1979/80 (7.2 milliards de livres).

8 février

Le taux prêteur minimum est relevé de 1½ % et fixé à 14 %. Il est annoncé qu'à compter du 31 mars 1979, les réserves officielles en or, en DTS et en devises autres que le dollar seront réévaluées chaque année aux prix prévalant sur le marché au cours des mois précédents, avec un abattement de 25 % pour l'or; la réévaluation de l'or, de son cours officiel de 42.22 dollars l'once au nouveau cours, fera passer la valeur des réserves d'or de 950 millions à 3.2 milliards de dollars, et la réévaluation des réserves totales ajoutera 3.5 milliards de dollars aux 16.26 milliards qu'elles atteignent à la fin de janvier 1979.

12 février

La Chambre des Communes approuve la loi sur la Commission des prix qui renforce la réglementation des prix en supprimant la clause de sauvegarde qui permettrait, sous réserve du contrôle de la Commission, de relever automatiquement les prix pour maintenir des bénéfices minimums, et un amendement est introduit pour couvrir les entreprises touchées par la hausse du coût des matières premières.

14 février

Les banques de clearing relèvent de 1 % le taux de base de leurs prêts et le taux des dépôts qui sont ainsi portés à 13½ % et 11 % respectivement.

La Banque d'Angleterre ramène le taux des dépôts spéciaux obligatoires de 3 à 1 % (dégageant ainsi ¼ de milliard de livres au sein du système bancaire) et le ramènera à 2 % le 9 mars et à 3 % le 30 mars. Le Gouvernement et le *Trade Union Congress* se mettent d'accord sur une nouvelle manière d'aborder les relations industrielles:

- Le TUC publiera des directives sur (i) les procédures de négociation afin d'éviter des conflits (ii) le déroulement des conflits et (iii) l'obligation d'appartenir à un syndicat donné (*closed shops*).
- Une évaluation des perspectives nationales sera faite chaque année avant Pâques conjointement par le Gouvernement, le patronat et les syndicats.
- L'objectif est de ramener le taux d'inflation à 5 % dans les 3 ans qui viennent.

19 février

Des dépôts spéciaux équivalant à 2 % des exigibilités sont débloqués afin d'alléger les pressions sur les réserves bancaires.

28 février

Le syndicat des mineurs accepte une majoration de 9 % proposée par le Coal Board.

Fin février

4.5 millions de journées de travail ont été perdues en janvier et février à cause des grèves (essentiellement à cause de la grève des transporteurs routiers).

1^{er} mars

La Banque d'Angleterre abaisse le taux prêteur minimum de 1 point de pourcentage à 13 %.

6 mars

Les banques de clearing ramènent le taux de base de leurs prêts de 13½ % à 13 %. Le Conseil agricole de la CEE décide que la livre verte sera dévaluée de 5 %.

5 avril

La Banque d'Angleterre réduit le taux prêteur minimum de 1 point de pourcentage, le ramenant à 12 %, et arrête ses interventions massives sur le marché des changes afin d'endiguer les entrées de devises.

12 juin

Le Budget est présenté au Parlement; les principales mesures prévues sont les suivantes:

- i) Impôt sur le revenu: le taux de base de l'impôt est réduit de 3 % et ainsi ramené à 30 % et la limite supérieure de la tranche imposable au taux de base est relevée de 2 000 livres à 9 250 livres; pour les revenus imposables aux taux supérieurs, le seuil d'imposition est élevé de 2 000 livres à 10 000 livres, les tranches sont élargies et le taux maximum est ramené de 83 % à 60 %. Les abattements personnels sont augmentés.
- ii) Surtaxe sur les revenus d'investissement: le système de taux double est remplacé par un taux unique de 15 %, le seuil d'imposition unique étant fixé à 5 000 livres.
- iii) Les allocations pour enfants à charge et les pensions de veuve de guerre sont exonérées de l'impôt.
- iv) Impôt sur les sociétés: le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est ramené à 30/70 du montant des dividendes. Le plafond pour l'allègement consenti aux petites entreprises est relevé.
- v) Impôt sur les recettes pétrolières: le taux de l'impôt est porté de 45 à 60 %. Réduction de l'abattement consenti sur le pétrole. Allègement au titre des dépenses sur terre.
- vi) Impôt d'aménagement foncier: ramené à un taux unique de 60 %.
- vii) Impôts indirects: la taxe à la valeur ajoutée a désormais un taux unique de 15 % qui remplace les taux de 8 et 12½ % précédemment applicables.
- viii) Droits d'accise: relèvement des droits sur le pétrole léger et d'autres droits sur les produits pétroliers.
- iv) Dépenses publiques: réduction de 1.6 milliard de livres des dépenses publiques. D'importantes réductions sont prévues sur les subventions à l'industrie et à l'emploi, les dépenses de logement et les besoins de financement des entreprises nationalisées. Des économies supplémentaires seront réalisées sur les programmes de formation et de soutien de l'emploi (170 millions de livres) et sur les dépenses du Service national de santé. Seront augmentées les dépenses affectées à deux programmes — les régimes de pensions et la défense nationale.
- x) Le taux prêteur minimum est porté de 12 % à 14 %.
- xi) Le système de dépôts spéciaux supplémentaires est prorogé et la fourchette de taux retenue comme objectif pour la croissance de M3 en sterling est fixée à 7-11 % (taux annuel) pour la période de dix mois s'achevant en avril 1980.

12 juin

Annnonce de la première étape d'un programme d'assouplissement du contrôle des changes:

- possibilité d'obtenir des devises au cours officiel pour des investissements directs à l'étranger, à concurrence de 5 millions de livres par projet et par an;
- suppression de l'obligation de rapatrier ½ des bénéfices acquis à l'étranger;
- augmentation des allocations personnelles accordées aux émigrants, pour l'achat de biens à l'étranger, pour des voyages et des dons en espèces;
- suppression de l'obligation de couvrir à 115 % les investissements de portefeuille à l'étranger financés par des emprunts en devises étrangères; l'intérêt de ces emprunts pourra être versé en devises obtenues sur le marché officiel;
- abolition des contrôles sur l'importation d'or et de pièces de monnaie.

14 juin

Le taux de base des prêts des banques commerciales est relevé de 2 points et porté à 14 %; les taux des dépôts sont aussi élevés de 9-9½ % à 11½-12 %.

5 juillet

Suppression des restrictions de change sur l'utilisation non bancaire de sterlings pour le financement d'échanges commerciaux entre pays tiers.

12 juillet

Adoption du projet de Loi sur la concurrence qui comporte quatre éléments principaux :

- renforcement des pouvoirs du Director General of Fair Trading et de la Commission des monopoles et des fusions pour lutter contre les pratiques qui restreignent ou limitent la concurrence dans les secteurs public et privé;
- le Secrétaire d'État est habilité à déférer les entreprises nationalisées et d'autres organismes publics devant la Commission des monopoles et des fusions pour enquête sur leur efficacité, leurs coûts, leurs prestations de services et l'abus éventuel de pouvoir monopolistique;
- une nouvelle procédure est promulguée qui permet au Secrétaire d'État de demander au Directeur général d'examiner les prix d'importance majeure pour la collectivité;
- la Commission des prix est supprimée et la législation y afférente abrogée.

13 juillet

Les taux hypothécaires sont portés à 12½ % avec effet à compter de janvier 1980.

17 juillet

Le Secrétaire d'État à l'Industrie annonce que le budget d'aide régionale de 609 milliards de livres par an doit être réduit de 233 millions de livres dans l'espace de trois ans; ces réductions seront suivies du reclassement ou déclassement de certaines des zones assistées, et les fonds seront alors concentrés sur les régions confrontées aux problèmes les plus critiques.

18 juillet

Un assouplissement partiel des restrictions de change est annoncé. Les principales modifications sont les suivantes :

- des devises pourront être obtenues sans limite au cours officiel pour tous les investissements directs à l'étranger;
- les résidents du Royaume-Uni pourront investir au taux de change officiel dans la plupart des titres libellés et payables exclusivement dans la monnaie des autres pays de la CEE. Des mesures d'assouplissement semblables s'appliquent aux valeurs en monnaie étrangère émises par des organisations internationales dont le Royaume-Uni est membre;
- les emprunts en monnaie étrangère effectués par des résidents du Royaume-Uni pour financer des investissements de portefeuille à l'étranger, émis depuis au moins un an pourront être remboursés en devises obtenues au taux officiel.

27 juillet

Les taux d'intérêt sur les dépôts en compte d'investissement auprès de la Banque Nationale d'Épargne seront portés de 12 à 12½ % en septembre.

31 juillet

La Commission des prix est abolie. Les collectivités locales ont instruction de réduire leurs dépenses de 5 % au cours du prochain exercice financier. Suppression des contrôles sur les dividendes.

6 août

Les taux d'intérêt des certificats de dépôts fiscaux sont portés à 14 % pour les certificats remis en paiement des impôts et à 11 % pour ceux qui sont présentés à l'encaissement.

Publication du nouvel indice des impôts et des prix. Le Secrétaire d'État aux Finances déclare que cet indice ne servira pas de base pour les négociations salariales bien qu'il soit considéré comme un indicateur plus exact de l'évolution du coût de la vie que l'indice des prix de détail.

20 septembre

Annonce d'une augmentation de 8 % des tarifs de l'électricité à usage domestique en Angleterre et au pays de Galles.

1^{er} octobre

Les Titres I et III et certaines sections du Titre IV de la Loi bancaire de 1979 entrent en vigueur :

- Le Titre I établit un cadre légal pour l'agrément et la supervision des établissements de dépôt par la Banque d'Angleterre. Il prévoit un double système d'agrément pour les « banques reconnues » et les établissements de dépôt autorisés.
- Le Titre III contient des dispositions relatives au contrôle de la publicité visant à attirer les dépôts et réserve aux seuls établissements reconnus le droit de s'appeler banques et de qualifier leurs fonctions de bancaires.
- Le Titre IV contient des dispositions diverses et générales.

7 octobre

La Fédération patronale des industries électro-mécaniques se prononce en principe pour la réduction de la semaine de travail.

23 octobre

Le Chancelier de l'Échiquier annonce à la Chambre des Communes que tous les contrôles de change qui subsistent seront immédiatement supprimés sauf ceux qui restent nécessaires en ce qui concerne la Rhodésie. Les principales réglementations supprimées sont celles concernant :

- l'achat et la détention de devises étrangères au Royaume-Uni ou à l'étranger;
- les investissements de portefeuille à l'étranger;
- les prêts en sterling à des non-résidents.

24 octobre

Le Department of Employment annonce que la rémunération moyenne annuelle de la main-d'œuvre masculine a dépensé la barre des 5 000 livres.

Fin octobre

Dix-neuf millions de journées de travail ont été perdues au cours de la période de trois mois s'achevant en octobre à cause des grèves, principalement la grève des industries électro-mécaniques

1^{er} novembre

Dans un Livre blanc, le Gouvernement annonce ses projets de dépenses pour la période 1980-1981 : il se propose de stabiliser temporairement le volume des dépenses publiques afin (i) de réduire le taux d'inflation en contrôlant rigoureusement l'évolution de la masse monétaire et les emprunts publics; (ii) de réintroduire des incitations en s'abstenant d'augmenter les impôts et en les réduisant si possible; (iii) d'établir des prévisions de dépenses qui ne dépassent pas ce qui est compatible avec ces objectifs étant donné la médiocrité des perspectives d'accroissement à court terme de la production. Il est prévu des augmentations des dépenses affectées à la défense nationale, à l'ordre public et à la sécurité sociale.

9 novembre

Ouverture des listes d'inscriptions pour l'acquisition d'actions de l'État dans la British Petroleum après la décision prise par le Gouvernement de vendre pour 80 millions d'actions ordinaires. Un plan en trois points est annoncé afin de venir en aide aux petites entreprises.

15 novembre

Le Gouvernement annonce plusieurs mesures s'inscrivant dans un effort général pour reprendre l'initiative sur les marchés financiers et ramener la croissance de la masse monétaire à l'intérieur de la fourchette de taux fixée comme objectif officiel. Les principales mesures annoncées sont les suivantes :

- le taux prêteur minimum est élevé de trois points et porté au niveau record de 17 %;
- le Trésor lance sur le marché une nouvelle émission de titres de premier ordre 2000-03, d'un montant de 1 milliard de livres, au taux d'intérêt de 13½ %, d'un montant de 1 milliard de livres, au taux d'intérêt de 13¼ %;
- le recouvrement de l'impôt sur les recettes pétrolières est avancé de deux mois afin de réduire le besoin d'emprunt du secteur public en 1979-80;
- les contrôles appliqués à la croissance des opérations bancaires en vertu du système du « corset » seront prorogés de six mois, aux conditions en vigueur;
- la période visée par la fourchette de taux de 7 à 11 % retenue comme objectif pour l'expansion annuelle de M3 en sterling sera portée de 10 à 16 mois;
- le système de dépôts spéciaux supplémentaires est prorogé pour une nouvelle période de six mois jusqu'en 1980.
- les autorités annoncent qu'un document consultatif sur les méthodes de régulation monétaire sera publié au début de 1980.
- le montant maximum des avoirs que les retraités sont autorisés à détenir sous forme de certificats nationaux d'épargne indexés est porté de 700 à 1 200 livres;
- le taux d'intérêt payable sur les comptes d'investissement auprès de la Banque Nationale d'Épargne est relevé de 2½ points à 15 % à compter du 1^{er} janvier 1980;
- de nouveaux certificats nationaux d'épargne ordinaires seront émis en février.

16 novembre

Le Gouvernement annonce un plafond de 13 % au montant supplémentaire qu'il fournira pour contribuer à financer les augmentations de salaires et de prix dans les administrations locales.

22 novembre

Les sociétés de prêt à la construction portent le taux hypothécaire de base au niveau sans précédent de 15 % : ce taux prend effet immédiatement pour les nouveaux emprunteurs et entrera en vigueur dans les deux mois suivants pour les emprunts en cours. Annonce d'une majoration de 0.25 % des taux de base des cotisations des salariés et des employeurs à l'assurance nationale.

11 décembre

Après la proposition du Gouvernement suggérant de nouvelles règles pour le National Enterprise Board, tous les investissements futurs devront être financés à la fois par des fonds privés et des fonds publics.

12 décembre

La livre verte est dévaluée de 5 %.

Fin décembre

D'après des estimations provisoires, environ 28 millions de journées de travail ont été perdues pour cause de grève en 1979 ; ce chiffre est le plus élevé enregistré depuis la fin de la dernière guerre (le précédent record était 24 millions de journées perdues en 1972).

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A **Emploi du PIB**
Millions de livres

	PIB au coût des facteurs*	Dépense finale aux prix du marché**	Demande intérieure totale***	Dépenses de consom- mation	Dépenses publiques courantes	Investisse- ment fixe	Variation des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Impôts indirects moins subventions
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Aux prix courants :										
1975	93 502	132 967	105 822	63 704	23 050	20 545	-1 477	27 145	29 018	10 447
1976	109 958	159 909	124 692	73 765	26 683	23 602	642	35 217	36 871	13 080
1977	124 716	184 202	140 881	84 132	29 167	25 913	1 669	43 321	42 569	16 917
1978	141 861	206 800	159 525	96 086	32 693	29 218	1 528	47 275	45 479	19 640
Aux prix de 1975...										
1966	76 169	104 451	88 168	53 072	18 069	16 622	604	16 283	19 357	8 416
1967	78 138	107 921	91 508	54 255	19 100	18 024	480	16 413	20 696	8 656
1968	81 659	113 020	94 478	55 880	19 165	18 852	867	18 542	22 241	8 854
1969	83 091	114 994	94 630	56 169	18 808	18 924	927	20 364	22 955	8 823
1970	84 822	118 279	96 808	57 676	19 076	19 425	798	21 471	24 168	9 163
1971	87 051	122 014	98 989	59 557	19 642	19 735	188	23 025	25 331	9 510
1972	88 385	126 611	103 320	62 999	20 451	19 767	152	23 291	27 788	10 239
1973	95 634	137 600	111 491	65 911	21 426	21 111	3 043	26 109	31 052	10 914
1974	94 313	136 264	108 441	64 418	21 732	20 636	1 655	27 823	31 318	10 633
1975	93 502	132 967	105 822	63 704	23 050	20 545	-1 477	27 145	29 018	10 447
1976	96 681	137 835	108 388	63 852	23 477	20 623	436	29 447	30 297	10 857
1977	97 992	139 398	107 985	63 313	23 268	20 187	1 217	31 413	30 564	10 842
1978	100 523	144 131	111 965	66 728	23 623	20 485	1 129	32 166	31 751	11 857
...et après correction des variations saisonnnières :										
1978	2	25 042	35 771	27 826	16 522	5 870	229	7 945	7 790	2 939
	3	25 298	36 366	28 180	16 879	5 901	346	8 186	8 073	2 995
	4	25 385	36 253	28 098	16 895	5 979	164	8 155	7 902	2 966
1979	1	24 642	35 945	28 610	17 076	5 932	729	7 335	8 246	3 057
	2	25 263	37 563	28 919	17 791	6 022	222	8 644	9 086	3 214
	3	24 826	36 879	28 369	17 059	6 101	254	8 510	8 993	3 060

NOTE Pour les années antérieures à 1973, les agrégats diffèrent un peu de la somme des composantes à cause de la méthode de rebasement aux prix de 1975.

* 1 = 2 - 9 - 10.

** 2 = 4 + 5 + 6 + 7 + 8.

*** 3 = 2 - 8.

Source : *Economic Trends*.

Tableau B Formation intérieure brute de capital fixe par secteur et type d'actif et pour certaines branches d'industrie
Millions de livres aux prix de 1975, données désaisonnalisées

	Total	Secteur privé ¹	Adminis- trations publiques ¹	Sociétés publiques ¹	Véhicules, navires et avions	Installations et machines	Logements		Autres nouveaux bâtiments et ouvrages ²	Pétrole et gaz naturel	Industries manufac- turières ³	
							Privés	Publics				
1966	16 622	8 689	4 512	3 397	1 250	5 636	2 071	1 771	6 255	..	3 478	
1967	18 024	8 977	5 186	3 862	1 395	5 892	2 240	2 036	6 901	..	3 394	
1968	18 852	9 815	5 446	3 604	1 722	5 894	2 341	2 134	7 243	..	3 623	
1969	18 924	10 428	5 352	3 156	1 692	6 074	2 187	2 087	7 339	97	3 877	
1970	19 425	10 704	5 444	3 281	1 816	6 384	2 047	1 879	7 661	131	4 178	
1971	19 735	11 150	5 265	3 299	1 879	6 282	2 440	1 733	7 795	139	3 896	
1972	19 767	11 782	5 045	2 904	2 145	6 023	2 745	1 609	7 687	230	3 372	
1973	21 111	12 226	5 757	3 128	2 412	6 754	2 449	1 703	7 793	309	3 440	
1974	20 636	11 715	5 365	3 556	2 326	7 060	2 004	1 822	7 424	707	3 782	
1975	20 545	11 545	4 974	4 026	2 023	6 863	2 182	1 964	7 513	1 348	3 522	
1976	20 623	11 832	4 795	3 996	2 011	6 860	2 177	2 083	7 492	1 857	3 341	
1977	20 187	12 601	3 970	3 616	2 132	7 151	2 021	1 932	6 951	1 731	3 637	
1978	20 485	13 687	3 370	3 428	2 103	7 471	2 256	1 702	6 953	1 626	3 853	
1978	2	5 205	3 466	841	898	574	1 880	575	405	1 771	389	970
	3	5 054	3 333	868	853	502	1 869	536	465	1 682	389	966
	4	5 060	3 460	756	844	462	1 895	542	393	1 768	403	972
1979	1	4 899	3 210	852	837	517	1 866	434	396	1 703	378	952
	2	4 966	3 353	819	794	609	1 883	471	377	1 590	354	931

1 Y compris les achats moins les ventes de terrains et d'immeubles existants.

2 Y compris les coûts de transfert des terrains et immeubles.

3 Actifs loués en crédit-bail non compris.

Source : *Economic Trends*.

Tableau C Consommation et investissement

	Dépenses des consommateurs				Investissement					
	Total des ventes au détail (volume)	Ventes au détail non alimentaires (volume)	Immatri-culations de voitures neuves	Variations dans le total des crédits à l'achat en cours	Dépenses en capital		Commandes nouvelles du marché intérieur reçues par l'industrie mécanique ¹	Mises en chantier de logements		Constitution de stocks (industrie manufacturière)
					Industrie manufacturière	Commerce et services		Secteur privé	Secteur public	
1971 = 100	Milliers, moyenne mensuelle	Millions de livres, en fin de période	Millions de livres, aux prix de 1975	1975 = 100	Milliers	Millions de livres, aux prix de 1975				
1970	98.4	97.1	91	+92	4 177	3 429	..	165.1	153.8	592
1971	100.0	100.0	108	+251	3 898	3 578	..	207.4	136.9	-270
1972	105.8	109.0	139	+438	3 370	4 045	..	228.0	123.0	-288
1973	110.7	117.7	137	+444	3 440	4 519	121	215.7	112.8	1 170
1974	109.9	115.9	103	-164	3 782	4 476	102	105.9	146.1	1 281
1975	106.7	111.5	97	-13	3 522	3 852	83	149.1	173.8	-1 120
1976 1	105.9	110.5	101	+37	819	940	83	42.0	49.8	-46
2	106.7	112.0	107	+79	828	980	86	42.0	44.3	-70
3	107.2	113.1	96	+100	844	1 002	90	39.3	44.3	163
4	106.1	112.9	115	+127	850	1 014	90	31.4	32.4	304
1977 1	103.3	109.4	102	+144	876	1 066	95	29.9	30.3	251
2	102.4	108.1	104	+203	898	1 059	89	34.7	32.7	199
3	104.2	111.3	110	+262	919	1 117	92	35.3	34.6	4
4	104.7	111.3	113	+254	944	1 149	97	34.9	34.5	55
1978 1	106.4	113.6	128	+355	955	1 156	95	35.5	27.2	112
2	107.9	115.3	133	+375	970	1 190	95	39.6	30.0	137
3	110.7	119.9	133	+266	966	1 163	98	38.3	26.0	169
4	111.7	120.6	127	+210	971	1 200	113	43.9	24.2	129
1979 1	110.3	117.8	131	+217	952	1 202	92	26.7	17.3	53
2	116.7	127.1	179	+401	928	1 296	105	35.0	21.1	75
3	110.1	117.7	108	+320	947		101	37.3	20.7	
4	112.5									
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent	+2.2	-7.4	-39.7		+2.0	+7.8	-3.8	+6.6	-1.9	
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente	+0.7	-1.8	-18.8		-2.0	+8.9	+3.1	-2.6	-20.4	

¹ Déduction faite des annulations.
Sources : *Economic Trends* ; *Monthly Digest of Statistics*.

Tableau D Production et main-d'œuvre

	PIB estimation moyenne ¹	PIB par personne employée ²	Indice de la production industrielle	Indice de la production dans les industries manufacturières	Chômeurs	Vacances d'emploi non satisfaites pour adultes	Emploi dans les industries produc- trices	Emploi dans les industries manufac- turières	Heures supplé- mentaires dans les industries manufac- turières
	1975 = 100				Milliers		1975 = 100		Millions par semaine
1970	92.2	94.3	99.7	98.0	568	186	109.3	111.0	..
1971	93.6	97.3	99.8	97.4	737	129	106.1	107.4	..
1972	95.9	99.7	102.0	100.0	816	145	103.4	103.9	12.51
1973	102.6	103.4	109.5	108.3	581	304	104.7	104.5	15.44
1974	100.9	101.2	105.1	106.5	571	298	104.4	104.7	16.53
1975	100.0	100.0	100.0	100.0	890	145	100.0	100.0	13.62
1976 1	102.0	101.7	100.2	99.2	1 175	112	97.9	97.0	13.14
2	102.2	102.4	101.7	101.6	1 219	114	97.5	96.7	13.62
3	103.5	102.5	101.6	101.6	1 239	124	97.4	96.9	14.14
4	104.8	104.3	104.6	103.3	..	..	97.6	97.3	15.23
1977 1	104.0	104.8	105.7	104.1	1 280	..	97.8	97.6	15.81
2	104.8	104.4	105.4	102.3	1 299	152	98.1	98.0	15.82
3	104.8	105.2	106.2	103.0	1 347	152	97.9	98.0	15.72
4	106.0	105.5	106.2	102.3	1 365	162	97.6	97.7	15.43
1978 1	105.7	105.9	106.9	102.3	1 357	184	97.7	97.7	15.94
2	107.7	107.9	110.7	104.5	1 328	204	97.7	97.6	15.74
3	108.8	108.6	111.4	104.9	1 307	214	97.4	97.4	15.48
4	108.7	108.2	110.4	103.3	1 275	233	97.1	96.9	15.24
1979 1	107.6	107.7	109.6	102.1	1 296	231	97.0	96.6	15.14
2	111.6	110.5	115.3	107.7	1 245	254	97.1	96.5	15.96
3	109.5		113.1	103.1	1 209	246	96.9	96.2	13.99
4					1 226	229			
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent			-1.9	-4.3			-0.1	-0.3	-12.3
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente			+1.5	-1.7			-0.5	-1.2	-9.6

1 Moyenne des dépenses, des revenus et de la production.

2 Sur la base d'une estimation du PIB dans l'optique de la production.

Sources : Economic Trends ; Department of Employment Gazette.

Tableau E Financement intérieur

	Expansion des crédits à l'économie	Variation de la masse monétaire M3 en sterling	Besoins d'emprunts des Administrations publiques*	Prêts bancaires en sterling au secteur privé	Accroissement net du volume des actions émises par les sociétés de crédit immobilier et des dépôts auprès de ces sociétés		Fonds d'Etat : rendements à l'échéance finale ¹			Comparaison, compte tenu de la couverture à terme, entre les taux d'intérêt à 3 mois des dépôts auprès des collectivités locales et des prêts en Euro-dollars ²		
					Millions de livres	Millions de livres par mois	A court terme	A moyen terme	A long terme	Taux d'intérêt des dépôts à 3 mois auprès des collectivités locales*	Taux d'intérêt à 3 mois des dépôts auprès des collectivités locales et des prêts en Euro-dollars*	
												Taux annuel en %			Taux annuel en % en fin de période
1970	1 041	1 586	-148	1 315	497	729	7.89	8.64	9.25	7.25	-0.31	
1971	988	2 213	1 314	1 856	678	1 004	6.68	8.24	8.90	4.56	-0.64	
1972	6 856	5 286	2 114	6 433	731	1 267	7.68	8.45	8.97	8.75	-0.72	
1973	8 782	7 398	3 679	7 129	721	1 085	10.45	10.65	10.78	16.06	-0.82	
1974	6 895	3 255	5 630	3 435	664	1 038	12.51	14.21	14.77	13.25	-5.15	
1975	4 464	2 330	9 974	-384	1 391	1 767	11.48	13.18	14.39	11.31	—	
1976 1	1 644	702	1 602	419	472	514	10.46	12.45	13.73	8.69	-1.12	
2	2 304	1 019	2 478	733	275	517	11.12	12.82	13.84	11.19	-3.17	
3	2 948	1 648	1 934	1 104	242	527	12.04	13.84	14.46	12.81	-4.08	
4	369	-1	1 875	1 011	171	473	14.68	15.42	15.74	14.88	-0.41	
1977 1	-290	566	1 035	494	313	418	11.44	13.22	13.84	9.56	0.25	
2	1 185	1 149	1 547	967	533	581	9.91	12.21	13.02	7.94	-1.09	
3	-282	804	479	900	496	673	9.77	12.08	12.89	5.84	-0.37	
4	456	1 595	1 591	811	683	809	9.14	10.55	11.15	6.75	0.16	
1978 1	1 951	2 405	1 243	759	471	801	9.78	11.02	11.53	6.81	-0.91	
2	2 382	1 374	2 523	1 644	323	697	11.15	12.22	12.64	9.97	-1.72	
3	1 658	1 172	2 413	1 107	402	678	11.67	12.32	12.63	9.50	-3.84	
4	2 087	1 816	2 851	1 190	445	722	12.67	12.95	13.10	12.44	-0.33	
1979 1	1 301	1 058	1 248	2 415	452	743	12.77	13.19	13.35	12.44	0.21	
2	2 605	2 049	3 542	2 369	424	739	11.21	11.88	12.09	14.13	-0.20	
3	3 693	1 515	3 502	2 148	526	723	12.10	12.34	12.38	14.25	-0.03	
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent					+24.1	-2.2						
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente					+30.8	+6.6						

* Données non désaisonnalisées.

1 Moyenne des rendements de chaque mercredi pendant la période considérée.

2 Ecart entre le taux de l'intérêt versé par les collectivités locales, compte tenu du coût de la couverture à terme, et le taux de l'Euro-dollar. Le signe + indique que le taux net servi par les collectivités locales est supérieur au taux de l'Euro-dollar, et le signe — qu'il est inférieur.

Sources : Bank of England Quarterly Bulletin ; Financial Statistics.

Tableau F Salaires, prix et position extérieure

	Taux de salaires hebdomadaires*	Gains moyens	Prix de gros des produits dans l'industrie manufacturière destinés au marché intérieur* 1	Indice des prix de détail*	Valeurs unitaires exportation*	Valeurs unitaires importation* 2	Exportations fob ³	Importations fob ⁴	Soles des opérations visibles	Balance courante	Total des mouvements monétaires*
	31-7-72 = 100	Janv. 1970 = 100	1975 = 100	1975 = 100	1975 = 100	1975 = 100	Millions de livres par mois			Millions de livres	
1970	78.8	106.7	37.6	54.2	50.9	42.2	2 707	2 721	-14	+776	+1 287
1971	89.0	118.7	39.0	59.3	53.8	44.2	3 020	2 933	87	+1 150	+3 146
1972	101.3	134.0	40.5	63.6	56.9	46.7	3 150	3 391	-241	+208	-1 265
1973	115.2	152.1	53.1	69.4	64.1	59.6	4 038	4 833	-795	-875	-771
1974	138.0	179.1	86.8	80.5	81.7	87.4	5 513	7 258	-1 745	-3 307	-1 646
1975	178.7	226.6	100.0	100.0	100.0	100.0	6 488	7 566	-1 078	-1 621	-1 465
1976 1	204.2	250.7	109.9	110.9	110.6	110.1	1 885	2 068	-183	+52	-678
2	211.5	258.1	114.3	114.9	116.9	118.7	2 053	2 370	-316	-295	-1 956
3	217.8	265.9	119.1	117.6	123.9	124.7	2 170	2 548	-379	-371	-862
4	219.3	272.7	124.3	123.0	131.5	133.9	2 363	2 685	-322	-228	-133
1977 1	223.3	280.2	131.1	129.2	135.8	137.1	2 507	2 822	-315	-406	+1 913
2	225.9	284.4	137.0	134.9	141.5	140.7	2 640	2 900	-260	-288	+908
3	228.7	289.1	140.6	137.0	145.3	143.4	2 844	2 845	-1	+457	+2 608
4	231.2	300.3	143.3	139.0	147.4	143.9	2 725	2 731	-5	+530	+1 932
1978 1	237.8	310.9	146.6	141.4	149.6	140.9	2 803	3 001	-199	-250	+173
2	260.6	327.8	149.4	145.3	153.2	145.3	2 918	2 975	-58	+369	-1 494
3	265.8	335.7	152.3	147.8	157.0	147.3	3 017	3 139	-122	+299	+210
4	273.0	346.4	155.2	150.3	160.6	149.6	3 073	3 086	-13	+614	-15
1979 1	284.9	356.5	160.0	155.0	165.6	153.4	2 759	3 296	-537	-1 207	+880
2	292.1	376.0	167.3	160.7	169.6	157.2	3 529	3 756	-227	-607	+760
3	299.6	385.6	176.6	171.4	174.6	160.9	3 576	3 711	-135	-211	+298
4	312.7		182.4		180.2	169.9	3 700	3 879	-178		
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent											
	+4.4	+2.6	+3.3	+6.7	+3.2	+5.6					
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente											
	+14.5	+14.9	+17.5	+16.0	+12.2	+13.6					

* Non désaisonnalisé.

1 A l'exclusion des denrées alimentaires, des boissons et du tabac.

2 Non compris les avions militaires provenant des Etats-Unis.

3 Compte tenu des ajustements de balance des paiements et après correction des facteurs affectant la comptabilisation des exportations.

4 Y compris le paiement des avions militaires achetés aux Etats-Unis et autres ajustements de balance des paiements.

Sources : *Economic Trends* ; *Monthly Digest of Statistics*.

Tableau G Analyse des transactions
Données non
Millions

	1977	1978	1
	1 BALANCE COURANTE	+293	+1 032	-415
<i>Investissements et autres transactions en capital</i>			
2 Opérations en capital à long terme du secteur public	-319	-335	-23
3 Investissements étrangers dans le secteur public du RU	+2 182	-81	-3
Fonds d'Etat britanniques ²	+979	+15	+51
Autres	+1 203	-96	-54
4 Investissements étrangers dans le secteur privé du RU	+3 067	+2 714	+1 045
5 Investissements à l'étranger du secteur privé du RU	-2 222	-4 091	-819
6 Emprunts (nets) contractés en monnaies étrangères par les banques britanniques pour financer les investissements britanniques à l'étranger	+520	+835	+140
7 Autres emprunts ou prêts (nets) en monnaies étrangères effectués par les banques britanniques	-136	-1 354	-25
<i>Réserves de change en sterling</i> ³			
8 Fonds d'Etat britanniques	+5	-115	-34
9 Engagements du système bancaire et effets du marché monétaire	-24	-4	+194
10 Autres créances en sterling de l'étranger sur le système bancaire et le marché monétaire	+1 481	+301	-62
11 Crédits à l'importation ⁴	+351	+243	+141
12 Crédits à l'exportation ⁴	-613	-685	-251
13 Autres transactions à court terme	+114	-415	-250
14 Total des investissements et des autres transactions en capital	+4 406	-2 987	+53
15 Poste résiduel	+2 662	+829	+535
16 BALANCE DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	+7 361	-1 126	+173
17 Attribution de droits de tirage spéciaux	—	—	—
18 Souscription en or au FMI	—	—	—
19 TOTAL DES LIGNES 16 à 18	+7 361	-1 126	+173
<i>Règlements officiels</i>			
<i>Opérations avec les autorités monétaires étrangères, net :</i>			
20 FMI	+1 113	-1 016	—
21 Autres autorités monétaires	—	—	—
22 Emprunts en devises du gouvernement britannique	+871	+191	—
23 Emprunts en devises du secteur public avec garantie de change	+243	-378	-219
24 Tirages (+) sur les réserves officielles ou versements (-) aux réserves officielles ⁵	-9 588	+2 329	+46
25 TOTAL DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	-7 361	+1 126	-173

1 La somme des postes 1 à 5 est égale au total autrefois dénommé « balance de base » ; la somme des autres postes (à l'exception du poste 15) représente ce que l'on qualifiait précédemment de « mouvements monétaires ».

2 Avoirs en fonds d'Etat britanniques détenus par des non-résidents autres que les autorités monétaires étrangères, qui sont compris dans les réserves de change en sterling.

en capital et des règlements officiels¹
désaisonnalisées
de livres

	1978			1979		
	2	3	4	1	2	3
	+410	+441	+596	-1 355	-562	-155
	-8	-66	-238	-79	-36	-74
	-15	-13	-50	+226	+73	+424
	-34	-20	+18	+264	+45	+423
	+19	+7	-68	-38	+28	+1
	+421	+438	+810	+703	+1 255	+649
	-773	-1 050	-1 449	-1 388	-966	-1 667
	+340	+175	+180	+185	+310	-690
	-1 295	+153	-187	+756	+68	+1 367
	-20	-34	-27	-126	+5	+212
	-211	+43	-30	+267	+87	+208
	-152	+159	+356	+474	+347	+452
	+97	-88	+93	-75	+94	-47
	-371	-17	-46	-142	-136	+199
	-85	+119	-199	+183	+363	-355
	-2 072	-181	-787	+984	+1 464	+678
	+168	-50	+176	+1 056	-142	-225
	-1 494	+210	-15	+685	+760	+298
	—	—	—	+195	—	—
	—	—	—	—	—	—
	-1 494	+210	-15	+880	+760	+298
	-505	-26	-485	—	-522	-36
	—	—	—	—	—	—
	+191	—	—	—	—	—
	-218	-130	+189	+75	-170	-110
	+2 026	-54	+311	-955	-68	-152
	+1 494	-210	+15	-880	-760	-298

3 Réserves en sterling détenues au Royaume-Uni par des pays étrangers et par des organisations internationales (autres que le FMI), notifiées par les banques, etc. du Royaume-Uni. Ce poste n'englobe pas les autres avoirs officiels — tels que fonds en dépôt, caisses de retraites et autres fonds affectés à des fins spécifiques, avoirs en actions de sociétés de dépôts détenus sur place dans des banques commerciales — dont les mouvements sont comptabilisés aux postes 3, 4 et 10.

4 A l'exclusion des crédits commerciaux entre sociétés affiliées (repris aux lignes 4 et 5). Déduction faite des règlements anticipés et des tranches de paiement versées aux fournisseurs.

5 La valeur en sterling a été calculée au taux de change effectif.

Source : Bank of England Quarterly Bulletin.

Tableau H Avoirs et engagements extérieurs

	Taux de change effectif	Réserves officielles ²		Balances sterling			Encours de l'emprunt public à l'étranger ⁴	
		Total	dont :	Débiteurs officiels		Autres débiteurs	Total	dont :
			Devises convertibles	Total	dont :			FMI ³
					Pays exportateurs de pétrole			
1970 = 100	Millions de dollars, fin de période	Millions de livres, fin de période		Millions de dollars, fin de période		Millions de dollars, fin de période		
1972	96.6	5 646	4 063	3 618	..	2 291	366	—
1973	85.6	6 476	4 725	3 689	959	2 284	2 982	—
1974	82.1	6 789	4 823	4 634	3 101	2 500	7 092	—
1975	75.8	5 429	3 335	4 102	2 839	3 228	8 921	—
1976 1	71.4	5 905	4 187	4 020	2 623	3 234	10 706	1 206
2	65.2	5 312	3 634	3 099	1 964	3 223	13 640	2 051
3	63.6	5 158	3 511	2 750	1 541	3 435	15 000	2 051
4	58.7	4 129	2 513	2 639	1 421	3 484	14 160	2 051
1977 1	61.1	9 618	8 032	2 829	1 443	3 683	16 396	3 257
2	61.2	11 572	10 031	2 431	1 197	4 033	16 838	3 643
3	61.4	17 171	15 666	2 505	1 288	4 356	17 925	4 029
4	63.0	20 557	19 015	2 835	1 360	4 965	18 042	4 029
1978 1	64.0	20 320	18 817	2 995	1 404	4 903	17 614	4 029
2	60.7	16 542	15 006	2 764	1 212	4 751	16 689	3 109
3	61.2	16 511	14 860	2 773	1 169	4 910	16 401	3 062
4	60.8	15 694	14 230	2 610	1 006	5 266	15 847	2 152
1979 1	62.0	21 947	16 885	2 751	1 072	5 740	16 551	2 300
2	65.4	22 070	16 911	2 843	1 141	6 087	15 104	1 209
3	68.4	22 692	18 313	3 263	1 338	6 539	14 783	1 128

Pour mémoire :

Echéancier des remboursements des emprunts en devises par le secteur public au 30 septembre 1979 :

Milliards de dollars

1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	à partir de 1989	Total
1.8	3.0	2.3	1.7	2.4	1.3	1.3	1.4	1.1	3.7	20.0

1 Les emprunts inclus sont ceux enregistrés comme financement officiel dans les comptes de balance des paiements.

2 Tirages sur le FMI, nets des remboursements par le Royaume-Uni, et tirages en sterling sur le FMI par d'autres pays ; frais et intérêts en sterling exclus.

3 Depuis la fin mars 1979, les taux auxquels les réserves sont évaluées doivent être révisés chaque année. L'or sera évalué au cours moyen du fixing de Londres pour la période de trois mois s'achevant fin mars, moins un abattement de 25 %. Les avoirs en devises convertibles et en DTS seront évalués au taux de change moyen enregistré à la Banque d'Angleterre au cours des trois mois précédant la fin mars. La réévaluation de 1979 a eu pour effet d'augmenter les réserves de 4 493 millions de dollars (or : + 3 116 millions de dollars, DTS : + 63 millions de dollars, et devises convertibles : + 1 314 millions de dollars). Depuis juillet 1979, les avoirs de réserve comprennent les montants en ECU résultant d'opérations de crédits croisés avec le Fonds Européen de Coopération Monétaire ; ces montants sont inclus dans les avoirs en devises convertibles et sont évalués au cours moyen du dollar/ECU ou du dollar/Unité de compte européenne en vigueur pendant la période de trois mois précédant la fin mars 1979. Jusqu'en mars 1980, cette méthode d'évaluation différera de celle utilisée pour le calcul des réserves mensuelles où l'ECU est évalué au taux du marché applicable pour chaque opération de crédit croisé.

4 A partir de la fin mars 1979, les taux auxquels sont évalués les emprunts en cours seront révisés chaque année sur la même base que les réserves. La réévaluation de 1979 a eu pour effet d'augmenter de 576 millions de dollars le montant des emprunts à la fin mars (emprunts au FMI : + 148 millions de dollars et autres emprunts du secteur public au titre du système de garantie de change : + 428 millions de dollars).

Sources : Bank of England Quarterly Bulletin et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Tableau I Commerce extérieur par régions
Millions de dollars EU, moyennes mensuelles

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
<i>Importations, caf</i>													
OCDE, total	904	981	1 050	1 100	1 240	1 382	1 659	2 303	3 032	3 078	3 209	3 781	4 956
Amérique du Nord	268	289	314	326	371	351	371	480	633	593	630	716	854
OCDE - Europe	524	586	630	661	748	887	1 109	1 606	2 175	2 257	2 351	2 800	3 767
CEE	349	391	415	430	488	593	733	1 059	1 510	1 626	1 703	2 043	2 654
Pays à économie planifiée	65	65	68	74	80	78	89	122	146	138	169	197	207
Pays en voie de développement	369	375	403	423	430	478	503	711	1 241	1 111	1 185	1 191	1 248
<i>dont</i> : OPEP	124	126	147	153	160	212	210	295	725	578	611	530	542
<i>Exportations, fob</i>													
OCDE, total	819	804	868	990	1 102	1 260	1 426	1 827	2 286	2 404	2 633	3 296	4 084
Amérique du Nord	204	197	235	243	246	291	332	394	441	425	463	555	678
OCDE - Europe	508	505	529	633	731	832	960	1 260	1 615	1 756	1 974	2 518	3 137
CEE	320	318	346	410	471	540	612	821	1 077	1 178	1 371	1 753	2 257
Pays à économie planifiée	45	51	53	58	62	58	64	84	101	123	109	131	171
Pays en voie de développement	303	284	306	354	375	458	468	542	723	981	1 007	1 267	1 595
<i>dont</i> : OPEP	61	56	66	83	85	107	122	151	219	389	440	580	721

Source : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur, série A.*

STATISTIQUES DE BASE :
COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

			Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yugoslavie ¹	
POPULATION	Période de référence	Unités																										
	Mi-1978	Milliers	14 249	7 510	9 841	23 499	5 105	4 755	53 302	61 310	9 360	223	3 221	56 697 ²	114 898	355	13 937	3 107	4 060	9 820	37 109	8 278	6 337	43 144	55 895	218 548	21 968	
	»	Nombre	2	90	323	2	119	16	97	247	71	2	46	(28.4)	188	137	412	12	13	107	74	18	153	55	229	23	86	
	Mi-1968 à Mi-1978	%	1.7	0.2	0.2	1.3	0.5	0.3	0.7	0.3	0.7	1.0	1.0	0.7	1.3	0.6	0.9	1.3	0.6	0.7	1.2	0.5	0.4	2.5	0.1	0.9	0.9	
EMPLOI	1978	Milliers	5 975	3 015	3 711	9 972	2 414 ²³	2 074	20 921	24 679	(3 167) ²³	98 ²³	1 033	19 932	54 080	147 ²³	4 569	(1 204)	1 854	3 808	12 091	4 115	2 839	14 151 ²³	24 610	94 373	9 276 ³	
	»	% du total	6.4	10.9	3.2	5.7	9.1	12.3	9.1	6.5	(28.4)	13.7	22.2	15.5	11.7	5.9	6.2	(11.8)	8.7	30.7	20.2	6.1	8.4	55.8	2.7	3.7	36.8	
	»	»	31.6	40.6	36.7	28.7	30.4	34.4	37.1	45.1	(30.3)	38.0	30.9	38.3	35.0	45.1	32.5	(34.1)	31.6	35.3	37.3	33.0	42.7	35.3	39.7	31.2	21.8	
	»	»	62.0	48.5	60.1	65.6	60.5	53.3	53.8	48.4	(41.3)	48.3	46.9	46.2	53.3	49.0	61.3	(54.1)	59.7	34.0	42.5	60.9	48.9	30.6	57.6	65.1	41.4	
PIB aux prix du marché	1978	Milliards de dollars des É-U ¹¹	110.2	58.1	96.1	206.0	55.5	32.2	470.5	639.2	31.4	2.1	12.2	237.0	980.4	3.4	130.5	18.0	39.7	18.3	147.2	87.2	84.4	48.7	308.2	2 098.6	47.1 ¹	
	»	%	2.6	2.8	2.2	3.4	1.7	1.7	2.9	1.9	3.6	2.6	3.7	2.1	3.7	0.7	2.4	0.6	4.5	2.4	3.1	1.2	-0.9	6.7	0.9	2.4	6.1	
	»	Dollars des É-U ¹¹	7 734	7 736	9 818	8 766	10 872	6 772	8 827	10 426	3 355	9 417	3 788	4 180	8 533	9 859	9 364	5 753	9 778	1 864	3 967	10 534	13 319	1 129	5 514	9 602	2 140	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1977	% du PIB	23.1	27.2	21.2	22.7	23.3	26.7	22.6	20.9	23.0 ⁸	27.3	25.0	19.8	29.9	26.0	21.1	22.7 ⁹	36.6	17.0 ¹⁴	20.8	20.5	20.7	25.8	18.1	17.5	34.3	
	»	»	7.4 ¹⁰	10.6	6.4	7.6	7.4	10.3	9.3	8.6	8.4	7.6	13.3	8.5	13.8	9.2	8.6	..	13.3	5.5 ¹⁴	..	8.5	6.9	..	9.0	7.3	..	
	»	»	4.6 ¹⁰	..	7.1	6.0	7.7	6.9	6.9	5.9	7.1	5.8	11.7	5.5	6.9	6.6	5.8	..	4.9	2.8 ¹⁴	..	4.2	..	3.7	3.3	4.8	..	
	1972 à 1977	%	1.0	2.1	2.9	4.5	-0.3	-0.2	1.5	-1.1	-1.4	4.9	1.8	-0.2	4.4	-0.8	0.9	..	8.1	-1.6 ¹¹	2.5	-0.4	-5.0	10.3	-0.6	0.3	7.1	
TAUX D'ÉPARGNE GLOBALE ¹²	1977	% du PNB	18.3	24.6	21.7	21.3	18.8	27.2	23.4	24.2	19.9	27.1	17.0	22.1	32.2	39.4	23.5	23.6	23.2	11.0	19.8	16.7	26.5	17.2	20.3	17.7	35.2	
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS	1977	% du PIB	16.3	17.3	17.3	20.3	23.9	20.4	14.9	20.0	15.9	11.2	18.6	13.7	19.1	15.0	18.3	18.7	18.7	14.2 ¹⁴	10.3	28.5	12.9	14.5	20.8	18.4	17.4	
	»	»	9.6	20.6	22.0	12.4	15.8	14.5	24.8	19.5	11.6	..	13.3	22.7	9.2	29.3	30.9	..	24.6	15.8 ¹⁴	12.7	24.4	15.3	9.2	15.3	11.6	..	
	»	»	25.9	43.0	41.8	36.4	47.7	43.5	42.2	43.5	29.4	..	35.6	37.4	24.5	53.9	54.0	..	51.2	28.3 ¹⁴	26.7	60.9	34.3	21.6	40.5	32.0	43.1	
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1978	% du PNB	0.5	0.3	0.6	0.5	0.7	0.2	0.6	0.3	..	..	..	0.1	0.2	..	0.8	0.3	0.9	..	..	0.9	0.2	..	0.4	0.2	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	1977	Dollars des É-U ¹¹	4 000	3 660	5 000	4 870	5 080	3 250	4 450	4 690	1 890	5 200	1 900	2 220	3 510	4 760	4 480	2 590 ⁹	4 940	1 260	2 251	5 140	6 100	810	2 580	5 600	849	
	1976	Nombre	366	243	279	388 ²⁰	265	218	300	308	55	298	175	283	163	367	273	383	253	107	148	350	281 ²⁰	11	255	505	80	
	1977	»	395 ¹⁴	304 ¹⁴	313	596 ¹⁴	493	409 ¹⁴	293 ¹⁴	374	238 ¹⁴	411 ¹⁴	163	285	408	522	422	515 ¹⁴	366 ¹⁴	118 ¹⁴	239 ¹⁴	689 ¹⁴	634 ¹⁴	28 ¹⁴	415	718 ¹⁴	71	
	1977	»	274 ²⁰	247 ¹⁶	286	411 ²⁰	338	306 ²⁰	308	308	126 ²⁰	234 ²⁰	193	224	235 ²⁰	257 ¹⁸	279	259 ²⁰	255 ²⁰	65 ²⁰	184 ²⁰	352 ²⁰	273 ²⁰	121 ¹⁶	324	571 ¹⁶	161 ¹⁴	
	1976	»	1.4 ¹³	2.2	2.0	1.7	1.9	1.5	1.5	2.0	2.1	1.6 ¹⁰	1.2	2.2	1.2	1.1	1.7	1.3 ²⁰	1.8	1.2	1.8	1.7 ²⁰	1.9	0.6	1.3	1.6	1.4	
	1977	% du groupe d'âge	45.0	32.0	61.3 ²⁰	66.4 ²⁰	57.4	60.8 ²⁰	54.6	41.5	45.4 ²⁰	..	50.0 ¹⁴	40.8 ²⁰	70.9	33.5 ²⁰	62.7	44.8	63.6	33.4 ¹⁴	35.5 ¹⁴	56.3 ¹⁴	68.2 ²⁰	12.7 ²⁰	44.6 ²⁰	72.0 ²⁰	..	
	1977	Nombre	13.8 ¹⁴	16.8	15.3 ¹⁴	14.3 ²⁰	8.7	12.0	11.4	15.5	20.3	9.6	15.7	17.7	8.9	10.6	9.5	14.2	10.5 ¹⁴	38.9 ²⁰	15.9	8.0	9.8	..	14.1	15.2 ¹⁴	36.7 ¹⁴	
	SALAIRES ET PRIX	1973 à 1978	%	15.7	10.4	13.5	12.2	14.7	14.7	15.2	7.5	24.9	40.5	19.4	22.7	12.0	..	10.5	14.3	14.4	20.0 ¹⁴	27.5	11.7	5.5	27.5 ²³	16.9	8.6	20.5
		»	%	12.8	6.9	9.2	9.2	11.0	13.8	10.7	4.8	15.5	39.8	15.3	17.0	11.3	7.9	7.8	13.8	9.5	19.8	18.8	10.3	4.1	30.0 ²³	16.1	8.0	17.4
	COMMERCE EXTÉRIEUR	1978	Millions de dollars des É-U ¹¹	14 364	12 132	44 808 ⁷	46 152	11 844	8 556	76 464	142 092	3 336	648	5 676	55 956	97 543	—	50 016	3 751	10 044	2 436	13 059	21 720	23 364	2 280	71 676	143 664	5 668
»		%	13.0	20.9	46.6	22.4	21.3	26.6	16.3	22.2	10.6	30.9	46.5	23.6	9.9	—	38.3	20.8	25.3	13.3	8.9	24.9	27.7	4.7	23.3	6.8	12.0	
1973 à 1978		%	2.8	6.5	3.1	3.5	3.4	2.7	5.3	3.8	9.5	8.0	8.9	8.2	9.2	—	2.5	2.9	7.2	3.2	10.3	-0.3	3.7	-4.6	4.8	3.7	1.4	
1978		Millions de dollars des É-U ¹¹	14 016	15 972	48 360 ⁷	43 560	14 760	7 848	81 684	120 672	7 560	684	7 116	56 364	79 344	—	52 872	3 870	11 424	5 172	18 664	20 496	23 652	4 548	78 588	173 292	9 983	
»	%	12.7	27.5	50.3	21.1	26.6	24.4	17.4	18.9	24.1	32.6	58.3	23.8	8.1	—	40.5	21.5	28.8	28.3	12.7	23.5	28.0	9.3	25.5	8.3	21.2		
»	%	3.3	4.9	3.4	3.2	1.0	-2.0	4.4	4.3	1.4	2.8	4.8	0.8	-0.2	—	2.7	-3.0	3.0	5.7	0.5	0.5	1.8	1.0	1.4	4.8	3.7		
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES ²⁵	Fin 1978	Millions de dollars des É-U	2 418	6 007	5 908 ⁷	4 569	3 219	1 266	13 929	53 883	1 171	138	2 689	14 826	33 500	—	7 585	453	2 878	1 845	10 774	4 398	21 561	1 001	17 067	19 584	2 462	
	En 1978	%	17.3	37.6	12.2	10.5	21.8	16.1	17.1	44.7	15.5	20.2	37.8	26.3	42.2	—	14.3	13.0	25.2	35.7	57.7	21.5	91.2	22.0	21.7	11.3	25.2	

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.
2 Population résidente totale.
3 Secteur privé et socialisé.
4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
5 Produit social.
6 A prix constants.
7 Y compris le Luxembourg.

8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.
9 Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
10 1973.
11 Aux prix et taux de change courants.
12 $\frac{PNB - (Cons. priv. + Cons. pub.)}{PNB} \times 100$.
13 1972.
14 1976.

15 Jeunes de 15 à 19 ans.
16 1974.
17 Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.
18 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.
19 Secteur privé.
20 1975.
21 1971 à 1976.
22 1977.
23 1972 à 1977.

24 Taux de salaire horaire dans l'industrie et les transports à Lisbonne.
25 L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once (voir FMI, Statistiques financières internationales, série « Réserves totales »).

NOTE Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétariat de l'OCDE.
Sources : Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l'« Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)
1333 BUENOS-AIRES, Tel. 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia & New Zealand Book Company Pty Ltd.,
23 Cross Street, (P.O.B. 459)
BROOKVALE NSW 2100 Tel. 938-2244

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN I. Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

LCLS

44 rue Oilet, B1070 BRUXELLES. Tel. 02-521 28 13

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jov S.A., Rua Guaipá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261-1920
Rua Senador Dantas 19 a/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
Tel. 232-07. 32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Quebec H3H 1M7 Tel. (514) 937-3519

DENMARK - DANEMARK

Nørsgaards Boghandel,
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K. Tel. (01) 12 85 70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. Tel. 65-11-22

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524-81-67

Principal correspondant:
13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université.
Tel. 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Centre
4 Simrockstrasse
5300 BONN Tel. 21 60 46

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales and Publications Office, Beaconsfield House, 1st floor,
Queen's Road, Central. Tel. 5-233191

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House. Tel. 45896
CALCUTTA, 17 Park Street. Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083
Sub-depositari:
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. Tel. 674628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446
Libreria Latte, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori
librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center
Akasaka Park Building, 2-3-4 Akasaka, Minato-ku,
TOKYO 107. Tel. 586-2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O.Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72-7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O.Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429-344425

MALAYSIA - MALAISIE

and/et SINGAPORE-SINGAPOUR
University of Malaya Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
KUALA LUMPUR. Tel. 51425, 54058, 54361

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Verzendboekhandel
Chr. Plantijnstraat
S-GRAVENHAGE Tel. nr. 070-789911
Voor bestellingen: Tel. 070-789208

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,
Rutherford House, Lambton Quay, Tel. 737-320
AUCKLAND: Rutland Street (P.O.Box 5344), Tel. 32.919
CHRISTCHURCH: 130 Oxford Terrace (Private Bag), Tel. 50.331
HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857), Tel. 80.103
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street (P.O.Box 1104),
Tel. 78.294

NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S
P.O. Box 1177 Sentrum
Karl Johansgate 43
OSLO 1 Tel. (02) 80 12 60

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66839

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX.
Tel. 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castello 37, Apartado 1223, MADRID-1. Tel. 275.46.55
Liberia Bastinos, Pelayo, 52, BARCELONA 1. Tel. 222.06.00

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23 89 00

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. Tel. 022-31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

National Book Company,
84-5 Sing Sung South Rd., Sec. 3, TAIPEI 107. Tel. 321.0698

THAILAND - THAÏLANDE

Suksit Siam Co., Ltd.
1715 Rama IV Rd,
Samyan, Bangkok 5
Tel. 2511630

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9 NH. Tel. 01-928-6977, Ext. 410 or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON. D.C. 20006.
Tel. (202)724-1857

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipán,
CARACAS 106. Tel. 32 23 01/33 26 04/33 24 73

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
Tel. 621-992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.
Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

**2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16**

N° 41 476 1980

(UQ 10 80 28 2) ISBN 92-64-22032-1

ISSN 0304-3363



IMPRIMÉ EN FRANCE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Abonnement F 240,00 £ 26,60 US \$ 60,00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.
En supplément, cette publication contient fréquemment
des études spéciales destinées à faciliter
l'interprétation des tendances économiques.*